

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



JUSTICE
CINQ ANS D'INÉLIGIBILITÉ
REQUIS CONTRE MARINE LE PEN

PAGE 6

MICKAËLLE PATY
LE CRI DE COLÈRE
DE LA SŒUR DU PROFESSEUR
ASSASSINÉ PAGE 16



RN
Maréchal, Le Pen,
Bardella...
Les secrets
d'une réconciliation
PAGES 4 ET 5

ÉLYSÉE
Macron tente de
déminer un Salon
de l'agriculture
sous tension
PAGE 7

VIOLENCES
À Sanary-sur-Mer,
une enseignante
d'arts plastiques
poignardée
par un élève
PAGE 9

ÉTATS-UNIS
L'onde de choc
des dossiers
Epstein secoue
l'Amérique
PAGE 10

SYRIE
Les forces de Damas
se déploient dans
les zones kurdes
PAGES 12 ET 13

ARGENT
Banquiers, assureurs
et conseillers
en patrimoine se
disputent l'épargne
des Français
PAGES 22 ET 23

CHAMPS LIBRES

• La chronique
de Bertille Bayart
• L'analyse
d'Eugénie Boilait
PAGE 17

FIGARO OUI FIGARO NON

**Réponses à la question
de mardi :**
Pensez-vous que des
négociations permettront
d'éviter un conflit entre
les États-Unis et l'Iran ?

OUI 40% **NON 60%**

VOTANTS : 105 967

Refus d'obtempérer :
faut-il instaurer une
présomption de légitime
défense pour les forces
de l'ordre ?

**Téléchargez
l'appli
du Figaro
pour voter**

BENOIT TESSIER/REUTERS
DESSIN : FABIEN CLAIREFOND

Comment l'IA révolutionne la lutte contre le cancer

Prévention, traitement, recherche... L'intelligence artificielle est déjà présente dans tous les domaines de la cancérologie, et promet des avancées majeures dans les prochaines années.

Bien avant que ChatGPT ne mette l'intelligence artificielle sur le devant de la scène, le monde de la recherche médicale a perçu l'intérêt de ces algorithmes capables de donner du sens à des quantités de

données qui dépassent largement les capacités d'analyse du cerveau humain. Ces outils profitent déjà à de très nombreux patients, depuis leur diagnostic jusqu'à leur suivi après les traitements. Ils

bouleversent aussi les façons de faire de la recherche, en particulier en facilitant des essais cliniques, même pour des cancers rares où les médecins peinaient à rassembler assez de malades.

On peut ainsi espérer que les progrès de l'IA pourront faire enfin progresser la recherche contre les tumeurs du cerveau, rares mais souvent gravissimes et trop longtemps boudées par les pro-

grammes publics comme privés. Mais quels que soient les progrès, le cancer restera aussi une affaire de comportement : 40 % d'entre eux peuvent être évités en menant une vie plus saine.

→ LES TUMEURS DU CERVEAU, OUBLIÉES PAR LES POLITIQUES DE SANTÉ PUBLIQUE → QUATRE CANCERS SUR DIX POURRAIENT ÊTRE ÉVITÉS PAGES 2 ET 3



**Golshifteh Farahani :
« Le peuple iranien
est le plus seul
au monde »**

En exil en France depuis 2008, l'actrice franco-iranienne se dit bouleversée par la situation dans son pays natal et souligne la complexité de la donne géopolitique derrière la répression sanglante des manifestations. PAGE 11

Refus d'obtempérer : les policiers réclament plus de sévérité

En moins de 24 heures, neuf policiers ont été blessés à la suite de refus d'obtempérer, à Nantes, Argenteuil et Meaux. Cette série noire avive un peu plus la colère au sein des forces de l'ordre, qui craignent de plus en plus pour leur vie. Les syndicats policiers réclament « la mise en place immédiate de vraies sanctions » pour les chauffards et un statut juridique plus protecteur en cas de riposte. Sans quoi, « le sentiment d'impunité continuera », préviennent-ils. Le premier ministre, Sébastien Lecornu, pourrait leur apporter des réponses « dans les jours à venir ». PAGE 8 ET L'ÉDITORIAL

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

L'heure des petits prédateurs

Ces histoires devenues courantes de gendarmes percutés, cette policière traînée à Argenteuil sur plusieurs dizaines de mètres, est-ce dérisoire, peut-être même un peu vulgaire, pour ne pas devenir immédiatement une inquiétude générale, une cause nationale ? Jean-Noël Barrot, notre ministre des Affaires étrangères, veut que la France résiste à « la brutalisation du monde », c'est un noble projet, mais la brutalisation de la vie quotidienne des Français, l'extrême violence qui menace les policiers ne sont pas moins urgentes. Toutes les vingt minutes, un citoyen refuse d'obtempérer et bafoue l'État français dans son autorité. Les petits prédateurs de quartier imposent la tyrannie de leurs pulsions au mépris de la vie des policiers et des gendarmes. La drogue, la délinquance, l'islamisme ont séparé des quartiers entiers de la République française, et les séparatistes transportent avec eux leur arrogance, leur sentiment d'impunité, leur haine du pays dans lequel ils vivent. Ils le font avec bonne conscience puisque la gauche morale les présente en victimes d'une police répressive, d'un État arbitraire. Quand, à Mulhouse, des étudiants d'une école d'art détruisent une

piñata en forme de voiture de police, nous ne sommes plus dans l'anarchisme poétique d'un Georges Brassens, mais dans l'ivresse de la meute qui s'acharne sur le dernier reliquat de l'autorité : la police.

Pas de malentendu, le fracas du monde implique une mobilisation constante de ceux qui nous gouvernent, mais elle apparaîtra comme une diversion si rien n'est fait pour mettre fin au chaos intérieur. Laurent Nuñez dit qu'il ne s'agit en rien d'un « échec », mais, quand

L'État français bafoué

les voyous n'ont plus peur de la police, de la justice, de la sanction, où est le succès ? La vérité, c'est que tout le monde a en tête les conséquences de la mort dramatique du jeune Nahel Merzouk suite à un refus d'obtempérer. Quatre jours d'émeutes dans toute la France, 12000 voitures brûlées, des centaines de bâtiments incendiés, 45 000 forces de l'ordre mobilisées. Pour éviter une nouvelle explosion, le pouvoir met la violence sous le tapis des périls extérieurs, concentre ses efforts sur la question des réseaux sociaux. L'ordre public attendra 2027... La police et les Français, pourtant, ne veulent pas attendre : la chienlit, c'est maintenant. ■

**THEATRE
DU LIDO**
CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**PROLONGATIONS
14 JUIN 2026**

**les demoiselles
de Rochefort**

La Cancérologie est entrée dans l'ère de l'intelligence artificielle

Soline Roy

Prévention, traitement, recherche... L'IA est déjà pleinement utilisée dans la prise en charge du cancer, et de nombreuses autres

L'intelligence artificielle ne remplacera pas les oncologues. Mais les oncologues qui ne l'utilisent pas seront progressivement remplacés par ceux qui l'utilisent. » Le Dr Sarah Watson, oncologue médicale et chercheuse à l'Institut Curie, appartient assurément à la seconde catégorie. Son équipe a mis au point l'outil Trans-CUOPTomics, qui « prédit » l'origine de cancers métastatiques dont on ignore dans quel organe ils sont nés, permettant de trouver le meilleur traitement. Mais en oncologie, l'IA ne se limite pas à ces cas rares : très à la mode depuis que les grands modèles de langage tels que ChatGPT l'ont propulsée entre les mains du grand public, elle est déjà une vieille réalité en oncologie... et promet davantage encore de révolutions, de la prévention au suivi des patients guéris en passant par toutes les étapes du traitement et de la recherche.

Imagerie, analyse moléculaire des biopsies, ADN tumoral circulant dans le sang, microbiote, génétique... Le bilan initial d'un patient atteint de cancer peut désormais générer « plusieurs milliards de paramètres », là où il y a vingt ans les médecins ne jonglaient qu'avec « quelques dizaines de chiffres », écrit la fondation ARC dans un livret publié à l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, ce 4 février 2026. « Une tumeur est un "organe" très complexe, un écosystème dynamique différent entre chaque individu, résume le Dr Sophie Tartare-Deckert, directrice du centre méditerranéen de médecine moléculaire à Nice et vice-présidente du conseil scientifique de la fondation ARC. Des techniques sophistiquées nous permettent d'analyser chaque cellule, mais on a besoin d'IA pour analyser ces données massives. » Ajoutez-y celles concernant l'histoire médicale du patient, son mode de vie, son exposition aux facteurs de risque connus et inconnus de cancers... et vous obtiendrez un terrain de jeu idéal pour les spécialistes de l'intelligence artificielle. Savoir exploiter ces multiples données pour les plus de 400 000 nouveaux cas de cancer diagnostiqués chaque année en France, c'est faire un pas de géant vers une véritable médecine personnalisée.

L'IA est donc un « tsunami » qui va « impacter nos activités de manière massive », et ce « plus vite que nos capacités à s'y préparer », a alerté le Pr Fabrice Barlesi, directeur général de Gustave Roussy, lors d'une conférence de presse. « L'IA est déjà une réalité en oncologie », insiste le Pr Karin Tarte, immunologue au CHU de Rennes, directrice de recherche Inserm et présidente du comité d'orientation de la recherche de

la fondation ARC. Elle est par exemple « pleinement intégrée » à l'analyse des imageries médicales ou des biopsies tumorales. Le public n'en a pas toujours conscience : dans un sondage OpinionWay réalisé pour la fondation ARC, 67 % des personnes interrogées ignorent dans quelle mesure l'IA est déjà utilisée dans le traitement des cancers, alors qu'une immense majorité des établissements y a recours.

La révolution ne date pourtant pas d'hier : dès les années 1970, naissaient de premiers « systèmes experts » conçus pour aider à diagnostiquer ou traiter des pathologies notamment bactériennes. En oncologie non plus, la recherche n'a pas attendu ChatGPT pour avancer. « On ne l'appelait pas encore "intelligence artificielle", mais il s'agissait déjà de cela », glisse Marine

Amouroux, ingénier de recherche au CRAN (CNRS/Université de Lorraine) qui développe des dispositifs optiques innovants dédiés au diagnostic des cancers cutanés par des médecins non spécialistes, et dont les premiers travaux remontent à près de dix ans.

« Des techniques sophistiquées nous permettent d'analyser chaque cellule, mais on a besoin d'IA pour analyser ces données »

Dr Sophie Tartare-Deckert
Directrice du Centre méditerranéen de médecine moléculaire à Nice et vice-présidente du conseil scientifique de la fondation ARC

L'IA bouleverse et va bouleverser tous les champs de l'oncologie, notent les experts. Des algorithmes seront capables, écrit l'ARC, de « générer des profils d'exposition » pouvant être « croisés avec les données de susceptibilités personnelles pour proposer des mesures de protection et de prévention personnalisées ». En 2023, une équipe danoise dévoilait un algorithme capable de prédire le risque de cancer du pancréas à partir du rythme de consultation chez le médecin généraliste et de la prescription de médicaments... Elle permet d'identifier des cancers de façon beaucoup plus précoce et moins invasive, et de pronostiquer l'agressivité de la tumeur pour adapter la surveillance et le traitement. Et cela chez des patients de plus en plus nombreux : « Le programme Fresh (une « biopsie liquide » qui identifie des

anomalies génomiques dans l'ADN tumoral avec une simple prise de sang, NDLR) s'adresse aujourd'hui aux malades métastatiques, mais demain s'adressera à tous les malades », cite en exemple le Pr Fabrice Barlesi.

Enfin, l'IA aidera à optimiser les parcours de plus en plus complexes des patients pour qu'ils soient « vraiment au centre de notre organisation, et pas une simple variable d'ajustement », espère Fabrice Barlesi. Après la maladie, le suivi pourra aussi être adapté. « Gustave Roussy, c'est 300 000 consultations par an. Parmi ces patients, certains viennent pour le suivi post-traitement, avec un risque de rechute faible. A-t-on besoin de les faire venir de manière régulière ? Peut-être que demain nos capacités à stratifier les patients à faible risque permettront un suivi différent, avec une collecte de données



Dans le monde, quatre cancers sur dix pourraient être évités

Vincent Bordenave

Un monde sans cancer est-il envisageable ? Si l'objectif paraît utopique, nombreux sont les scientifiques et les laboratoires à espérer voir un monde sans cancer incurable dans les prochaines décennies. La science, dans ce domaine, est, il est vrai, foisonnante. De nouveaux traitements pourraient bouleverser les prises en charge actuelles. Mais il existe également des marges de progression importantes qui ne misent pas sur de nouvelles molécules ou stratégies immunitaires. Selon une nouvelle étude portant sur 36 types de cancers dans 185 pays, réalisée par l'Agence internationale de recherche sur le cancer (IARC) et l'Organisation mondiale de la santé, près de quatre cancers sur dix dans le monde sont liés à des facteurs de risque identifiés et modifiables (*Nature Medicine*, 3 février 2026). En rapportant ce taux aux quelque 19 millions de nouveaux cas de cancer par an dans le monde, ce sont plus de 7 millions de malades qui pourraient théoriquement être évités par la prévention.

D'un point de vue biologique, le cancer est une maladie qui peut s'assimiler

à une loterie macabre. À chaque instant, nos cellules se divisent, notre ADN se recopie et, de temps en temps, des erreurs se glissent dans cette transcription. La plupart sont sans conséquences, mais certaines peuvent, au fil du temps, participer à la transformation de cellules normales en cellules cancéreuses qui prolifèrent et perturbent le fonctionnement de l'organisme.

« Il s'agit d'un excellent travail. Les auteurs n'ont retenu que des facteurs cancérogènes faisant consensus dans la communauté scientifique, et ces travaux ne devraient pas souffrir de trop de contestation »

Antoine Flahault Professeur de santé publique à l'université Paris Cité

me. Plus nous vieillissons, plus ces altérations s'accumulent et plus le risque augmente. Mais, dans cette loterie, le hasard n'est pas le seul architecte. Nous ne sommes pas tous égaux sur la ligne de départ, certaines personnes, en raison de leur patrimoine génétique

ou de leurs antécédents familiaux, présentent un risque plus élevé de développer un cancer. Plus encore, nos comportements quotidiens et notre environnement viennent, eux aussi, modifier ce tirage et renforcer ou au contraire diminuer la probabilité de voir survenir un mauvais numéro.

« En épidémiologie, la question de la causalité est toujours sujette à débat », explique Antoine Flahault, professeur de santé publique à l'université Paris-Cité (hôpital Bichat et Inserm UMR 1137), qui salue une très belle étude, menée de façon extrêmement rigoureuse par l'équipe de l'IARC. « Ici, il s'agit d'un excellent travail. Les auteurs n'ont retenu que des facteurs cancérogènes faisant consensus dans la communauté scientifique, et ces travaux ne devraient pas souffrir de trop de contestation. »

À l'échelle mondiale, l'impact des cancers varie selon les régions, notamment parce que les populations sont exposées à différents facteurs de risque. Partout, un facteur se distingue : le tabac, qui cause plus de 15 % des cas de cancer dans le monde. En France, si la consommation ne cesse de diminuer, elle reste encore très élevée. « De manière contre-intuitive, les industriels du tabac eux-mêmes peuvent avoir un rôle à

jouer en matière de prévention et ne le font pas en France, souligne Antoine Flahault. On l'a vu dans les pays où ils ont contribué à promouvoir des produits de substitution, comme le tabac à chauffer au Japon ou la cigarette électronique au Royaume-Uni. »

En plus du cancer du poumon, le tabagisme est aussi associé à une vingtaine d'autres cancers, des voies respiratoires, du tube digestif ou encore de l'appareil urinaire. « Chaque jour, un fumeur inhale et absorbe des dizaines de substances chimiques qui, prises isolément et à très faible dose, pourraient sembler anodines, mais qui, en s'accumulant dans l'organisme, deviennent non seulement nocives, mais aussi potentiellement mortelles », rappelle Isabelle Soerjomataram, épidémiologiste et directrice adjointe de l'IARC.

À l'échelle mondiale, le tabagisme est désormais suivi de près par les infections comme risque de survenue de cancers, avec en premier lieu celles liées à *Helicobacter pylori* pour le cancer de l'estomac, notamment en Asie, ou encore au papillomavirus humain (HPV) pour le cancer du col de l'utérus. « Une situation d'autant plus dramatique que nous avons les outils médicaux pour les empêcher, explique Isabelle Soerjomataram. Le papilloma-

virus humain, le HPV, est responsable chaque année de près de 700 000 nouveaux cas de cancer dans le monde. Le vaccin existe, il est disponible et relativement facile d'accès. »

En France, où les cancers évitables représentent 33 % des cas, l'alcool se hisse au deuxième rang, étant responsable d'environ 28 000 nouveaux diagnostics par an, alors qu'il ne représente qu'environ 3,2 % des cancers dans le monde. « Il existe une forme de complaisance en France vis-à-vis de l'alcool, y compris au plus haut niveau de l'État, note Antoine Flahault. Les industriels auraient tout intérêt à développer des vins désalcoolisés de bonne qualité pour accompagner la désaffection de l'alcool chez les jeunes : ce serait gagnant pour la santé publique comme pour la filière viticole. »

La France fait ici exception et, dans la plupart des pays développés, l'obésité arrive devant l'alcool. Et, pour ce point, les projections à moyen terme sont très inquiétantes. « L'obésité est mue par une consommation excessive de nourriture ultratransformée, riche en sucres ajoutés et en graisses, et l'excès de consommation de viande rouge, qui modifie le microbiote intestinal, commente Antoine Flahault. Mais l'obésité en tant que telle, par

génération artificielle

révolutions sont attendues dans les années à venir.

par le patient lui-même, l'utilisation d'objets connectés, d'applications de suivi...»

En recherche aussi, la révolution est en cours. Le Dr Sophie Tartare-Deckert cite ainsi le programme IA AlphaFold, salué par un prix Nobel de chimie en 2024. «C'est un programme qui permet de prédire la structure des protéines, donc de connaître leurs fonctions et de développer des médicaments inhibiteurs ou activateurs. C'est quelque chose qu'on ne pouvait pas envisager sans ce programme.» Coûteux et de longue haleine, les essais cliniques pourront être simplifiés et accélérés, estiment les experts : d'ordinaire, un nouveau traitement est comparé au traitement de référence ; encore faut-il réunir suffisamment de patients aux caractéristiques comparables. L'IA peut générer des «jumeaux numériques» en

tous points semblables aux patients réels, pour constituer des groupes contrôles «synthétiques». De nombreux obstacles demeurent, notamment les risques de biais statistiques, mais l'apport de l'IA à la recherche est déjà une réalité : «Dans le lymphome, illustre Karin Tarte, elle a permis de comparer différents traitements à base de cellules CAR-T (des lymphocytes T modifiés génétiquement). Il était impossible de monter un véritable essai clinique pour comparer les différentes cellules CAR-T existant sur le marché, aucun fabricant ne voulait financer cela. L'IA a permis, avec de véritables patients traités, de constituer des groupes de malades en tous points identiques pour comparer les traitements et de changer la pratique clinique en adaptant mieux les thérapeutiques.»

Pour autant, «il ne faut pas se cacher que d'énormes moyens devront être mis en place. L'IA coûte très cher, est très gourmande en énergie, l'infrastructure informatique des hôpitaux devra être améliorée, il faudra un cadre législatif et éthique pour garantir la sécurité des données de santé...», liste le Dr Tartare-Deckert. Il faudra aussi gagner la confiance des patients : dans le sondage réalisé pour la fondation ARC, 71 % des personnes interrogées pensent que l'IA permettra de mieux soigner et d'améliorer l'accès aux soins, mais 53 % sont inquiètes à l'idée de son déploiement massif... et 41 % pensent qu'elle ne profitera qu'aux plus riches.

Il faudra aussi mener un énorme travail d'harmonisation des données. Aujourd'hui, les sources sont d'échelle et de qualité très variables, du système national des données de santé à celles recueillies par les équipes de recherche, les médecins, générées par des objets connectés... «La plupart (...) ne sont pas utilisées parce qu'elles ne peuvent pas être partagées, 80 % d'entre elles étant déstructurées», écrit l'ARC. Et les obstacles sont parfois inattendus, comme celui esquissé par le Pr Fabrice André, directeur de la recherche à Gustave Roussy : «Cela peut paraître bizarre, mais dans un compte rendu, d'un médecin à l'autre, le même mot ne veut pas toujours dire la même chose...» Difficile de faire de l'IA dans ces conditions ! «Cela nécessitera un énorme travail pour se mettre d'accord sur les termes utilisés, y compris entre différentes spécialités», opine le Pr Karin Tarte. Mais je suis certaine que cela va être optimisé, maintenant que ces questions se posent...» ■

L'ICM (Institut du cancer de Montpellier) a mis en service en décembre 2020 un scanner utilisant l'intelligence artificielle.

IP3 PRESS/MAXPPP

l'accumulation de graisse, entraîne aussi des relargages de substances carcinogènes dans l'organisme.»

Une connaissance fine des causes des différents cancers permet de mettre en place des politiques de prévention efficaces. L'Australie est souvent citée en exemple. Dans ce pays, l'exposition aux UV est un des principaux

«Agir sur le tabac, l'alcool, l'obésité ou la sédentarité a aussi un impact sur les maladies cardiovasculaires, le diabète ou même la démence»

Antoine Flahault

facteurs de risque, ce qui a conduit à des campagnes de prévention très visibles : messages répétés sur le rayonnement solaire, sur l'usage systématique de crème solaire, mais aussi de maillots de bain couvrants et de chapeaux sur les plages. Au-delà de ces exemples concrets, les auteurs plaident pour la constitution de bases de données plus complètes et plus harmonisées. «Nous avons des qualités de données très disparaîtantes entre les continents, admet

Isabelle Soerjomataram. Nous manquons également de données sur de nombreux facteurs environnementaux. Si l'on parvient à mieux collecter ces informations, on pourra affiner nos estimations, mieux hiérarchiser les facteurs de risque et prioriser les investissements en prévention.»

Les cancers sont des maladies lentes, dont les effets ne se voient qu'à long terme. À l'inverse des maladies infectieuses émergentes, ils ne provoquent pas ce sentiment de submersion qui impose une réponse immédiate. Pourtant, des décisions fortes prises aujourd'hui peuvent, à terme, réduire considérablement le fardeau pour la santé publique et pour l'économie. «Agir sur le tabac, l'alcool, l'obésité ou la sédentarité a aussi un impact sur les maladies cardiovasculaires, le diabète ou même la démence», analyse Antoine Flahault. La force de ces travaux est de sortir d'une classification un peu «plate», où tous les cancérogènes semblent sur le même plan, pour montrer clairement que le tabac, l'alcool et certaines infections pèsent d'un poids sans commune mesure avec le reste. Quels que soient les autres facteurs en cause, notamment environnementaux, leur contribution au fardeau du cancer reste, pour l'instant, d'un ordre de grandeur bien différent.» ■

Les tumeurs cérébrales, oubliées par les politiques de santé publique

Tribune collective*

À l'occasion de la Journée mondiale contre le cancer, ce 4 février 2020, nous, associations mobilisées contre les cancers du cerveau, refusons le silence et le fatalisme. Nous dénonçons une injustice sanitaire, entretenue depuis des décennies par l'inaction politique et le sous-investissement privé.

Les chiffres sont implacables.

Les tumeurs cérébrales constituent la première cause de mortalité par cancer chez les enfants et les jeunes adultes. Le glioblastome, cancer cérébral le plus fréquent et le plus agressif chez l'adulte, demeure l'un des cancers au pronostic le plus sombre : survie médiane de douze mois et survie à cinq ans inférieure à 5 %.

Contrairement à la majorité des autres cancers, dont les taux de survie ont progressé de façon spectaculaire, ceux des tumeurs cérébrales stagnent depuis plus de trente ans. Trente années de retard. Trente années de renoncement collectif.

Les cancers du cerveau frappent sans distinction : enfants, adolescents, jeunes adultes, personnes plus âgées. Ils surgissent sans facteur de risque identifié, sans prévention possible, bouleversant brutalement des vies et laissant patients et proches face à une violence extrême.

Et pourtant, malgré cette gravité, les cancers du cerveau figurent parmi les moins financés et étudiés de l'oncologie. Invisibilisés, chroniquement sous-investis, ils restent absents des grandes priorités de santé publique et des stratégies de l'industrie pharmaceutique.

Cette mise à l'écart s'explique en partie par les défis propres à l'organe atteint. Le cerveau – organe vital, complexe, protégé par la barrière hématoencéphalique – rend la recherche plus longue, plus coûteuse, moins immédiatement rentable pour l'industrie pharmaceutique.

Mais cette complexité ne saurait justifier l'inaction. Car le cancer du cerveau

dérange aussi pour une autre raison : il met en lumière ce que notre société peine à affronter. Une maladie encore largement incurable, au pronostic extrêmement sombre, qui détruit progressivement l'identité, prive d'autonomie, et précipite une fin de vie souvent dévastatrice.

En effet, le cancer du cerveau ne se contente pas d'atteindre un organe : il touche au cœur de ce que nous sommes – la mémoire, le langage, la personnalité, l'autonomie. Cette atteinte progressive et globale de la personne alimente le malaise, le silence et trop souvent l'acceptation résignée qui entourent ces maladies.

«Cette situation n'est pas une fatalité. Jamais la recherche n'a disposé d'autant d'outils pour comprendre et combattre les cancers du cerveau»

Les associations mobilisées dans la lutte contre les cancers du cerveau

Aujourd'hui, le constat est sans appel : le cancer du cerveau demeure un angle mort des politiques de santé et des investissements des grands laboratoires, non pas parce qu'il serait hors de portée de la science, mais parce qu'il n'a jamais été traité comme une priorité nationale.

Cette situation n'est pas une fatalité. Jamais la recherche n'a disposé d'autant d'outils pour comprendre et combattre les cancers du cerveau. Les avancées récentes en biologie moléculaire, en génomique, en immunothérapie et en intelligence artificielle ouvrent des perspectives réelles et inédites.

La France dispose d'équipes médicales et scientifiques de premier plan, reconnues internationalement. Ce qui manque aujourd'hui, ce ne sont ni les compétences ni les idées, mais une

décision politique claire et des moyens à la hauteur de l'enjeu.

C'est pourquoi nous interpellons solennellement la ministre de la Santé, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, ainsi que la direction de l'Institut national du cancer : le statu quo n'est plus défendable.

Nous appelons à une mobilisation immédiate et à des décisions concrètes, et demandons aux pouvoirs publics de :

- créer un plan national tumeurs cérébrales d'ici à 2027, pour coordonner la recherche, les essais cliniques et l'accès aux innovations sur l'ensemble du territoire ;

- tripler le budget de l'INCa et allouer une enveloppe de 50 millions d'euros par an dédiée à la recherche fondamentale et clinique sur les cancers du cerveau, afin d'accélérer la compréhension de ces tumeurs, le développement de nouveaux traitements et le renforcement des équipes ;

- faciliter de manière drastique et accélérer l'accès des patients aux essais cliniques, le plus souvent dédiés à d'autres cancers ;

- mettre en œuvre immédiatement le registre national des cancers, piloté par l'Institut national du cancer, en priorisant les cancers de mauvais pronostic, notamment ceux du cerveau et du pancréas.

Le 4 février 2020 doit être un point de bascule. L'inaction n'est plus une neutralité : c'est une responsabilité. Le cancer du cerveau doit sortir du silence et devenir, enfin, une priorité nationale. ■

* Marie-Claude Berthy est présidente de l'Association pour la recherche sur les tumeurs cérébrales (ARTC).

Pauline Crucis-Mouline est ambassadrice pour l'Institut du cerveau.

Dominique Figarella-Branger est présidente d'ARTC Sud.

Christophe Gusman est président de l'association AmourAmourAmour.

Alexandra Joffo-Curiel est ambassadrice pour l'Institut du cerveau.

COMMUNIQUÉ

L'INCUBATEUR BERNARD MAGREZ À L'HONNEUR AU C.E.S DE LAS VEGAS

Devant 3600 candidatures, la start-up Bienesis remporte le prix exceptionnel « Best Of Innovation » au plus grand salon mondial de la tech à Las Vegas.



François LEMAIRE - CEO BIENESIS
Nathan Minguet - Co-fondateur BIENESIS

Cette innovation apporte trois avancées majeures :

- Une protection climatique intégrée, contre le gel, la grêle, la chaleur, les fortes pluies et certaines maladies.
- Une couverture entièrement rétractable, déployée par des bras robotisés, qui se replie dans un module compact et reste discrète dans le vignoble la majeure partie du temps, sans gêner les interventions mécaniques.
- Un pilotage à la demande depuis un smartphone, combinant recommandations issues des capteurs et expertise du viticulteur pour une gestion de la couverture et de l'ombrage de précision.

Une reconnaissance internationale pour BIENESIS et l'incubateur BERNARD MAGREZ, consacrant une avancée majeure qui met l'intelligence humaine et la robotique au service de la protection et de la valorisation des prestigieux vignobles français.

Depuis sept ans déjà, animé par une volonté constante d'« aider l'Autre, aider les autres », Bernard Magrez a lancé une initiative de mécénat entrepreneurial.

Celle-ci a permis d'accompagner plus de 150 projets innovants à travers le monde viti-vinicole.

Rejoignez l'incubateur : bmstartupwin@bernard-magrez.com

Maréchal, Le Pen, Bardella... Les secrets de la grande réconciliation de la famille nationaliste

Paul Laubacher

À l'aube de la présidentielle de 2027, la soirée de lancement du livre de l'ex-enfant chérie du FN n'avait rien d'un événement anodin.

Cling, cling. Les verres de champagne s'entrechoquent élégamment. Le bar n'est pas grand - une simple grande table avec une simple grande nappe - mais il y a de quoi satisfaire tous les invités. Il y en a pour tous les goûts, aussi. Y compris les adeptes du «dry january». Un grand récipient propose ainsi un jus «détox», à côté d'autres breuvages non alcoolisés, et des bulles les plus incontournables qui soient : l'eau pétillante. Standing oblige, des petits fours se balancent quand même sur des plateaux argentés, portés prestement par des hommes et femmes d'expérience. Ici, ce n'est pas une surprise, tout le monde est bien habillé. Les grandes lumières réfléchissent les boucles d'oreilles des unes et éclairent les chevelures des autres. Dans cette petite salle de l'immense palace parisien Plaza Athénée, situé dans la très chic avenue Montaigne, on est poli et pimpant, ce mardi soir. Les conversations, elles, sont politiques.

L'événement s'y prête. La maison d'édition Fayard a privatisé l'endroit pour un lancement particulier : celui du nouveau livre de Marion Maréchal, Si tu te sens *Le Pen*, qui vient de paraître. Aujourd'hui eurodéputée Identité-Libertés, du nom du mouvement qu'elle a lancé après avoir navigué en eaux zemmouristes, l'ancienne députée FN de Vaucluse et ex-enfant chérie du camp national publie un pavé de quelque 300 pages dans lequel elle raconte sa vie, trace sa future route et fait de nouvelles promesses. La plus importante se résume assez simplement : la petite-fille de Jean-Marie Le Pen veut devenir la gardienne de l'héritage lepéniste et «veiller» à ce qu'aucun «reniement» ne

vienne entacher la conquête du pouvoir du camp nationaliste.

Quelques jours avant l'événement, Marion Maréchal et ses proches laissaient entendre que la soirée serait presque plus importante que le livre. «Il va se passer quelque chose», chuchotaient-ils. «Vous allez pouvoir faire deux articles : un sur le livre, un autre sur la soirée!», s'amusait carrément Philippe Vardon, imposant gaillard à la pensée politique structurée et au passé identitaire, qui compte aujourd'hui parmi les plus proches amis de Marion Maréchal.

«On fait comme si on ne s'inquiétait pas, comme si tout allait bien. On écrase tout dans les sondages, certes, mais on n'avance pas beaucoup»

Un stratège

Élu municipal et régional, le Niçois travaille de longue date au service de sa championne, pour tenter d'élargir les murs de l'espace politique qu'elle occupe et de stabiliser sa destinée. Ce premier livre, pensé à l'origine comme un exercice pour exorciser le chaos politique et personnel, se veut un moment fondateur. Pour Marion Maréchal, d'abord. Pour les autres, aussi. Car la surprise vient surtout de ce que l'ouvrage provoque.

Clic, clac. La photo est vite prise. Un grand brun avec un col roulé, style décontracté. À ses côtés, une blonde en chemisier blanc, blaser noir, toute aussi souriante. «Merci à Jordan Bardella d'être venu à la soirée de lancement de mon livre», s'enthousiasme Marion

Maréchal sur les réseaux sociaux, où le cliché ne tarde pas à être diffusé. Voilà donc l'héritier et la nièce de Marine Le Pen réunis. Lui, le président d'un mastodonte devenu premier parti de France ; elle, patronne de sa petite boutique plus confidentielle. Ensemble, ils savourent la réussite de la grande opération réconciliation. «Le vrai rassemblement national», diront certains, quand d'autres y verront «l'union des droites». Mais quel que soit le slogan choisi ou la métaphore retenue, tous partagent, le temps d'une soirée, la même pièce. Chose rare, voire inédite, ces dernières années.

Pour les vétérans de la cause, qui ont commencé leur carrière au sein du Front national, cela a de quoi surprendre. Jamais ils n'auraient imaginé être rejoints par le patron de la droite traditionnelle, en l'occurrence Éric Ciotti, qui a quitté Les Républicains depuis. Idem pour Nicolas Dupont-Aignan, en rupture depuis l'alliance ratée de 2017, mais qui a lui aussi fait le déplacement, ratant de peu un de ses anciens lieutenants, Alexandre Loubet, aujourd'hui député RN et conseiller spécial du président du parti. Sont également présents Hervé de Lépinay, député dans l'ancienne circonscription de Marion Maréchal ; et Sébastien Chenu, vice-président RN de l'Assemblée nationale, qui se balade en serrant toutes les mains qui se tendent à lui. Ce transfuge de l'UMP a beau n'avoir jamais été «marioniste», il est «notre pièce maîtresse, l'homme qui sait parler à tout le monde», dit un cadre mariniste, admiratif.

Parmi les personnalités non-élues, se trouve notamment Alice Cordier, activiste féministe et fondatrice du Collectif Némésis, qui tient fermement



De gauche à droite : Marion Maréchal, députée européenne ; Marine Le Pen, présidente

son exemplaire du livre de Marion Maréchal, en attendant sa dédicace. Son petit mot personnalisé sera filmé par deux smartphones pour son compte Instagram : «Tu rencontres Marion Maréchal et ça matche», écrira-t-elle pour accompagner le «post».

Puisque l'heure est aux retrouvailles atypiques, Philippe Vardon échange avec Jordan Bardella. Ce n'est pas rien : il avait été un de ses conseillers en 2019, quand le jeune loup nationaliste était encore une page blanche, propulsé par Marine Le Pen sous les projecteurs des élections européennes. Trois ans plus

tard, en 2022, il sera exclu du parti nationaliste par Jordan Bardella. De là à imaginer que tout est pardonné ? En politique, rien n'est jamais définitif, mais rien ne s'oublie jamais totalement non plus. Les autres proches de Marion Maréchal en savent quelque chose. À commencer par la bande des Lyonnais, composée d'Agnès Marion, de Thibaut Monnier (député affilié au RN) et d'Antoine Mellies, qui ont tous été d'anciens cadres et élus du RN avant d'être poussés vers la sortie, recueillis par Éric Zemmour. Ce soir-là, ils trinquent sans arrière-pensée, à l'instar de

Municipales : comment Sarah Knafo veut s'imposer à la droite parisienne

Voilà un petit séisme qui vient secouer les élections municipales à Paris. Selon un sondage de l'institut Cluster17, publié lundi soir dans *Politico*, Sarah Knafo, députée européenne de Reconquête, tête de liste du parti d'Éric Zemmour pour ce scrutin local dans la capitale, est en capacité de se hisser au second, avec 10 % des intentions de vote. La candidate nationaliste passe la barre fatidique pour rejoindre un second tour des municipales parisienne déjà bien encombré.

Ils pourraient être cinq têtes de liste en capacité de se maintenir et former ainsi une «quinquangulaire» inédite : Emmanuel Grégoire (PS), Rachida Dati (LR), Pierre-Yves Bournazel (Horizons et Renaissance) et Sophia Chikirou (La France insoumise).

«Excellent nouvelle les amis !», clame Sarah Knafo dans une courte vidéo publiée sur le réseau social X, avant d'enchaîner : «Je suis qualifiée pour le second tour. Je viens de prendre quatre points dans les sondages. Je suis la seule candidate de droite en dynamique. Si ça continue comme ça, les 15 et 22 mars, on

gagne la mairie de Paris ! Je compte sur vous.» L'énarque de 32 ans a le sourire aux lèvres quand elle observe les scores de ses rivaux à droite : Thierry Mariani, le candidat du RN, plonge à 4 %, Pierre-Yves Bournazel stagne à 14 % et Rachida Dati semble scotchée à 26 %.

«Elle a un électoral assez homogène. Elle prend surtout dans les classes populaires, qui votaient RN. Elle n'a pas de survote bourgeois dans le 16^e arrondissement, ou le 17^e»

Un des proches de Sarah Knafo

De là à prendre la grosse tête ? C'est l'avertissement d'un des proches de Sarah Knafo. «Il faut que l'on soit prudent et plus mature que lors des précédentes campagnes», dit-il. Et de compléter : «Cela reste un seul sondage mais c'est très encourageant. La campagne est encore longue.» Voilà que le

premier objectif de la candidate de Reconquête semble acquis à un mois et demi du premier tour. Une présence au second tour ? C'est un nouveau monde qui s'ouvre à la députée européenne nationaliste.

Dans l'entourage de Sarah Knafo, on estime avant tout que la stratégie de campagne est validée. «Elle est insaisissable. La gauche crie au loup, mais le loup n'est jamais là. Et elle laisse peu de prise à Rachida Dati, qui tape plus fort sur Bournazel que nous», croit-on observer en interne. «Une de ses conditions avant d'être candidate, c'était d'avoir un programme. Elle arrive à dérouler ses propositions sans être réellement prise en défaut pas les autres», juge-t-on.

En interne, la petite équipe nationaliste est surtout heureuse d'avoir réussi à apprendre de ses échecs. «En 2022, avec Éric Zemmour, nous étions partis sans programme et seulement en parlant d'immigration et de sécurité. On avait voulu naviguer entre LR et le RN, pour finalement se perdre dans la primaire sauvage avec Marine Le Pen», rappelle un cadre Reconquête. «En réalité, on ne le dit pas trop, mais on fait du «Marine Le Pen 2022». On ne parle pas d'immigration, ou si peu, parce que ce n'est pas de la compétence du maire, mais cela nous permet aussi de parler d'autre chose», remarque un stratège, dans une sorte d'ironie de l'histoire. Lors de la présidentielle de 2022, Marine Le Pen avait asséché Éric Zemmour par sa campagne sur le pouvoir d'achat.

Presque quatre ans plus tard, Sarah Knafo déploie ses propositions éco-



nomiques, budgétaires, sociales tout en sachant qu'elle est la compagne et la conseillère d'Éric Zemmour, personne ne viendra la prendre en défaut sur les sujets régaliens. «Qui peut vraiment croire que Sarah Knafo peut être laxiste ?», se marre un de ses amis. La tête de liste nationaliste se permet même de dire qu'elle est candidate «sans étiquette». «C'est quand même normal pour un scrutin municipal», défend un de ses soutiens, qui enchaîne : «C'est comme Jean-Michel Aulas à Lyon, Laure Lavalette à Toulon, Louis Aliot à Perpignan. Les étiquettes partisanes s'effacent».

Tout cela n'a pas échappé aux adversaires de Sarah Knafo, et en



7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Retrouvez l'Edito politique à 7h53 avec Alexis Brézet et Vincent Trémollet de Villers du Figaro



du groupe RN à l'Assemblée nationale ; et Jordan Bardella, président du Rassemblement national.

Nicolas Bay, ancien vice-président du RN, ou Guillaume Peltier, ancien vice-président de LR.

Et puis il y a aussi les absents. Jean-Philippe Tanguy, député RN de la Somme, président délégué du groupe parlementaire, devait venir, mais l'Assemblée nationale l'a retenu. Rétenu aussi, la deuxième personne la plus importante de cette soirée, après Marion Maréchal. Jusqu'au dernier moment, pourtant, tout le monde pensait la voir franchir la porte. Attendue, Marine Le Pen s'est finalement excusée dans un tweet pudique où chaque mot compte.

« Privée de soirée de lancement en raison d'un imprévu, je souhaite beaucoup de succès à Marion Maréchal pour la naissance de cet ouvrage sincère et sensible », écrit la double finaliste de la présidentielle. Et pour cause, la triple candidate à l'Élysée était ce jour-là à la cour d'appel de Paris, où se joue son avenir dans le procès dit « des assistants parlementaires du FN ». Un rendez-vous avec son destin qui occupe tout son esprit, toute son énergie et tout son temps. En première instance, elle avait été condamnée à 5 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire, l'empêchant d'être, pour l'instant, can-

didate à l'élection présidentielle de 2027.

Malgré cette absence que tous ont remarquée et regrettée, la réussite de la soirée a été unanimement saluée par les présents. Au point qu'une fois la poussière et les paillettes retombées, nombreux admettaient qu'ils n'auraient pas pu prédire un tel rendez-vous. Il y a quatre ans, lors de la dernière présidentielle, la famille nationaliste était frappée par le missile Éric Zemmour, lancé à toute allure pour faire tomber « la dynastie Le Pen ». Marion Maréchal avait même « trahi » la cause du RN en s'alliant avec l'essayiste. Marine Le Pen

à l'aube de la présidentielle de 2027, cette soirée n'avait rien d'anodin. « Cela faisait un peu soirée de l'ancien monde, avec toujours les mêmes gens », souffle toutefois un élu RN. « Est-ce le premier acte de la présidentielle ? Une famille politique unie ? », se demande un autre. « On fait comme si on ne s'inquiétait pas, comme si tout allait bien. On écrase tout dans les sondages, certes, mais on n'avance pas beaucoup », s'inquiète un stratège. Car tant que Marine Le Pen ne sait pas si elle sera candidate à la présidentielle, le temps - notamment programmatique - est comme suspendu, au RN et au-delà. À sa manière, Marion Maréchal résume cela ainsi : « Nous sommes à la croisée des chemins. » ■



NICOLAS ROSES/ABACA / PAUL DELORT ET FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO

en avait pleuré dans une loge de CNews. Jusqu'à ce que la dissolution de juin 2024 ne vienne chambouler tout ce petit monde et ne pousse Marion Maréchal à délaisser Éric Zemmour pour retrouver sa tante, sous le regard dubitatif de Jordan Bardella.

Il y a encore quelques mois, les relations entre les deux jeunes trentenaires, qui se sont affrontés aux européennes, étaient glaciales. Et la liste des récriminations longue comme le bras : l'accord de 60 circonscriptions des législatives de 2024 que Jordan Bardella ne voulait pas, un voyage commun en Israël sans chaleur, un refus de la candidature de Marion Maréchal à Paris, l'effacement du logo de son microparti aux municipales, etc. « Je n'ai pas confiance », lâchera même le président du RN. Alors, un jour, dans les couloirs du Parlement européen, la petite-fille de Jean-Marie lance à celui qui rechigne à être son allié : « Si j'en crois la génétique, je suis partie pour vivre 100 ans et je ne suis pas près d'arrêter la politique. »

Qu'a-t-il donc bien pu se passer ? Certains voient dans ce rapprochement l'influence indirecte de Sarah Knafo, conseillère et compagne d'Éric Zemmour, eurodéputée Reconquête et candidate à la mairie de Paris. « Jordan Bardella a bien vu qu'elle pouvait devenir une menace. Il sait que Marion Maréchal peut être une alliée et une arme contre elle », croit savoir un stratège de la droite nationale. C'est oublier l'influence de Marine Le Pen, qui cherche à concilier ses deux héritiers. C'est oublier aussi le réalisme de Jordan Bardella qui, s'il est candidat à la présidentielle à la place de Marine Le Pen, ne peut ou ne veut pas être vu comme celui qui aura écarté la petite-fille de Jean-Marie Le Pen, dernière représentante du clan le plus connu de la politique tricolore. « Il ne peut pas oublier que dans les électeurs RN, il y a encore des électeurs FN », observe un cadre.

À l'aube de la présidentielle de 2027, cette soirée n'avait rien d'anodin. « Cela faisait un peu soirée de l'ancien monde, avec toujours les mêmes gens », souffle toutefois un élu RN. « Est-ce le premier acte de la présidentielle ? Une famille politique unie ? », se demande un autre. « On fait comme si on ne s'inquiétait pas, comme si tout allait bien. On écrase tout dans les sondages, certes, mais on n'avance pas beaucoup », s'inquiète un stratège. Car tant que Marine Le Pen ne sait pas si elle sera candidate à la présidentielle, le temps - notamment programmatique - est comme suspendu, au RN et au-delà. À sa manière, Marion Maréchal résume cela ainsi : « Nous sommes à la croisée des chemins. » ■

CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME TABARD

Un retour gagnant pour le RN

Il était entré en politique en se faisant un prénom. Elle revient dans le jeu en retrouvant un nom, Le Pen. Encore trentenaire, Marion Maréchal commence sa troisième vie.

Benjamine de l'Assemblée en 2012, elle avait acquis une notoriété nationale plus rapidement qu'aucun de ses ainés. Se faisant remarquer par un talent politique et médiatique rare, à un moment où le Front national ne comptait que deux députés. La « petite fille de » et la « nièce de » était devenue Marion. Sa deuxième vie fut moins flamboyante. Sa mise en retrait de la vie politique, en 2017, fut une vraie-fausse sortie et son ralliement à Éric Zemmour en 2022, suivie deux ans plus tard de sa rupture avec lui, avait laissé une impression de fébrilité ou d'indécision. La voilà qui revient aujourd'hui pleinement dans le giron et de la famille Le Pen et du Rassemblement national. À un moment où l'heure de vérité approche pour la candidature RN à la prochaine présidentielle et où le paysage n'a jamais été aussi incertain à droite.

La venue de Jordan Bardella au cocktail de lancement de son livre, « Si tu te sens Le Pen » (Fayard) et le tweet chaleureux posté à cette occasion par Marine Le Pen ont été remarqués, tout comme la présence de plusieurs figures du parti qui ne la portaient pas jusqu'alors dans leur cœur. Autant de preuves d'une pleine réintégration dans la « famille » RN. Cette réconciliation n'a pas d'intérêt uniquement parce qu'elle clôt plusieurs années de tensions, mais aussi par ce qu'elle ouvre comme perspectives pour le « bloc national ».

Marion Maréchal, combien de divisions ? A priori, le socle électoral du RN est suffisamment élevé et solide pour ne pas dépendre de ralliements ou de retours au berçail. Mais rien de plus fragile que le statut de favori. Maintenant que les réquisitions sont connues, il faut attendre le jugement du procès en appel de Marine Le Pen. Mais si Jordan Bardella devait officiellement être investi candidat, il deviendrait, plus encore que maintenant, la cible des attaques, et aurait besoin de relais puissants dans l'opinion. Or Marion Maréchal a gardé un capital de sympathie élevé. Dans les baromètres de popularité, elle est au niveau d'Édouard Philippe, Gabriel Attal, Bruno Retailleau et Gérald Darmanin. C'est précieux, dans une campagne. Elle incarne aussi une sensibilité libérale et conservatrice parfois dénigrée au RN mais indispensable pour attirer un électeur de droite déboussolé par le flou des Républicains.

Et si le RN ne croit pas officiellement en l'« union des droites », la question est clairement posée par les électeurs. Et le camp lépéniste doit compter avec la percée de Sarah Knafo, plus fulgurante encore que ne le fut celle de Marion Maréchal. Bardella devra aussi se garder de la concurrence de la candidate de Reconquête à la mairie de Paris, comme Marine Le Pen avait dû résister en 2022 à l'irruption d'Éric Zemmour. Ce rôle pourra revenir à Marion Maréchal, laquelle, proche de Giorgia Meloni, est par ailleurs témoin au Parlement européen de convergences entre les droites européennes. Une autre carte précieuse dans la perspective d'une recomposition politique après 2027. Marion Maréchal retrouve ainsi un cadre pour ses ambitions ; le RN regagne une attante précieuse. ■

Poussée de tensions entre les camps de Pierre-Yves Bournazel et de Rachida Dati

Claire Conruyt et Loris Boichot

La campagne connaît de nouvelles crispations à Paris, alors que de récents sondages montrent que l'élection municipale s'annonce très incertaine, et l'alternance peu probable sans accords à droite au second tour. Mardi, le président du groupe pro-Bournazel, Pour Paris (rassemblant des élus d'Horizons et de Renaissance), au Conseil de la ville a annoncé sa démission au Figaro. L'épisode a ravivé les tensions entre les soutiens de Rachida Dati et de Pierre-Yves Bournazel, tous deux touchés par des défections.

« Je dénonce la gauchisation de la campagne de Pierre-Yves Bournazel », a lancé Paul Hatte, jusqu'alors l'un de ses alliés. L'élu décrit un « programme bancal » avec, « comme boussole, l'héritage de Bertrand Delanoë », l'ex-maire socialiste de Paris. « Il n'y a pas de volonté d'alternance. Tout a été fait non seulement pour épargner Emmanuel Grégoire mais aussi pour faire perdre Rachida Dati et la droite », juge-t-il. Même s'il n'affirme pas pour autant rallier Rachida Dati.

Ce proche du maire (LR) du 17^e arrondissement, Geoffroy Boulard, va plus loin : il pointe l'« objectif affiché en interne » par Pierre-Yves Bournazel, selon lui, de « faire élire un maire de gauche au « troisième tour » du Conseil de Paris », lorsque les élus désignent le premier magistrat de la capitale. Un nom revient dans la bouche de plusieurs élus : celui d'Ariel Weil, maire socialiste sortant de Paris Centre. « Électeurs de droite et du centre, la seule chance d'alternance à Paris, c'est avec Rachida Dati », s'est

empressée d'indiquer la fédération LR. Mais Pierre-Yves Bournazel réfute ces suspicions d'accords cachés. Le candidat d'Horizons, soutenu par Renaissance, fustige auprès du Figaro une « campagne de désinformation » et son « instrumentalisation par le camp Dati ». « Le camp Dati diffuse les rumeurs d'une alliance avec la majorité sortante. Non, je ne ferai pas alliance avec la majorité sortante, parce qu'elle a échoué, insiste ce proche d'Édouard Philippe. Paris mérite le changement. »

Son équipe dépeint le coup d'éclat de Paul Hatte comme une vengeance, motivée par un désaccord autour de sa place sur la liste. « Je confirme que j'ai refusé une place éligible. Je préfère perdre ma place que mon honneur », répond l'élu, qui visait aussi la tête de liste dans le 8^e arrondissement, en vain.

Des ralliements récents

Pierre-Yves Bournazel, gêné par ce départ, après qu'il a dû aussi remplacer son directeur de campagne par un profil plus politique, préfère mettre en avant ses récents ralliements. À commencer par celui du petit parti Le Nouveau Centre-Les Centristes d'Hervé Morin, qui lui a apporté son appui lundi. L'ex-ministre a critiqué dans Paris Match la « campagne à la Trump » de Rachida Dati. L'un de ses fidèles, l'entrepreneur Grégory Lentz, affrontera la ministre de la Culture dans le 7^e arrondissement, dont elle est maire.

Ces coups portés entre Rachida Dati et Pierre-Yves Bournazel, tous deux issus de LR, rendent de plus en plus improbable un accord de second tour. Déjà attaquée sur sa droite par l'irruption de la représentante de Reconquête, Sarah Knafo, Rachida Dati a dit de son adversaire qu'« il incarne physiquement la droite la plus bête du monde », sur RMC. L'élu du 18^e arrondissement, lui, la désigne comme sa « meilleure ennemie » dans son dernier livre, La Bataille pour Paris (Éditions Plon). Un éventuel rapprochement est « difficile sur la forme et peu crédible sur le fond », résume un macroniste, membre du gouvernement. Malheureusement, cela va profiter à la gauche. » Cela n'enterre pas toute possibilité d'alliance, juge à l'inverse un maire d'arrondissement LR. Pierre-Yves Bournazel a un sujet interne, entre ceux qui veulent s'allier avec Dati et ceux qui ne le veulent pas. Mais il doit se ressasser l'« anti-datisme » à ses limites. ■



Pierre-Yves Bournazel, candidat à la mairie de Paris. AFP / THOMAS SAMSON

Écoutez
Guillaume Tabard
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO



Procès en appel des assistants FN : cinq ans d'inéligibilité requis contre Marine Le Pen

Stéphane Durand-Souffland

Au cours des trois semaines d'audience, les prévenus ont fait de leur mieux pour convaincre la cour. Mais mardi soir, le parquet général a réclamé 4 ans d'emprisonnement, dont 3 avec sursis, et 5 ans d'inéligibilité contre la chef de file du RN.

Chaque procès a son lexique, celui des assistants parlementaires du FN (1) comme les autres. Depuis le 13 janvier, les prévenus parlent avec insistance de «zone grise», de «complexité» (des règlements du Parlement européen), d'«activité résiduelle» des assistants au bénéfice du parti, de «bonne foi»; ils évitent soigneusement le mot «système», réservé à l'accusation dont le réquisitoire est attendu mardi après-midi car synonyme de fraude organisée. À ces éléments de langage, Michèle Agi, la présidente de la chambre des appels correctionnels, qui examine le dossier pour la seconde fois, oppose souvent des «ah bon?», «bien...» (avec beaucoup de points de suspension) ou «c'est tout de même étrange», qui tiennent davantage du regard dubitatif que de l'adhésion aveugle.

Les termes choisis par les personnalités poursuivies étaient plus vindicatifs en première instance. On contestait à la fois le bien-fondé des poursuites, affirmant que rien d'ilégal n'avait été commis de 2004 à 2016, et la compétence du tribunal pour juger des élus du peuple. La presse était simultanément utilisée par Marine Le Pen pour chauffer l'opinion publique et dénoncer à la fois une juridiction partiale et la nature politique du procès. La stratégie n'a pas porté ses fruits : les peines sont tombées le 31 mars 2025, sévères, notamment pour la figure de proue du RN : 4 ans de prison dont 2 ferme (aménagés sous forme de surveillance électronique), 100 000 euros d'amende, 5 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire.

Il convenait donc de changer de mots et de comportement. C'est fait. Mais le dossier, lui, est intangible et il continue à poser à la défense des problèmes épineux. L'existence ou non d'un système organisé, mis au point par Jean-Marie Le Pen et perpétré par sa fille, constitue le noeud du problème : le FN a-t-il partiellement vécu sur le dos du Parlement européen en faisant rémunérer par Bruxelles plusieurs de ses rouages essentiels, inscrits comme assistants parlementaires alors que les organigrammes successifs du parti leur attribuent des postes de responsabilité? Le parquet général le pense, qui a requis mardi à l'encontre de Marine Le Pen 4 ans de prison dont 3 avec sursis sous forme de surveillance électronique, 100 000 euros d'amende et 5 ans d'inéligibilité - sans exécution provisoire.

Pas du tout, rétorque l'ancien trésorier, Wallerand de Saint-Just, confronté aux tableaux troublants retrouvés dans ses archives : le parti était au bord de la faillite et, pour alléger ses charges, il était judiciaire d'exporter quelques-uns de ses talents comme assistants des eurodéputés afin que le Parlement européen les rémunère - ce qui impliquait qu'ils travaillent à son bénéfice exclusif. Réplique de Mme Agi : quel est l'intérêt pour un parti en plein essor politique, ce que vient de souligner le prévenu lui-même, sinon financer, de se priver ainsi de ces forces vives?

Ils étaient 25 en première instance, ils sont 12 en appel (FN compris, en tant que personne morale). Tous les prévenus sauf un - expert-comptable - ont été condamnés en 2025, la moitié n'a pas fait appel. Bruno Gollnisch, qui fut l'un des hiérarques de la formation nationaliste, a réfuté le 26 octobre l'existence d'un «système» mais admis celle d'une «organisation pour utiliser la dotation qui nous était due». Afin de justifier ce que l'accu-



Marine Le Pen se présente, mardi, devant la chambre des appels correctionnels du tribunal de Paris. BENOIT TESSIER / REUTERS

sation qualifie de détournement de fonds publics - la mise à disposition du FN d'assistants rémunérés par le Parlement européen -, l'universitaire titulaire entre autres d'un DEA en droit public parle d'«une espèce de détachement». Mme Le Pen et lui-même théorisent l'«activité résiduelle» des assistants pour le compte du FN sur leur temps libre. Les règles fixées par le Parlement sont complexes, développent la triple candidate à la présidentielle; Charles Van Houtte*, l'assistant basé à Bruxelles, en lien permanent avec l'administration de l'institution et qui devait veiller à leur stricte application, ne les a, hélas, pas comprises. Naguère inflexible devant le tribunal, Marine Le Pen concède devant la cour que «des délits ont pu être commis» mais involontairement - donc non pénalement répréhensibles en l'absence d'élément intentionnel. Soit.

Mais de cette réinterprétation de l'ordonnance de renvoi jaillit une énigme que les avocats devront élucider au moment de leurs plaidoiries qui débuteront mercredi. Plaçons-nous une seconde du point de vue du ministère public : s'il n'y avait pas de «système», comment l'ensemble des prévenus, à commencer par les condamnés définitifs, ont-ils pu procéder de manière identique en faisant

s'en faut, le prévenu le plus en vue du dossier. Mais son interrogatoire du 28 janvier a marqué les débats. Il apparaît en effet que celui qui entre en scène en 2012 exerce alors la fonction d'expert-comptable et de commissaire aux comptes au sein du cabinet Amboise, qu'il dirige. Mais il est également - surtout? - un copain de jeunesse de Marine Le Pen («mon frère ainé Sébastien était devenu un ami de Yann Le Pen»), militant du FN «de 1987 à 1990» et sans nul doute toujours sympathisant puisqu'il se rend au congrès du parti dont, dit-il, il n'est plus membre.

Première singularité : M. Crochet devient le tiers payant attitré de la quasi-totalité des 23 eurodéputés FN élus lors de la vague de 2014, qui ne constituent pas un groupe au sens strict du terme. Il facture fort modestement ses prestations à hauteur d'environ 220 euros par contrat alors qu'il aurait pu réclamer plus de 900 euros.

Le prévenu, interrogé sur son omniprésence : «Je suis recommandé par la chef du groupe, Marine Le Pen.»

La présidente Agi : «Il n'y a pas de groupe.

- La chef de file.

- Pourquoi ne dites-vous pas «la présidente du parti»?

- (Sur ses gardes) Elle n'intervient pas comme telle. Charles Van Houtte centralisait les demandes des députés. Beaucoup étaient débutants, on ne voulait pas qu'ils volent de leurs propres ailes, que ça parte dans tous les sens. J'ai été associé à cette décision organisationnelle qui paraissait logique.

- Étiez-vous au courant de la réunion du 4 juin 2014 (au cours de laquelle Mme Le Pen aurait imposé aux élus la combinaison présumée, un assistant par tête, le reste de l'enveloppe de 21 000 euros environ à disposition du parti par l'entremise de Charles Van Houtte, NDLR)?

- À l'époque, pas du tout. Je ne me suis jamais occupé des problèmes de cuisine du FN.

Un seul tiers payant, donc, mais aussi un contrat type unique pour chaque assistant parlementaire, document qui ne définit pas précisément ses attributions. Lorsque le Parlement européen commence à tiquer, en mars 2015, les contrats se voient soudain individualisés - «c'est tout de même étrange». À noter que les assistants étaient censés exercer leurs diligences depuis le siège du parti, à Nanterre.

Nicolas Crochet : «Ce qu'on a fait est imparfait, mais on l'a fait de bonne foi.»

La présidente : «Ces contrats n'étaient pas conformes à la réalité. Que pouvez-vous nous dire sur le lieu d'exercice?

- On avait mis "Nanterre" car on nous avait dit...

- (Tranche) C'est qui, "on"?

- (Concentré pour ne pas impliquer le FN) Charles Van Houtte qui avait sans doute parlé avec ceux des députés qui avaient un peu de bouteille...».

Mme Agi prolonge le supplice. Elle cite un courriel de Charles Van Houtte à G., l'ex-collaboratrice de M. Crochet au cabinet Amboise. L'assistant bruxellois demande au tiers payant de déplacer un assistant du compte asséché d'un eurodéputé sur celui d'un autre encore garni. Il suggère plusieurs noms d'élus et indique : «Tu peux choisir.»

M. Crochet assure qu'il n'a pas eu connaissance de ce message avant l'enquête : «C'est terrifiant! Elle aurait dû refuser.»

La présidente (très sèche) : «Une fois qu'il n'y a plus de budget, votre mission avec le député s'arrête.»

Elle enchaîne. La dévouée G. écrit à présent à Yann Le Pen pour l'informer que son assistante Micheline Bruna** - également secrétaire particulière de Jean-Marie Le Pen -, va être rattachée à un autre élu pour raisons financières. La fille du fondateur du FN répond en demandant à G. de «tout envoyer à Micheline pour qu'elle soit au courant des triangulations de son contrat».

Comme si la valse effrénée des assistants, ballottés d'eurodéputé en eurodéputé pour «apurer les enveloppes», selon l'expression de Mme Agi, était orchestrée par des personnes de confiance aux ordres du FN : Charles Van Houtte et Nicolas Crochet. Le «tu peux choisir» sonne comme le signe d'une manœuvre de routine qui ne nécessite pas d'explications entre l'élu, son assistant de façade préposé au siphonnage de la manne européenne, et le tiers payant. Pour l'accusation, les chefs du FN, Marine Le Pen en tête, étaient les décideurs et MM. Van Houtte et Crochet, des exécutants zélés.

Difficile d'ailleurs de ne pas faire le rapprochement avec un autre courriel, daté du 22 juin 2014. L'auteur : Jean-Luc Schaffhauser, fraîchement élu au Parlement européen et aujourd'hui honni par le RN. Le destinataire : Wallerand de Saint-Just, cacique du parti, de l'ordinateur duquel nombre de tableaux et mémoires embêtants ont été exhumés. Le sujet : la réunion du 4 juin précédent entre Marine Le Pen et le nouveau contingent FN.

M. Schaffhauser : «Ce que Marine nous demande équivaut qu'on signe pour des emplois fictifs (sic) et c'est le député qui est responsable pénallement sur ses deniers, même si le parti en est le bénéficiaire... Je comprends les raisons de Marine mais on va se faire allumer car on regardera, c'est sûr, nos utilisations à la loupe avec un groupe si important (il n'y avait auparavant que 3 députés FN, NDLR). Je n'ai pas prévenu les autres du cadre légal car je créerais encore plus de bordel.»

M. de Saint-Just : «Je crois bien que Marine sait tout cela...»

L'ancien trésorier du FN, 75 ans (3 ans de prison dont un ferme sous forme de surveillance électronique, 50 000 euros d'amende et 3 ans d'inéligibilité avec exécution provisoire en première instance), interrogé dans la foulée du naufrage du tiers payant Crochet, fournit sa lecture de l'échange avec M. Schaffhauser : «Cela me paraît tellement en dehors de la réalité que je me borne à l'enoyer sur les roses. J'ai été trop désinvolte, j'aurais dû être plus net. Je ne peux pas imaginer un instant que Marine Le Pen puisse commettre une infraction.»

«Ce que Marine nous demande équivaut qu'on signe pour des emplois fictifs (sic) et c'est le député qui est responsable pénallement sur ses deniers, même si le parti en est le bénéficiaire»

Extrait d'un courriel du 22 juin 2014 de Jean-Luc Schaffhauser à Wallerand de Saint-Just

Marine Le Pen avait auparavant fourni à la cour, le 20 janvier, sa propre exégèse de l'épisode pour étouffer l'idée qui pourrait en surgir que le caractère illicite de la gestion des assistants était connu, assumé, voulu. Selon elle, sa consigne du 4 juin ne visait qu'à inciter les eurodéputés novices à recruter leurs assistants de préférence parmi les militants FN, comme si leur manque d'expérience pouvait les pousser à embaucher par exemple, dans un moment d'égarement politique, des sympathisants communistes. «Jean-Luc Schaffhauser m'a seulement dit : "Attention, le Parlement européen va nous chercher des poux dans la tête si les assistants sont au FN"», déclare Marine Le Pen.

Quant au message alarmiste de M. Schaffhauser à M. de Saint-Just, proche parmi les proches des Le Pen au sein du parti, elle n'en avait pas été informée à l'époque, soutient-elle. «Si j'avais reçu un tel mail, ajoute-t-elle, je n'aurais pas répondu avec la désinvolture de Wallerand de Saint-Just qui cherche manifestement à se débarrasser de Jean-Luc Schaffhauser.» «Désinvolture» : le mot aurait toute sa place dans le lexique de ce procès. ■

(1) Front national, devenu Rassemblement national (RN) en 2018.

* Condamné(e) en première instance, n'a pas fait appel.

Louis Hausalter

Le chef de l'État, qui s'est rendu mardi dans une exploitation de Haute-Saône, cherche à rassurer le monde paysan.

Les mauvais souvenirs de l'édition 2024 du Salon de l'agriculture hantent encore l'Élysée. Il y a deux ans, sur fond de colère du monde paysan, des agitateurs avaient semé la pagaille dans les allées de la Porte de Versailles, perturbant la visite d'Emmanuel Macron et retardant considérablement l'ouverture au public. Le chef de l'État s'en était tiré en improvisant un long échange, devant micros et caméras, avec des représentants des syndicats agricoles.

Alors que les tracteurs sont de nouveau sortis des fermes cet hiver, et que certains ont réussi à entrer dans Paris, en janvier, pour protester devant les lieux de pouvoir, la grogne paysanne peut-elle de nouveau perturber le salon ? En tout cas, Emmanuel Macron s'emploie à déminer sa traditionnelle visite d'inauguration, le 21 février. Mardi, le président de la République s'est rendu en Haute-Saône, où il a visité une exploitation tenue par des éleveurs. Il a échangé dans la foulée avec les responsables locaux des principaux syndicats agricoles. Signe de la fébrilité présidentielle, la presse a été soigneusement tenue à distance de bout en bout.

« C'est de la com ! Les bovins ne montent pas au salon, donc c'est lui qui va voir les bovins », s'amuse une source syndicale, alors que les vaches seront les grandes absentes de cette édition 2026. Les organisateurs ont annulé les concours en raison de l'épidémie de dermatose nodulaire contagieuse (DNC) qui a sévi ces derniers mois dans le Sud-Ouest de la France. Emmanuel Macron s'est tout de même félicité de l'absence de nouveau cas « depuis bientôt un mois ». Dans ce contexte d'amélioration, il a invité les responsables du salon « à regarder s'il y avait peut-être des flexibilités possibles » pour envisager la présence de bovins. Mais « je ne vais pas me substituer aux organisateurs », a-t-il prévenu.

Pas de vision claire de l'agriculture

« On a un énorme défi agricole », a surtout affirmé le chef de l'État, qui, aux côtés de la ministre de l'Agriculture, Annie Genevard, n'a pas fait de nouvelles annonces, mais a promis d'« apporter des réponses ». La veille, Emmanuel Macron avait reçu à l'Élysée des représentants nationaux des syndicats, un rendez-vous classique avant chaque Salon de l'agriculture. « Un échange plutôt correct, courtois, mais qui manque d'ambition », a décrit le secrétaire général de la FNSEA, Hervé Lapie. « Il ne nous a rien dit de nouveau, c'était décevant, il n'a pas de vision claire de l'agriculture », a dénoncé de son côté le



Emmanuel Macron, mardi, devant des agriculteurs de Haute-Saône et des responsables locaux des principaux syndicats agricoles, n'a pas fait de nouvelles annonces, mais leur a promis d'«apporter des réponses». SEBASTIEN BOZON/AFP

Macron tente de déminer un Salon de l'agriculture sous tension

porte-parole de la Confédération paysanne, Stéphane Galais. Le président de la dynamique Coordination rurale, Bertrand Venteau, était également présent, alors que son syndicat au discours musclé est surveillé de près par l'exécutif, qui l'accuse d'accointances avec le Rassemblement national. Le chef de l'État prévoit aussi de recevoir, avant le salon, les représentants de l'Association nationale des industries alimentaires, alors que les négociations commerciales en cours avec la grande distribution sont un sujet de crispation récurrent pour les agriculteurs.

En plus de l'accalmie sur le front de la dermatose, Emmanuel Macron compte sur un autre facteur pour apaiser sa visite porte de Versailles : la suspension de la ratification du Mercosur, cet accord commercial signé entre l'Union européenne et des pays d'Amérique latine, décrit par un certain nombre de filières agricoles françaises qui redoutent une concurrence déloyale. En janvier, le Parlement européen a saisi la Cour de justice de l'Union européenne, avec pour effet de retarder le processus, puisque l'institution a jusqu'à deux ans pour rendre son

verdict. La Commission européenne, présidée par Ursula von der Leyen, qui tient beaucoup à ce que cet accord entre en vigueur, pourrait tout de même proposer une application provisoire du traité. Mardi, Emmanuel Macron l'a appelée à « tenir » ses engagements d'attendre un « éclairage » de la justice européenne.

Le chef de l'État n'avait pas réussi à empêcher la signature de l'accord en janvier : la France a été mise en minorité à Bruxelles, ce qui est rarissime. « Le fait de voter contre a contribué à faire baisser la tension, veut croire l'ex-député macroniste Jean-Baptiste Moreau, spécialiste des questions agricoles. Maintenant, il faut désamorcer avant le salon, purger ce qui peut être purgé. » Ce rendez-vous « va être compliqué », poursuit cet interlocuteur du chef de l'État, parce qu'il n'y a pas un syndicat qui maîtrise la totalité des choses. Il y aura des tentatives de coups d'éclat, comme chaque année, même si je ne pense pas qu'on soit au même niveau de tension qu'en 2024. » La moindre étincelle est sous surveillance, la dernière en date étant la nomination comme nouvelle directrice générale déléguée de l'Office

français de la biodiversité (OFB, la police de l'environnement) d'Anne Le Strat, une ancienne adjointe du socialiste Bertrand Delanoë à la mairie de Paris, également passée par les Verts, dont le profil hérisse les principaux syndicats agricoles.

Nouvelle proposition de loi

Au-delà des polémiques, Emmanuel Macron a énuméré mardi « trois priorités » pour l'agriculture française. D'abord, « produire davantage », ce qui suppose de « rendre la vie plus simple à ceux qui produisent » et de « se battre » pour la future politique agricole commune (PAC), afin que l'agriculture française touche les mêmes aides, « à l'euro » près. Ensuite, « la préservation » des écosystèmes (eau, sol, biodiversité). Enfin, « la protection » des filières agricoles en mettant en place « la préférence européenne » et des clauses imposant les mêmes normes aux biens importés.

Pour répondre aux demandes les plus pressantes des exploitants, le gouvernement de Sébastien Lecornu prépare une loi « d'urgence agricole » dont le contenu doit être dévoilé pendant le

salon, pour un examen au Parlement après les élections municipales de mars. Un texte censé concrétiser les promesses faites au monde agricole depuis les manifestations de décembre et janvier, mais dont le parcours législatif pourrait se heurter à l'opposition de la gauche et d'une partie du bloc central, selon des sources parlementaires, en raison d'un assouplissement des règles environnementales. « À côté, la loi Duplomb, c'est une loi écolo ! », s'est même exclamé mardi l'ancien premier ministre Gabriel Attal lors de la réunion de son groupe à l'Assemblée nationale. Il faisait référence au texte du sénateur Laurent Duplomb, prévoyant la réintroduction d'un insecticide controversé mais autorisé ailleurs en Europe, une mesure censurée l'été dernier par le Conseil constitutionnel. Lundi, le sénateur a d'ailleurs déposé une nouvelle proposition de loi visant de nouveau à autoriser la réintroduction de pesticides interdits en France. Une initiative qu'Emmanuel Macron regarde « avec beaucoup de prudence », a-t-il tempérisé mardi, en disant « attendre le retour du Conseil d'État » sur la faisabilité juridique du texte. ■

LR prépare son « projet de rupture » en rencontrant les syndicats

Emmanuel Galiero

Tout remettre à plat. Les Républicains promettent un projet de rupture pour l'agriculture dont les grandes lignes seront dévoilées le 24 février prochain, au moment du salon annuel de Paris.

Avant cela, dès mercredi, Bruno Retailleau rencontrera des responsables de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le président des Républicains prévoit d'écouter d'autres organisations au cours des prochaines semaines, avec la volonté d'échanger « très librement » sur tous les sujets brûlants de la filière. Ces discussions s'inscrivent également dans le cadre de la préparation du projet de la droite pour 2027. « Nous voulons avoir une approche très terrain. Il est important de parler avec les acteurs concernés avant de faire des propositions. Le réel doit être notre base de départ », défend un élu au siège du parti.

En France, le traité du Mercosur fait l'unanimité contre lui, sachant que le

monde politique et l'univers syndical y sont largement hostiles. La première attente est celle d'un retour de la voix française sur la scène européenne, car beaucoup déplorent une impuissance croissante, perçue comme la cause principale d'une incapacité à défendre les intérêts stratégiques de la France.

Les échanges entre la présidence LR et les agriculteurs sont destinés à nourrir la réflexion au sein du parti LR et des trois groupes parlementaires, à l'Assemblée, au Sénat et au Parlement européen. Chez les élus placés sous la présidence de François-Xavier Bellamy à Bruxelles, on se réjouit d'avoir mené le combat sur l'épineuse question du Mercosur et on salue une « victoire » après l'adoption d'un recours devant la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE). « Ce combat a été perdu par l'État français, mais gagné par le Parlement européen, grâce à la mobilisation de notre délégation et d'une résolution qui a fini par emporter une majorité », se félicite le premier vice-président des LR. Récemment, on a vu Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau

monter au créneau ensemble sur ce sujet à Strasbourg. Après l'adoption de la résolution sur la CJUE, la Commission européenne, présidée par Ursula von der Leyen, s'est engagée à ne pas contourner le Parlement, mais certains chez LR préfèrent rester prudents.

« En position de faiblesse »

C'est le cas de Céline Imart, agricultrice et spécialiste du domaine au sein des eurodéputés français. « Il y a l'urgence concrète vécue par les agriculteurs chaque jour et l'urgence de l'affichage politique placé sous des contraintes administratives », souffle l'élu, peu rassurée parce que, selon elle, la technocratie de Bruxelles sait parfaitement que la France est en « position de faiblesse ». Ce qui pourrait activer les décrets d'application même si le texte du Mercosur est contesté. Mais, si l'agriculture française va mal, avant même que le traité soit appliqué, la droite pointe les conséquences d'une lente asphyxie, imposée par une politique environnementale « hors sol » et les pressions

d'une écologie « idéologique » ayant imposé une montagne de normes, de règles et de contraintes.

La question agricole ne fait pas partie des plus grandes divergences qui opposent la droite à la politique gouvernementale. Un gouvernement où le ministère de l'Agriculture reste sous le contrôle d'Annie Genevard, membre des LR. Même si la ministre a été suspendue de ses fonctions au sein du parti, en raison de son choix de conserver son portefeuille contre l'avis du mouvement, les LR n'ont pas de mal à défendre une « vision commune » avec elle sur le texte du Mercosur. Dans ces déplacements de terrain, la ministre est souvent perçue comme un acteur « sans aucun pouvoir », comme ce fut le cas dans le Manche, le 22 janvier. Ce que ne nient pas certains LR quand ils situent le principal problème budgétaire de l'agriculture française au niveau de l'Europe. C'est pourquoi le prochain budget pluriannuel de la politique agricole commune (PAC) reste dans le viseur de la droite. Pour les Républicains, le poids électoral des

agriculteurs à l'échelle du pays reste limité, mais ils estiment que leur résonance sur le plan économique et social n'est pas négligeable, sans compter leur proximité historique avec la droite. « N'oublions pas qu'ils sont une partie très forte de la ruralité, tantôt lanceurs d'alerte, tantôt leaders d'opinion. Il ne faut pas négliger leur côté influents », fait observer Céline Imart.

Les raisons d'être optimiste à droite face à cet électorat, même si la ruralité semble de plus en plus séduite par le RN, reposent sur l'existence d'une population d'élus ancrés, réputés bien informés sur toutes les questions agricoles.

Dans quelques semaines, la droite dévoilera ses idées pour « renverser la table ». Elle s'engage à formuler des propositions musclées, aptes à « tout revoir ». « C'est ce que les agriculteurs français attendent, promet-on chez LR. Ils voient très bien que nous nous battons sur les vrais sujets. Changer profondément les choses et revoir totalement les bases, ce n'est pas une posture mais une obligation. ■

Refus d'obtempérer : les policiers exigent un tour de vis pour stopper les chauffards

Christophe Cornevin

Les agents réclament des sanctions pénales plus fortes et un statut juridique plus protecteur en cas de riposte.

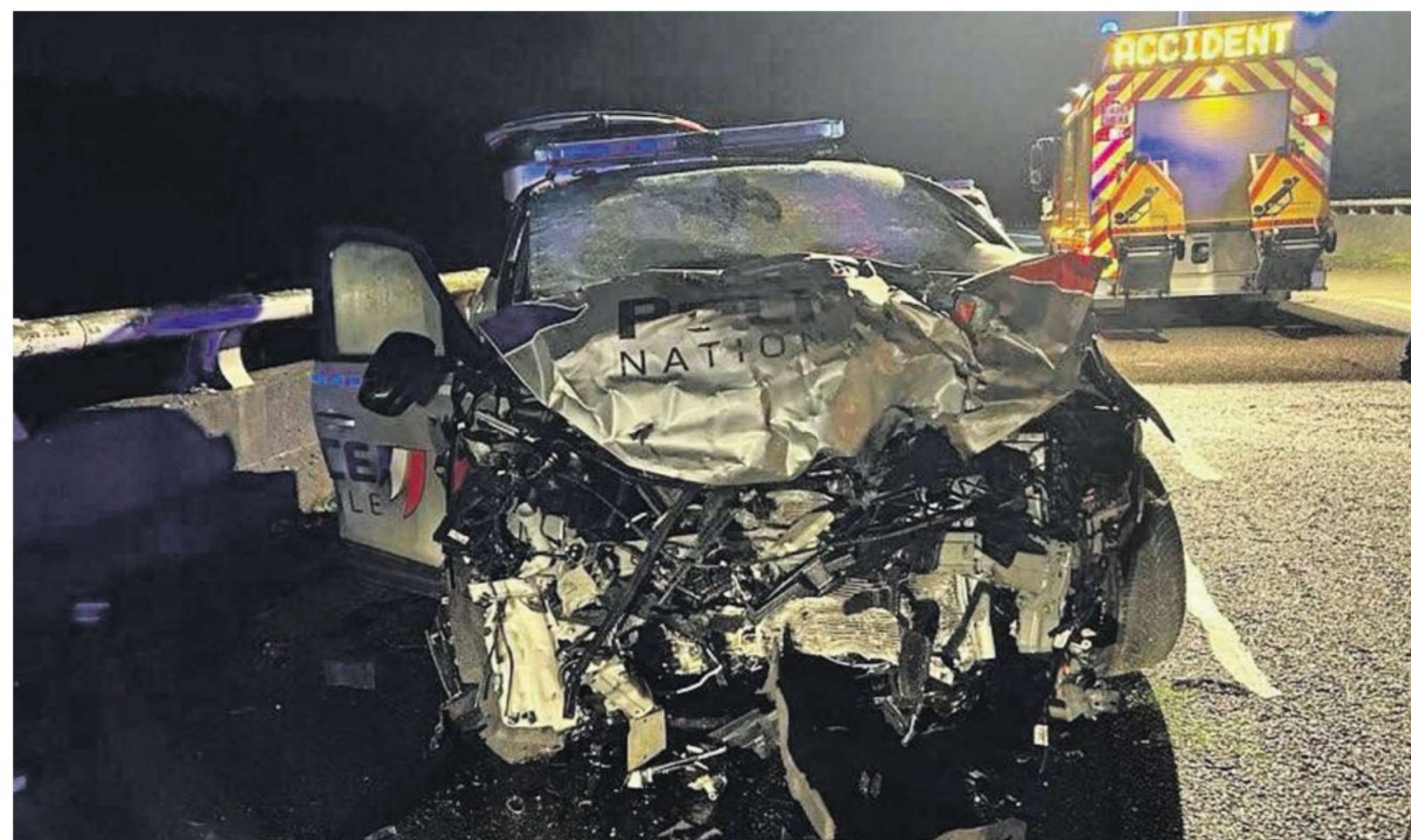
A peine sortis d'une « marche citoyenne », samedi dernier à travers le pays, pour solliciter le soutien des Français et dénoncer un manque de moyens face à une insécurité galopante, les policiers sont sous le choc. Tous sont secoués après l'effroyable série de refus d'obtempérer qui a fait neuf blessés dans leurs rangs, en moins de vingt-quatre heures. Plusieurs scènes, d'une violence inouïe, ont été filmées par des vidéastes amateurs et tournent en boucle sur les réseaux sociaux. L'une des plus spectaculaires montre une policière adjointe de 22 ans trainée sur une centaine de mètres par une berline blanche lors d'un contrôle dimanche après-midi, à Argenteuil, dans le Val-d'Oise. Le chauffard, âgé de 51 ans, l'a aussi frappée au visage pour tenter de la forcer à lâcher prise. Présenté comme un Syrien connu des services de police - il se dit Libyen -, ce criminel en puissance a blessé deux autres policiers et tamponné plusieurs voitures avant de se faire interPELLER. Quelques heures après, dans l'agglomération de Nantes cette fois, trois policiers ont frôlé la mort après avoir pris en chasse une voiture circulant à vive allure et munie de fausses plaques d'immatriculation. La folle course-poursuite a duré trente minutes. À hauteur de Savenay, le véhicule poursuivi s'est engagé dans une bretelle avant de reprendre la route à contresens.

Le barbare de la route a alors heurté « de plein fouet, à très grande vitesse » une voiture de policiers, a poursuivi le commissaire Éric Eudes, adjoint au directeur interdépartemental de la police nationale de Loire-Atlantique. À l'intérieur du véhicule de patrouille fracassé, deux membres de l'équipage de sécurité publique souffrent de fractures tandis qu'un élève gardien de la paix a été hospitalisé avec une suspicion d'hémorragie. Le fugitif, âgé de 44 ans et fiché par les services de police pour vols et violences, « n'a pas pu être entendu compte tenu de son état de santé actuel qui va nécessiter une intervention médicale », a fait savoir de son côté le procureur. Dans la nuit de dimanche à lundi, c'est à Meaux qu'un camion a percuté le véhicule d'une patrouille de la BAC, faisant trois blessés. En déplacement au commissariat central de Nantes, le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, a rappelé qu'il a donné pour instruction aux forces de l'ordre d'« engager des poursuites systématiques ». Mais les policiers craignent de plus en plus pour leur vie.

« Les collègues exhortent les autorités à agir vite et fort, mais la réponse pénale n'est pas toujours à la hauteur de la gravité des faits reprochés »

Yoann Maras
Délégué du syndicat Alliance

Le dernier bilan des crimes et délits dévoilés jeudi par le service statistique ministériel de la Sécurité intérieure (SSMSI) est vertigineux : les forces de sécurité intérieure ont enregistré un record de 28 200 refus d'obtempérer en 2025. Soit +11 % au regard de l'année précédente. Jamais l'autorité n'a été autant bafouée dans le pays. « Dans près de 25 % des cas, l'intégrité physique des policiers et des gendarmes est mise en cause, assure Yoann Maras, délégué du syndicat Alliance (gradés et les gardiens de la paix). Les collègues exhortent les autorités à agir vite et fort, mais la réponse pénale n'est pas toujours à la hauteur de la gravité des faits reprochés. » En théorie, les chauffards encourgent jusqu'à sept ans d'emprisonnement, 100 000 euros d'amende ainsi qu'un retrait de six



Dimanche soir, à Savenay (Loire-Atlantique), un véhicule de police a été percuté de plein fouet par un fuyard et ses trois passagers ont été gravement blessés.

POLICE NATIONALE 44

points de permis. La peine est portée à dix ans et à la confiscation du véhicule en cas de récidive. Mais, dans les faits, en 2024, les refus d'obtempérer se sont traduits, dans 84 % des cas, par des peines inférieures à un an de prison, dont des peines aménageables.

« Tant que l'on ne changera pas de paradigme, avec la mise en place immédiate de vraies sanctions, le sentiment d'impunité continuera », martèle-t-on dans les unités, qui vont suivre de près les enquêtes ouvertes à Nantes et Meaux pour « refus d'obtempérer » et « tentative de meurtre sur personnes dépositaires de l'autorité publique ». « Ces affaires ne finissent jamais aux assises », regrette un gradé. Alors que deux nouveaux refus d'obtempérer ont failli virer à la tragédie dans la nuit de lundi à mardi, l'un à Saint-Cyr-l'École (Yvelines) et l'autre

entre Toulouse et Carcassonne, qui a donné lieu à une course-poursuite longue de 94 kilomètres, les policiers prennent un maximum de précautions pour ne pas être renversés comme des quilles.

À chaque contrôle, trois policiers entourent le véhicule à l'arrêt. Alors que le premier vérifie le permis de conduire - quand il existe -, un de ses collègues se tient à ses côtés en protection tandis qu'un dernier est posté à distance pour surveiller l'environnement. Au besoin, des herses peuvent être déployées dans des conditions parfois acrobatiques. Dans les cas les plus extrêmes, les agents font usage de leur arme de service. En 2024, ils ont fait feu à 63 reprises, en état de légitime défense, sur des véhicules en mouvement. Soit à peine 1 % des interventions. « Ce chiffre, qui peut paraître faible, s'explique en partie par crainte des

poursuites judiciaires mais aussi des éventuelles répercussions dans les cités », souffle un policier qui, comme tous ses collègues, garde à l'esprit le cuisant souvenir de la mort de Nahel Merzouk, tué à 17 ans par un policier lors d'un refus d'obtempérer le 27 juin 2023 à Nanterre (Hauts-de-Seine). L'affaire avait déclenché plusieurs jours d'émeutes urbaines nationales.

Soucieux de hisser la riposte d'un cran, le syndicat Alliance se dit favorable à l'expérimentation de la méthode du « contact tactique », par des policiers spécialement formés et bénéficiant de protections juridiques, pour casser la dynamique meurtrière. Employé lors des rodéos urbains qui forment une bonne partie des refus d'obtempérer, ce procédé, peu conventionnel et autorisant les patrouilles à tamponner les chauffards

en pleine course pour les désarçonner, est éprouvé en Grande-Bretagne. Pour mieux protéger juridiquement les policiers dans l'exercice de leur mission, une proposition de loi instaurant une présomption de légitime défense pour les forces de l'ordre lors d'usage d'armes à feu a été débattue à l'assemblée. Soutenue par le ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez, et des syndicats comme Alliance, elle vise à inverser la charge de la preuve en cas de danger imminent, après réécriture en « présomption d'usage légitime ». Présentée par le député (LR) Ian Boucard, le texte a été bloqué par obstruction de la gauche, LFI en tête qui n'a de cesse de répéter que « la police tue ». Quitte à foulé du pied le lourd tribut payé par les 6 000 policiers blessés en mission l'année dernière. Soit plus de seize par jour. ■

Après que 9 membres des forces de l'ordre ont été blessés en 24 heures, Laurent Nuñez au défi de trouver la parade

Tristan Quinault-Maupoil

Symboles d'une autorité contestée, les refus d'obtempérer mettent la Place Beauvau au défi de trouver le moyen de parer à leur augmentation. Après que trois policiers ont été blessés dimanche près de Nantes par un automobiliste en fuite, puis une policière le même jour dans le Val-d'Oise, suivis de deux nouveaux refus d'obtempérer dans la nuit de lundi à mardi, l'un à Saint-Cyr-l'École (Yvelines) et l'autre entre Toulouse et Carcassonne, Laurent Nuñez est contraint de trouver la parade. Sur TF1, le ministre de l'Intérieur a observé mardi que les refus d'obtempérer sont en hausse de 11 % sur un an (28 200 dont un tiers avec mise en danger de la vie d'autrui) alors même que le phénomène s'était déjà imposé dans l'actualité lorsque Gérald Darmanin était ministre de l'Intérieur.

En juin 2022, une passagère d'un véhicule avait été tuée par un policier après que le conducteur avait refusé d'obtempérer dans le 18^e arrondissement de Paris. Un vif débat s'en était suivi alors que les peines avaient déjà été durcies quelques mois plus tôt. Mais rien n'y fait. Ce n'est « pas une situation d'échec », a étonnamment affirmé Laurent Nuñez tout en faisant « le constat qu'il y a moins de respect de l'autorité dans le pays et qu'il faut la réaffirmer » à « tous les étages ».

À la tête de la Place Beauvau depuis près de quatre mois, il soutient le changement de doctrine édicté par son prédécesseur Bruno Retailleau qui consiste à poursuivre les automobilistes en fuite. « On peut difficilement aller plus loin qu'engager systématiquement des poursuites physiques des véhicules et de poursuivre pénallement les conducteurs, a précisé le ministre de l'Intérieur sur TF1. « On peut difficilement aller plus loin sans engager l'intégrité physique des fonctionnaires. Et en les protégeant de poursuites pénales qui pourraient être dirigées contre eux », a poursuivi Laurent Nuñez. Mais l'eurodéputé RN Matthieu Valet considère que les policiers équipés « de Berlingo ou de 5008 aussi mal entre-

tenues » font face à « des voyous qui ont souvent des gros bolides ». « Il est difficile de faire des courses-poursuites avec des véhicules poubelles », a-t-il dit mardi dans une vidéo publiée sur son compte X.

« On ne peut plus sortir notre arme »

En réalité, l'exécutif cherche effectivement à durcir le ton. Le premier ministre « précisera sans doute des points dans les jours à venir », fait savoir Matignon alors que Sébastien Lecornu entend mettre le régaliens au cœur de son agenda post-budget. En décembre dernier, Laurent Nuñez avait évoqué dans *Le Journal du dimanche* la préparation d'un « projet de loi » pour permettre des « sanctions

renforcées » contre les rodéos urbains et les mortiers. D'autres dispositions pourraient être ajoutées.

Sur BFMTV, la syndicaliste Linda Kebab, secrétaire nationale d'Unité SGP police FO, a demandé « une présomption d'usage légitime de l'arme ». À ses yeux, la « scène » de la policière traînée sur une centaine de mètres par un chauffeur VTC dans le Val-d'Oise après un refus d'obtempérer « n'existe que parce que ces gens savent qu'on ne peut plus sortir notre arme ». « Ce n'est pas normal que dans ce pays des policiers soient placés en détention provisoire avant toute enquête quand ils utilisent leur arme », a-t-elle avancé. « Au « pas de vagues, pas d'emmerdes », je préfère « pas de pitié pour ces voyous qui peuvent nous tuer » », abonde encore Matthieu Valet, lui-même ancien syndicaliste avant d'avoir rejoint le Rassemblement national.

Le mois dernier, Laurent Nuñez avait justement apporté son soutien à une proposition de loi de Ian Boucard (LR) permettant d'apporter une « présomption d'usage légitime des armes » aux forces de l'ordre. Mais le texte avait échoué à être adopté après une intense obstruction parlementaire menée par la gauche. Laurent Nuñez l'a « défendu jusqu'au bout, contre vents et marées », a-t-il rappelé dimanche dans une tribune publiée dans le *JDD* après une journée de mobilisation des policiers du syndicat Alliance. Le texte pourrait prochainement faire son retour au Palais Bourbon. ■



Le ministre de l'Intérieur (ici, en janvier, à Paris) soutient la doctrine qui consiste à pourchasser systématiquement les automobilistes prenant la fuite.

LOÏDIONIC MARIN / VIA REUTERS

À Sanary-sur-Mer, une enseignante d'arts plastiques poignardée par un de ses élèves

Mathilde Ceilles et Nicolas Farmine Marseille

Entre la vie et la mort mardi soir, elle a été agressée en plein cours par un adolescent de 14 ans qui, jusqu'alors, n'avait jamais commis de violence ni d'acte délictueux.

Une enseignante d'arts plastiques poignardée par un élève de troisième en pleine classe, au sein d'un collège sans histoires dans la paisible cité balnéaire de Sanary-sur-Mer, dans le Var. La scène effroyable s'est passée sous les yeux de 22 élèves de troisième de La Guicharde, alors que l'enseignante leur faisait cours. Elle a reçu au moins trois coups de couteau, qui l'ont grièvement blessée à l'abdomen et au thorax, notamment. Mardi en fin de journée, son pronostic vital était engagé.

L'élève, âgé de 14 ans, s'est aussitôt «enfuit de la classe», avant d'être «apprehendé par un personnel de l'Éducation nationale dans la cour» où il a été arrêté «sans difficulté», selon les premières déclarations du procureur de la République de Toulon, Raphaël Balland. «J'ai vu la scène», rapporte Lucas, qui travaille au sein de l'établissement. «J'ai vu un élève courir et partir dans les toilettes. Il était en grosse crise de panique. Il commençait à taper sa tête sur des murs. Il disait qu'il avait tué la professeur et qu'il allait aller en prison. La CPE l'a pris et l'a mis dans son bureau. Tout le monde pensait que c'était un attentat. Tout le monde est parti dans la cour. Tous les professeurs étaient dehors. Ils ne

voulaient pas que les élèves voient des traces de sang.»

Selon le rectorat de Nice, la victime a aussitôt été prise en charge par le Samu. Le préfet du Var a indiqué mardi après-midi qu'elle était «en cours d'opération chirurgicale» à l'hôpital Sainte-Anne de Toulon. Après avoir été confinés, les élèves ont été évacués de l'établissement. Les parents d'élèves avaient été prévenus par texto.

L'élève a été placé en garde à vue pour tentative d'assassinat. Quelques heures après ce drame, une question reste entière : quel est le mobile de cet adolescent ? L'acte était-il prémedité ? Selon le procureur de la République de Toulon, le collégien ne serait pas connu pour avoir commis de violence auparavant, ni même le moindre acte délictueux. Il n'y aurait par ailleurs aucune «connotation religieuse ou politique» derrière cette attaque au couteau, a-t-il affirmé.

«Nous n'avons pas d'éléments particuliers concernant l'élève», commente Myriam Perrier, secrétaire générale de la direction des services départementaux de l'Éducation nationale du Var. Le collège La Guicharde est réputé pour sa quiétude et son climat scolaire apaisé.»

Raphaël Balland évoque toutefois des «problématiques familiales» concer-



Des élèves se sont rassemblés, mardi après-midi, devant l'entrée du collège La Guicharde, à Sanary-sur-Mer (Var), après qu'une enseignante a été poignardée par un élève. MANON CRUZ/REUTERS

nant l'adolescent, ainsi que des «tensions» avec sa professeur, à qui il en «voulait» pour avoir rédigé «des rapports à son encontre.» Selon une source policière, l'élève avait déjà reçu «plusieurs avertissements» de la part de l'enseignante, vraisemblablement en raison de son comportement, avant de l'agresser.

«C'est très calme, ici, témoigne, à proximité de l'établissement, Adam, un ancien élève du collège. Il n'y a jamais eu une seule bagarre dans ce collège. Cette professeur est quelqu'un de sévère, un peu ferme, mais il n'y a pas de méchanceté derrière.» «Cet élève n'est

«On s'interroge sur cette violence, on se dit : «Quand est-ce que ça va s'arrêter ?» Tant que l'on ne fait pas une vraie prévention, ça peut toujours arriver»

Émilie Vandepoel Secrétaire départementale SE-Unsa du Var

pas un des pires», croit savoir Lucas en assurant que «des élèves savaient qu'il avait un couteau. Les gens le savaient. Il avait des comptes à régler avec cette professeur.»

Une cellule d'écoute a été ouverte pour les collégiens et le personnel éducatif, opérationnelle dès ce mercredi, journée où «les cours ne seront pas assurés», indique le préfet du Var, Simon Babre. «Nous avons tout de suite mis en place une cellule psychologique qui va d'abord être en contact avec les élèves qui ont été témoins du drame, mais qui, bien sûr, sera à disposition de l'ensemble des élèves, des enseignants et des personnels du collège», précise-t-il.

Le drame a suscité l'émotion bien au-delà de Sanary-sur-Mer. Dès 15 h 30, le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, a annoncé se rendre sur place. «Mes pensées vont immédiatement à la victime, à sa famille et à l'ensemble de la communauté éducative, dont je partage le vif émoi», a publié le ministre sur X. «Le président de la République est tenu informé de l'état de

santé de l'enseignante et de l'évolution de la situation», a indiqué l'entourage d'Emmanuel Macron.

«On est sous le choc, encore un drame qui vient frapper une enseignante et la communauté éducative. On s'interroge sur cette violence, on se dit : «Quand est-ce que ça va s'arrêter ?» Tant que l'on ne fait pas une vraie prévention, ça peut toujours arriver», a réagi auprès de l'AFP Émilie Vandepoel, secrétaire départementale SE-Unsa du Var.

«Les opérations de prévention et de lutte contre l'insécurité dans le département sont importantes, a souligné le préfet du Var quelques heures après le drame. Nous avons eu, en 2025, 269 opérations de contrôle contre l'introduction d'armes blanches dans les établissements scolaires du département, dont 168 opérations dans des collèges. Le département compte 71 collèges, et 16 armes blanches avaient été détectées.» Un décret paru en juillet prévoit que tout élève portant une arme soit systématiquement traduit devant le conseil de discipline de son collège ou de son lycée. ■

Au procès en appel de l'assassinat de Samuel Paty, la famille recadre le débat

Caroline Beyer

Alors que Mme Vuillemin, l'avocat du prédicateur Abdelhakim Sefrioui, se focalise à dessein sur une «discrimination» dont auraient été victimes des élèves musulmans, les parents et les sœurs du professeur décapité appellent à «la dignité».

Ce 3 février, pour la deuxième semaine du procès en appel de l'assassinat de Samuel Paty, décapité le 16 octobre 2020 par un terroriste islamiste, la salle Voltaire du Palais de justice est remplie. Elle était plus clairsemée en début de semaine dernière. Faut-il y voir l'effet de la défense choisie par Mme Francis Vuillemin ? L'avocat, qui a défendu par le passé Maurice Papon et le terroriste Carlos, représente l'un des quatre accusés, Abdelhakim Sefrioui, ce prédicateur islamiste qui, de concert avec le père d'élève Brahim Chnina, avait appelé à des sanctions contre le professeur d'histoire.

Le 26 janvier, lors d'une déclaration à la presse, il affirmait que Samuel Paty aurait «procédé à la discrimination des élèves musulmans» lors de son cours sur la liberté d'expression. Et se faisait fort de briser un «tabou» et d'étayer son propos par des témoignages de collégiens.

C'est dans ce contexte que la famille Paty, dans un impossible deuil, est repassée à la barre. Jean, le père, n'avait pu assister au procès en première instance, tenu en novembre et décembre 2020. Il était hospitalisé. Ce 3 février, aidé par des personnels de sécurité, l'homme, âgé, monte les escaliers menant à la salle Voltaire. Face à la Cour, il se tient aux côtés de sa femme,

Bernadette, frèle et déterminée. Elle raconte son fils, Samuel, «non croyant», curieux des religions, avec qui il était difficile de parler de «choses anodines», tant il préférait «le débat d'idées». «Samuel était d'une tolérance à toute épreuve. (...) Nous n'accepterons jamais qu'il soit traité d'islamophobe et de raciste. Cette rumeur nous a anéantis», explique l'ancienne professeur, en référence à la ligne de la défense de Mme Vuillemin.

Ce dernier, ayant l'ouverture des débats, à 9 h 30, discute activement avec son client Sefrioui, seul des quatre accusés à s'agiter dans le box. Tassé sur son siège, son ancien comparse, Brahim Chnina, qui avait relayé sur les réseaux sociaux le mensonge de sa fille accusant le professeur de blasphème et de discrimination, est hébété. À leurs côtés, Naïm Boudaoud et Azim Epsirkhanov, qui avaient accompagné l'assassin, et leur copain Abdoullakh Anzorov, qui avait acheté le couteau ayant servi à

«Samuel était d'une tolérance à toute épreuve. Nous n'accepterons jamais qu'il soit traité d'islamophobe et de raciste»

Bernadette Paty Mère de Samuel Paty

décapiter Samuel Paty, ont le visage fermé. Les questions de Mme Vuillemin au premier témoin, Jean-François Ettori, professeur de maths et collègue proche de Samuel Paty, tentent de disséquer le cours en question sur la liberté d'expression. Elles ont déjà des airs de plaidoiries.

L'avocat cite deux témoignages de collégiens, qu'il promet d'«égrener» tout au long du procès, sur une supposée discrimination à l'égard des élèves musulmans. Ces témoignages, la présidente de la cour d'assises spéciale d'appel de Paris prend soin de les compléter, en reprenant l'intégralité des procès-verbaux. Les deux élèves qui sont sortis de la classe pour ne pas voir les caricatures de Charlie Hebdo y précisent qu'ils ne se sont pas sentis discriminés et que Samuel Paty «faisait attention» à ses élèves. L'avocat, lui, agite «la caricature obscène de Mahomet» - montrant le prophète nu -, «à la limite de la pornographie», qui «pose la question du respect». Et s'interroge sur ce cours que Samuel Paty a conçu depuis plusieurs années déjà et dont les supports ne concernent «que la religion musulmane».

Gaëlle Paty, sœur de Samuel, de deux ans sa cadette, a une réponse à cela. À la barre, celle qui témoigne pour la troisième fois - du procès des mineurs à l'actuel procès en appel - rappelle «la tuerie à Charlie Hebdo» de 2015, le



Gaëlle Paty (au centre), une des sœurs de Samuel Paty, à la sortie du palais de justice de Paris, mardi. BERTRAND GUAY / AFP

procès de l'attentat tenu en 2020 : «Le sujet du moment» résume-t-elle. Elle rappelle aussi l'intitulé de la séance proposée aux élèves de quatrième : «Situation de dilemme : être ou ne pas être Charlie», agrémenté d'un tableau à deux entrées.

«Une liberté peut entrer en conflit avec d'autres droits ou avec le respect dû aux autres personnes», avait écrit le professeur au-dessus de ce tableau. Puis Gaëlle Paty, ancienne librairie et enseignante en reconversion, décrit ce frère qui ne «pouvait pas se satisfaire d'une lecture simpliste» des choses, qui «aimait la complexité» et «voulait l'enseigner». «J'aimerais que ce procès retrouve la dignité que mérite mon frère», explique-t-elle, se disant «extrêmement attristée» par la teneur des débats. Elle attend aujourd'hui «la vérité sur les faits et sur les intentions».

«Je vis un procès dans le procès. (...) Le ridicule touche au grotesque», a dénoncé de son côté Mickaëlle Paty, l'autre sœur de Samuel. Elle s'est insurgée contre cette «version» des faits donnée par «l'assassin, ses complices et leurs

avocats». Jeanne Chartier, l'ex-compagne du professeur décapité, est aussi venue témoigner. Sans leur fils Gabriel, aujourd'hui âgé de 10 ans, qui avait tenu à assister au premier procès. Elle a choisi de le tenir «éloigné», pour le «protéger». «Il est encore petit. Il a passé la moitié de sa vie à penser à l'assassinat de son père», explique-t-elle. Gabriel a souffert d'un «terrible sentiment de culpabilité» qui s'est aujourd'hui atténué. «Il avait toujours peur de faire mal à quelqu'un», raconte-t-elle, avant de demander à la cour de «dire à Gabriel que, non, nous ne sommes responsables de rien, ni de la mort de son père ni des peines qui seront prononcées».

En première instance, Brahim Chnina, le père de la collégienne et le prédicateur militant Abdelhakim Sefrioui avaient été condamnés à respectivement 13 et 15 ans de réclusion criminelle pour «association de malfaiteurs terroristes» (AMTC). C'est ce que la défense entend remettre en question. ■

» Lire aussi PAGE 16

Adrien Jaulmes
Correspondant à Washington

La publication de millions de documents révèle l'existence d'une «classe Epstein» : des puissants qui se croient au-dessus des lois.

La nouvelle série de documents liés à l'affaire Epstein publiée par le ministère de la Justice américain donne le vertige : 3 millions et demi de pages de courriels personnels, photos, comptes rendus d'enquête, disponibles en ligne depuis la semaine dernière, et que les médias et le public sont encore en train d'éplucher. Certains sont caviardés au point d'être illisibles. De nombreux noms sont masqués. Pas toujours ceux des victimes, dont plusieurs ont dénoncé, par l'intermédiaire de leurs avocats, le manque de rigueur dans leur publication.

Au milieu de courriels parfois anonymes, au moins en apparence, surgissent aussi des dénonciations, souvent anonymes, recueillies par le FBI, aux détails scabreux ou horribles, comme une porte qui s'ouvrirait soudain sur de sinistres coulisses.

L'ensemble est aussi vertigineux par le nombre et l'étendue des contacts d'Epstein. Jamais le terme de réseau n'a paru aussi adapté. Epstein est au centre d'une immense toile. Ses messages, à la ponctuation et à l'orthographe hasardeuses, sont envoyés à des banquiers et des chefs d'entreprise, des hommes politiques connus, au moins deux présidents américains, dont l'un en fonction, des aristocrates européens et les grands féodaux de la tech, de puissants avocats new-yorkais, et des universitaires renommés, des acteurs célèbres, des Prix Nobel, des mannequins, des mondains.

«La classe Epstein est un groupe de personnes extrêmement riches qui ont fait des dons à des politiciens et font partie d'un système où elles pensent que les règles ne s'appliquent pas à elles»

Ro Khanna Représentant démocrate de Californie

Son carnet d'adresses ressemble à un Who's Who de la jet-set, allant de A (Woody Allen) à Z (Mark Zuckerberg), en passant par Stephen Hawking, Mick Jagger, Naomi Campbell, Michael Jackson, Henry Kissinger, Robert Kennedy Jr, Howard Lutnick, Elon Musk, Ehoud Barak, Mohammed Ben Salman, Kevin Spacey, Peter Thiel, et bien d'autres.

Ils forment une immense toile internationale, s'étendant de Wall Street à Hollywood, de la Silicon Valley à Washington, et au monde entier. Les correspondants voyagent en permanence de Londres à New York aux Caraïbes.

Certains messages révèlent la vanité et la vacuité d'un univers où l'on s'échange en permanence faveurs et introductions. Mais le côté sombre n'est jamais loin sous la surface. Apparaissent régulièrement des sous-entendus ou des références scabreuses aux jeunes filles, dont Epstein abusait lui-même, mais qui lui servaient aussi de monnaie d'échange, ou de cadeaux.

L'existence même de cette «classe Epstein», cette élite internationale, est la principale révélation des documents. Celle-ci avait été décrite par le représentant démocrate de Californie Ro Khanna, qui avait été à l'origine du vote du Congrès obligeant le ministère de la Justice à publier les documents. «La «classe Epstein» est un groupe de personnes extrêmement riches qui ont fait des dons à des politiciens et font partie d'un système où elles pensent que les règles ne s'appliquent pas à elles», avait-il expliqué.

Tous répondent à peu près la même chose : ils connaissaient à peine Epstein, n'étaient pas au courant des abus sexuels commis sur des centaines de



Portrait de Jeffrey Epstein extrait du dossier publié par le département américain de la Justice. HOUSE OVERSIGHT COMMITTEE DEMOCR/REUTERS

L'onde de choc des dossiers Epstein secoue les États-Unis

jeunes filles qui l'entouraient pourtant en permanence, et tous ont coupé tous contacts avec lui il y a très longtemps.

Or les nouveaux documents publiés montrent que les dates ne concordent pas toujours. Le milliardaire Howard Lutnick, secrétaire au Commerce de Trump et voisin d'Epstein à New York, avait affirmé avoir rompu avec lui en 2005. Selon un courriel publié la semaine dernière, il aurait en fait rendu visite en famille à Epstein sur son île privée des Caraïbes en 2012.

Elon Musk aussi avait affirmé n'être jamais allé sur Little Saint-James, l'île privée d'Epstein dans les îles Vierges américaines. Dans un courriel daté de novembre 2012, Epstein lui demande : « Vous serez combien dans l'hélico pour l'île ». « Probablement juste Tallulah et moi. Quel jour/night la fête sera la plus dingue sur notre île ? », répond Musk, en mentionnant son épouse de l'époque,

avec laquelle il a divorcé deux fois. Musk a accusé les médias de répandre des «fausses nouvelles». Dans un autre courriel adressé en 2015 à Tom Pritzker, milliardaire et cousin du gouverneur de l'Illinois J.B. Pritzker, l'un des espoirs du Parti démocrate, Epstein évoque un dîner «sauvage» avec Mark Zuckerberg, Elon Musk, Peter Thiel et Reid Hoffman, le cofondateur de LinkedIn.

Des détails sordides apparaissent aussi. Comme les échanges selon lesquels Bill Gates aurait contracté une maladie sexuellement transmissible auprès de jeunes filles russes, et tenté d'administrer subrepticement des antibiotiques à son épouse de l'époque, Melinda.

Mais les documents publiés posent plus de questions qu'ils n'apportent de réponse. Les démocrates espéraient y trouver la preuve qui leur permettrait de compromettre Trump. Le nom du président apparaît à de multiples reprises,

confirmant la longue amitié entre les deux playboys new-yorkais. Mais aucun document ne prouve jusqu'à présent qu'il a été impliqué dans des actions délictueuses. « Non seulement je n'étais pas ami avec Jeffrey Epstein, mais d'après les informations qui viennent d'être publiées par le ministère de la Justice, Epstein et un "auteur" malhonnête nommé Michael Wolff ont conspiré afin de nuire à ma personne et/ou à ma présidence », a contre-attaqué Trump. « Voilà pour les espoirs contre toute attente de la gauche radicale, dont certains membres feront l'objet de poursuites judiciaires de ma part. De plus, contrairement à tant de gens qui aiment dire du mal, je ne suis jamais allé sur l'île maudite d'Epstein, mais presque tous ces démocrates véreux et leurs donateurs l'ont fait. »

Mais les preuves impliquant, comme l'espèrent les républicains, des élites démocrates ne sont pas plus concluantes. Les révélations indiquent plutôt que la politique n'a jamais été pour Epstein une affaire idéologique ou partisane. Seul compte le pouvoir. Quelques mois avant sa deuxième incarcération et sa mort, Epstein sollicite Steve Bannon, le conseiller stratégique et gourou Maga, pour obtenir l'admission du président du grand cabinet d'avocat Paul, Weiss, comme membre du club de golf d'Augusta, le plus fermé des États-Unis.

Les révélations des dossiers Epstein ne sont pas les dernières. De nombreux documents demeurent en possession du ministère de la Justice. Dans une Amérique où les théories du complot dominent un débat politique de plus en plus orienté par des influenceurs dont l'outrance est le fonds de commerce, l'affaire Epstein apparaît déjà comme la plus corrosive de toutes. Notamment parce qu'elle est largement réelle. ■

Les Clinton viendront témoigner devant le Congrès

Ségolène Forgar
San Francisco

Fin de partie pour les Clinton ? Après des mois de résistance et de bras de fer avec le républicain James Comer, président de la commission de surveillance de la Chambre des représentants, l'ancien président américain Bill Clinton et son épouse, Hillary, ex-secrétaire d'État, ont accepté lundi de témoigner sous serment dans l'enquête sur Jeffrey Epstein. Ils ont cédé face à la menace d'un vote imminent visant à les poursuivre pour outrage au Congrès en raison de leur refus jusque-là de comparaître, rapporte le New York Times.

« Ils ont négocié de bonne foi, vous ne l'avez pas fait. Ils vous ont dit sous serment ce qu'ils savaient, mais vous vous en fichez », a déclaré sur X le porte-parole, Angel Urena, en réponse à un message des élus républicains de cette commission qui demandait à entendre le couple en raison des liens passés entre Bill Clinton et le criminel sexuel. « L'ancien président et l'ancienne secrétaire d'État seront là. Ils ont hâte de créer un précédent qui s'applique à tout le monde », a ajouté le communicant. Dans un courriel adressé à James Comer lundi soir, les avocats des Clinton ont indiqué que leurs clients « se présenteraient à des dépositions à des dates convenues mutuellement », et ont demandé l'abandon des procédures pour outrage.

Ce témoignage sera sans précédent. Aucun ancien président américain ne s'est présenté devant l'ensemble de la commission. James Comer a rejeté l'offre, la qualifiant de «déraisonnable» et estimant que l'ancien président, «personnalité loquace», pourrait chercher à «faire traîner les choses».

Volte-face
Les avocats avaient également demandé que Hillary Clinton puisse se contenter d'une déclaration sous serment, arguant qu'elle n'avait jamais rencontré ni parlé à Jeffrey Times, les avocats de Bill Clinton avaient proposé un entretien de quatre heures devant l'ensemble de la commission. James Comer a rejeté l'offre, la qualifiant de «déraisonnable» et estimant que l'ancien président, «personnalité loquace», pourrait chercher à «faire traîner les choses».

Jusqu'au dernier moment, les Clinton ont tenté de négocier. Dans une lettre adressée samedi à James Comer, obtenu par le New York



Bill Clinton et son épouse Hillary, le 20 janvier 2020, à Washington. SHAWN THOMPSON/REUTERS

Epstein. James Comer a refusé. « Le désir de vos clients d'obtenir un traitement spécial est à la fois frustrant et un affront au désir de transparence du peuple américain », a-t-il écrit dans sa réponse.

Cette décision est une volte-face spectaculaire. Il y a encore quelques semaines, les Clinton affirmaient vouloir se battre contre une procédure aux pures motivations politiques. Ils encourraient alors jusqu'à 12 mois de prison. Mais le rapport de force a basculé lorsque des élus démocrates de la commission ont voté aux côtés des républicains pour engager des poursuites pour outrage au Congrès. Neuf démocrates ont voté pour cette mesure contre Bill Clinton, trois contre Hillary Clinton.

Bill Clinton connaissait Jeffrey Epstein, décédé en prison en 2019, mais a toujours affirmé n'avoir jamais visité son île privée et avoir coupé tout contact avec lui il y a vingt ans. Selon les registres de vol, l'ancien président a pourtant effectué quatre voyages internationaux dans le jet privé d'Epstein en 2002 et 2003.

Pour James Comer, cette victoire lui permet de recentrer l'enquête sur les liens entre le financier déchu et des personnalités démocrates plutôt que sur les relations entre Donald Trump et Jeffrey Epstein ou sur la gestion du dossier par l'Administration actuelle. ■

Golshifteh Farahani : «Le peuple iranien est le plus seul au monde»

Propos recueillis par **Étienne Sorin** et **Isabelle Spaak**

En exil depuis 2008, l'actrice franco-iranienne dénonce la répression qui s'abat en Iran.

Capuche sur le visage, col de son anorak noir remonté haut sur le cou, Golshifteh Farahani s'engouffre au chaud dans un café parisien. Sous sa grosse veste imperméable, un pull blanc duveteux. Exilée en France depuis 2008, l'actrice a décidé de prendre la parole. Une mise en avant risquée alors qu'elle est visée par une campagne calomnieuse sur les réseaux sociaux en raison de son opposition aux mollahs. D'ailleurs, après cet entretien sans langue de bois au *Figaro*, elle se fera oublier en partant loin.

LE FIGARO. - Vous incarnez la résistance. N'êtes-vous pas lasse de ce rôle ?

GOLSHIFTEH FARAHANI. - J'essaie de comprendre. Après être apparue tête nue en 2008 à New York à la conférence de presse de *Mensonges d'État*, de Ridley Scott, j'ai suivi sept mois d'interrogatoire à Téhéran sans savoir de quoi j'étais coupable. Mes accusateurs semblaient défendre l'intérêt du pays. Un juge a fini de me conseiller de quitter l'Iran dans les vingt-quatre heures.

Pourquoi vous exprimez-vous aujourd'hui alors que la plupart des Iraniens en exil sont plutôt discrets face à la situation dramatique qui se déroule à huis clos dans votre pays ? Quel message voulez-vous faire passer ?

À longueur d'interviews, j'ai l'impression que nous sommes invités pour pleurer sur l'Orient. On nous demande : «Est-ce que votre cœur est cassé ? Comment vous sentez-vous ? Comment vont vos parents ?» Cette vision occidentale nous incite à nous victimiser en négligeant le contexte et la globalité de l'histoire de l'Iran. C'est la raison pour laquelle je me suis dit : il faut que j'y aille. Il faut que je rappelle aux gens que nous avons eu un coup d'État en 1953, que lors de la révolution de 1979, ce n'est pas le peuple iranien qui a renversé le chah (Mohammed Reza Pahlavi, *NDLR*) mais les Américains. À chaque fois, on l'oublie. Quarante-sept ans après, va-t-on vivre la même chose ?

« Je suis bouleversée par cette nouvelle génération qui a grandi après mon départ d'Iran. Elle se bat pour la liberté et elle est en train de mourir sous les balles »

Vous souhaitez donc dépasser ce registre émotionnel ?

Absolument. On blâme les Mollahs maintenant comme on les a blâmés en 2022, après la mort de Mahsa Amini. On les blâmera encore dans cinq ans, s'ils restent. Mais sont-ils les seuls à blâmer ? C'est très facile d'avoir un vilain sur lequel taper, très facile de jeter la pierre sur un monstre. Mais ce monstre est contrôlé en sous-main. Lors des manifestations de 2022, j'étais vraiment dans mes émotions qui me submergeaient. C'était au-delà de moi. Mais face aux événements de ce début d'année, je me suis sentie gelée. Je me suis dit, il faut que je regarde ce qu'il y a derrière. Comme dans le *Da Vinci Code*, il y a un code à trouver. Et je me suis mis à le chercher.

Et quel est ce code ?
Pour moi, l'explication est très simple. Après le Venezuela, Trump veut prendre le contrôle du golfe Persique pour étouffer l'Europe, les pays du golfe et la Chine et que ceux-ci lui laissent prendre le Groenland.

En sacrifiant le peuple iranien ?
Mais il s'en fuit des Iraniens. Comme il se fuit de tout le monde. Il a des dettes énormes envers les Saoudiens, les Qataris, l'Europe, le dollar est en danger et il veut prendre le contrôle du corridor iranien qui fait le lien entre l'Orient et l'Occident. Tout le monde craint que la région devienne incontrôlable. Si l'Amérique mène une attaque aérienne contre l'Iran, il n'y aura rien à bombarder. Il n'y a aucune infrastructure, pas d'usine. Le pétrole est une économie parallèle. Les oligarques ont mis leur argent ailleurs. Ils ont investi à Dubaï, à Londres, au Canada. Ce ne sont pas des patriotes. Les sanctions contre le pays n'ont eu aucun effet sur le régime mais ont cassé le dos du peuple.

Pourtant, dans la rue les manifestants ont appelé Donald Trump à l'aide...
Oui, parce qu'ils n'ont aucun choix devant un régime si brutal qui tue comme ça. Ils attendaient que Trump vienne. Ils attendent toujours. Mais pourquoi n'a-t-il pas frappé finalement ? Qui l'a arrêté ?

Qu'y a-t-il de différent par rapport au mouvement de 2022 ?

C'est le seul moment où le régime a eu très peur car nous étions tous unis derrière le mouvement Femmes, Vie, Liberté. Personne ne pouvait dire : «Pas de femme pas de vie pas de liberté.» Tandis qu'aujourd'hui, les choses sont moins claires. Les gens expriment des désaccords. On me dit que je suis de gauche. Alors que je n'ai jamais dit ça. Alors que mon seul slogan, c'est «mort à la dictature et au régime théocratique». Ensuite, ce qui adviendra en Iran, ce sera aux 90 millions de personnes qui vivent dans ce pays d'en décider.

À la différence de votre père qui faisait partie de l'opposition, vous semblez regretter le chah...

Même mon père a fini par l'apprécier. Moi, j'ai beaucoup de respect pour cet homme. Si le roi d'Iran n'avait pas été renversé par les Américains, on vivrait dans un autre monde. L'Iran aurait pu devenir une grande puissance. Car c'est une très grande civilisation et un pays gigantesque. Nous avons du pétrole, du gaz, et surtout beaucoup de lithium, indispensable pour le futur.

Les ressources, ce ne sont pas seulement ses minéraux, mais son peuple qui a donné tellement au monde. Malheureusement, l'Iran a toujours été vu comme un objet de convoitises. Quand Mohammad Mossadegh (*premier ministre de 1951 à 1953, NDLR*), notre Gandhi, a nationalisé l'industrie pétrolière, les Américains et les Britanniques ont organisé un coup d'État. Le chah a voulu à son tour reprendre le contrôle du pétrole et a été renversé de la même manière en 1979. Un Iran libre et indépendant est une menace.

Le départ de l'ayatollah Ali Khamenei pourrait-il entretenir l'espoir et affaiblir les gardiens de la révolution ?

Khamenei doit quand même partir, son temps est fini. Après ce massacre, il ne peut plus rester. Même à l'intérieur du régime, ils le savent très bien.



SEBASTIEN SORIANO/LA FIGARO

«Mon seul slogan, c'est "mort à la dictature et au régime théocratique"», explique Golshifteh Farahani (ici, mardi, à Paris).

Mais comment et par qui le remplacer ? Cela dépend malheureusement de Donald Trump.

Qu'espérez-vous de l'Europe ?
Le peuple iranien est le plus seul au monde. Il ne se bat pas contre les mollahs, il se bat contre l'Europe, la Chine, les pays arabes, Trump. Les Anglais, eux, ont déjà conclu un deal avec l'Irak. Ils ont fait le Brexit pour sortir de ce bourbier...

Est-ce que vous regrettez de ne pas pouvoir être en Iran en ce moment ?

Ce que je regrette le plus, c'est que l'Iran ait du pétrole. Mais oui, je suis bouleversée par cette nouvelle génération qui a grandi après mon départ d'Iran. Elle se bat pour la liberté et elle est en train de mourir sous les balles. Je regarde les photos de ces jeunes gens, ils sont plus beaux les uns que les autres. Ils sont mieux habillés que les Parisiens...

La France vient d'inscrire les gardiens de la révolution sur la liste des organisations terroristes. Quelle différence cela fait-il ?

C'est trop tard. Peut-être que cela aurait eu de l'effet il y a trois ou quatre ans, accompagné de la confiscation des biens et le gel des avoirs, comme pour la Russie. Mais la France, pays des droits de l'homme, fait comme les autres des deals avec un régime sanglant. Les Nations unies ne servent plus à rien, Trump est en train de créer sa propre organisation.

Craignez-vous pour votre vie ou celle de vos proches ?
Nous, les Iraniens, nous marchons toujours sur le fil du rasoir. ■

S'OFFRIR DE GRANDS DESTINS



PLUS D'IMAGES, PLUS D'HISTOIRES

Gala

3,70 € · TOUS LES JEUDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Syrie : les forces de Damas se déploient dans les zones kurdes

Georges Malbrunot

Entré en vigueur en début de semaine, l'accord de cessez-le-feu est, pour l'instant, respecté. Mais sa mise en place sera délicate alors que les Kurdes doivent renoncer à leur autonomie.

A près des affrontements armés suivis de pressions américaines, mais aussi françaises, conduisant à un cessez-le-feu, l'accord annoncé le 30 janvier entre le gouvernement syrien et les Kurdes est entré en application, sans anicroche, ce début de semaine.

Lundi, les forces gouvernementales syriennes sont entrées dans la ville de Hassaké, un bastion kurde du nord-est du pays, et mardi ce fut au tour de Qamichli, à majorité kurde, tandis que d'autres forces gouvernementales s'apprêtaient à en faire autant dans la poche kurde de Kobané, plus à l'ouest dans la province d'Alep.

En vertu de l'accord de vendredi, ces déploiements sont limités en personnel et en véhicules - on parle dans chaque cas d'une centaine d'hommes et d'une quinzaine de véhicules de sécurité. À Qamichli, mardi matin, les magasins étaient fermés et les devantures ornées de drapeaux kurdes, rouge, blanc et vert frappés d'un soleil.

Si cet accord suscite une certaine amertume chez les Kurdes, qui voient s'envoler leurs rêves d'autonomie dans le nord-est de la Syrie, il leur permet d'éviter une défaite cuisante face à leurs rivaux, les forces armées du président syrien Ahmed al-Charaa, qui ont conquis trois des quatre provinces jusqu'à aux mains des Kurdes au cours des quinze premiers jours de janvier. « Au regard de la défaite historique des Kurdes, c'est un résultat qui permet d'avoir un respect des droits des Kurdes en Syrie qu'il faudra toutefois garantir », confie au *Figaro* un diplomate, au cœur des négociations.

« Au regard de la défaite historique des Kurdes, c'est un résultat qui permet d'avoir un respect des droits des Kurdes en Syrie qu'il faudra toutefois garantir »

Un diplomate, au cœur des négociations

Dans chaque camp en effet, des radicaux ont cherché à faire capoter cet arrangement. Chez les Kurdes, des factions liées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) estimaient que l'accord bradait certaines de leurs revendications historiques. Tandis que du côté de Damas, des groupes armés connectés à la Turquie - l'ennemi juré des Kurdes - tenaient à poursuivre leurs conquêtes militaires 48 heures encore, le temps d'absorber l'intégralité des régions kurdes. Mais la pression de Washington sur leur allié, Ahmed al-Charaa, ainsi que sur leurs anciens partenaires kurdes dans la guerre contre Daech a permis d'aboutir à l'accord du 30 janvier.

En mars 2024, déjà, Damas et les Kurdes avaient signé un accord pour l'intégration des institutions de la zone autonome kurde au sein de l'État, mais les négociations n'avaient jamais abouti. Début janvier, Ahmed al-Charaa avait lancé une offensive lui permettant de déloger les combattants kurdes de deux quartiers qu'ils tenaient dans la ville d'Alep, avant de les pousser à se retirer des provinces de Raqqah et de Deir ez-Zor. Les Kurdes avaient alors été lâchés par les États-Unis, et abandonnés par les combattants arabes, majoritaires au sein de leur organisation, les Forces démocratiques syriennes.

Si les Kurdes, alliés des Occidentaux depuis 2015 dans la guerre contre Daech, avaient réussi à capitaliser sur cette alliance pour construire des provinces autonomes dans le nord de la Syrie, ils étaient démographiquement minoritaires dans ces régions.

« Les Kurdes ont sauvé les meubles », estime le diplomate précipit. Leurs forces resteront groupées au sein d'une division de l'armée syrienne, qui sera répartie en trois brigades, postées dans leurs bastions de Hassaké, Qamishli et Kobané. C'était la principale revendication kurde dans les négociations avec Damas.

Les Kurdes ont également arraché le poste de gouverneur de la province de Hassaké, et leur candidat, Noureddin Ahmed, au profil plutôt technocratique, aurait été approuvé par Damas. Ahmed al-Charaa leur a concédé d'autres postes dans l'armée - notamment celui de vice-ministre de la Défense - et dans l'appareil sécuritaire, tandis que les fonctionnaires de leur défunte administration autonome devraient être intégrés à l'administration centrale, qui voit déjà affluer de nombreuses candidatures. « Tout cela est très bien, mais qui va payer ces milliers de fonctionnaires dans un pays qui n'a pas beaucoup d'argent ? », s'interroge le diplomate.

Les Kurdes ont dû, en revanche, céder le contrôle des deux champs pétroliers de Rumeilan et de Suwaydiya - ils leur permettaient de financer



une partie de leur administration - qui passeront dans une semaine - ainsi que leur personnel - dans le giron du ministère syrien de l'Énergie. Il en va de même pour les postes-frontières - notamment celui avec l'Irak voisin - ainsi que pour le petit aéroport de Qamichli, d'où la Russie qui y possédait une minuscule emprise s'est retirée. Il sera remis à l'autorité de l'aviation civile.

Les États-Unis et la France, qui se portent garants de l'application de cet

accord, doivent mettre en place « un mécanisme de surveillance du processus », a affirmé la responsable kurde, Ehlam Ahmed.

À travers cet accord, qui renforce le pouvoir de l'État central, les États-Unis confirment leurs intentions de se désengager à terme militairement de la Syrie. À quoi bon maintenir une administration kurde contre Daech dans la mesure où le gouvernement de Damas fait désormais partie de la coalition internationale contre l'organisa-

tion terroriste État islamique, insiste-t-on désormais à Washington. En effet, depuis décembre, ironie de l'histoire, l'ancien djihadiste, emprisonné en Irak par les États-Unis au milieu des années 2000, a rejoint ladite coalition antijihadiste.

À Paris, mais aussi à Bagdad, on émet, toutefois, des doutes sur « la capacité du gouvernement de Damas » à mener cette bataille. À cet égard, l'un de ses premiers tests sera la gestion du dossier des djihadistes syriens mais aussi étrangers,

À Diyarbakir, « capitale » turque de cette communauté dispersée,

Delphine Minoui
Envoyée spéciale à Diyarbakir

Au milieu d'un décor de parpaings brisés, huit comédiennes aux allures d'Antigone chancelent et titubent avant de se redresser. Dans leur regard, un feu de colère. Au fond de leur gorge, un lourd silence, soudain brisé par une petite voix, vite reprise en écho par les autres. Dans la salle du théâtre municipal de Diyarbakir, « capitale » des Kurdes de Turquie, les spectateurs retiennent leur souffle. Comme si la tragédie de cette communauté, éclatée dans trois autres pays (Syrie, Irak, Iran), se rejouait sous leurs yeux. « Toutes ces années, la guerre a brisé nos foyers, nos maisons, notre horizon. La paix, on veut pourtant y croire, même si c'est un espoir vain », souffle en aparté Berfin Emektar, la dramaturge de cette pièce, dont le titre *Jin* (« Vivre » en dialecte kurde) résume l'état d'esprit.

L'offensive lancée en début d'année par le nouveau chef de Damas, Ahmed al-Charaa, contre les régions kurdes de Syrie a soudain ravivé l'inquiétude et la colère solidaire des quelque 17 millions de Kurdes de Turquie. De Van à Mardin, en passant par Nusaybin, les manifestations ont vite été dispersées à renfort de gaz lacrymogène et de balles en caoutchouc. Malgré l'accord finalement conclu, vendredi 30 janvier, entre les forces kurdes et l'État syrien, la population du Sud-Est à majorité kurde de Turquie est aujourd'hui tiraille entre sentiment d'abandon et rêves entêtés de stabilité. « Pour de nombreux Kurdes, c'est la fin du rêve du Rojava (l'administration autonome du nord-est de la Syrie, NDLR). C'est aussi cet-

te amère sensation de trahison de la part des États-Unis et de l'Europe, qui leur tournent le dos après les avoir utilisés dans la lutte contre Daech », relève Vahap Coksun, professeur de droit à l'université Dicle de Diyarbakir, sensible au lien émotionnel entre Kurdes de différentes contrées.

Pour autant, si les derniers événements ont fragilisé le processus de paix amorcé l'an passé entre Ankara et la guérilla du PKK, il ne l'a pas invalidé. « La crise syrienne a ralenti le processus de négociation amorcé il y a plus d'un an, mais il ne l'a pas stoppé », estime Reha Ruhavioglu, à la tête du Centre des études kurdes de

« Toutes ces années, la guerre a brisé nos foyers, nos maisons, notre horizon. La paix, on veut pourtant y croire, même si c'est un espoir vain »

Berfin Emektar
Dramaturge et comédienne

Diyarbakir. Quand nous l'avions rencontré, en décembre dernier, dans son bureau vitré aux étageres pleines de livres, il débordait d'optimisme, citant une enquête estimant à plus de 60% (pour les Turcs) et environ 80% (pour les Kurdes) le degré d'opinions favorables aux négociations en cours. « Aujourd'hui, concède-t-il, le moral a chuté, mais si les taux sont en baisse, ils n'ont pas drastiquement flanché ».

C'est une évidence. Le sort des Kurdes de Turquie - pays qui partage près de 900 kilomètres de frontière avec le voisin du sud - a toujours été intimement lié à celui de leurs cousins de Syrie. Quand, en 2015, le cessez-le-feu amorcé en 2013 avec le PKK

vole en éclats, c'est sur fond d'autonomisation des Kurdes de Syrie, dans la foulée du soulèvement de 2011 contre Bachar el-Assad. Tandis que les bourgades du Sud-Est turc se soulèvent les unes après les autres, le président Erdogan s'allie avec les ultranationalistes du MHP. Ensemble, ils s'acharnent à diaboliser la mouvance de gauche prokurde HDP, dont la percée aux législatives, cette même année, a fait perdre sa majorité absolue à l'AKP, le parti au pouvoir depuis 2002. Des villages et des quartiers sont assiégés. Des médias kurdes sont fermés. Des maires sont arrêtés - dont les co-édiles de Diyarbakir, Gültan Kisanak et Fırat Anlı - remplacés par des « kayyum », administrateurs imposés par l'État. En novembre 2016, Selahattin Demirtas, le très charismatique chef du HDP, est inculpé pour « propagande terroriste », emprisonné à Edirne, près de la frontière grecque, à plus de 1000 kilomètres de chez lui. Pour la dramaturge et comédienne Berfin Emektar, cette époque reste synonyme de traumatisme : en 2016, elle perd son frère, qui a fait le choix des armes, dans de violents combats contre les forces de sécurité à Idil. Puis, en 2019, elle perd son poste au théâtre municipal de Diyarbakir, à l'instar des 32 autres acteurs employés par la mairie. Alors que de nouveaux maires kurdes sont embastillés, les autorités font annuler tous les festivals qui faisaient la renommée de Diyarbakir.

L'artiste de 45 ans est tristement abonnée aux orages : elle les côtoie depuis qu'elle est née. Petite, elle regarde les balles voler par la fenêtre de la salle à manger, dans sa ville natale de Bingöl, alors qu'une guerre sanglante a démarré entre la guérilla kurde et l'armée turque. Elle n'a que

Des milliers de personnes manifestent pour dénoncer les attaques du gouvernement syrien contre les régions à majorité kurde en Syrie, le 1er février, à Diyarbakir.





Des habitants de Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, saluent des forces gouvernementales syriennes à leur entrée dans la ville, mardi.

KHALIL ASHAWI/REUTERS

détenus dans les prisons que Damas vient de récupérer. Al-Charaa saura-t-il les garder hors d'état de nuire ? Sans compter les femmes et enfants des camps que Damas a également repris ? Depuis dix jours son allié américain lui prête main-forte en organisant le transfert vers l'Irak de 7000 de ces djihadistes. Mais ce transfert – prévu à hauteur de 500 par jour – s'est ralenti, à la demande de Bagdad. Washington compte mettre la pression sur les pays – comme la France – qui refusent de ra-

patrier leurs djihadistes. Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères, qui se rend en fin de semaine en Irak et peut-être aussi en Syrie, entendra cette supplique de la bouche de ses interlocuteurs. ■

Des Syriens libérés de la prison de Raqqa racontent l'enfer carcéral kurde

Manon Chapelain
Envoyée spéciale à Raqqa

La libération d'Ahmad el-Moussa Elgharbi, 17 ans, a rompu le silence de tout un quartier. Des voisins, tapis dans l'ombre d'un mur esquinté par l'artillerie, commentent encore dans un murmure craintif, trois jours après, le retour inespéré du jeune garçon. « Il est revenu de la mort », souffle une vieille dame d'un air inquiet, ses yeux inquisiteurs balayant la rue. Dans ce quartier du nord de Raqqa, quelques ruelles cabossées par les années d'occupation puis de lutte contre l'organisation État islamique (EI), qui avait fait de la ville sa capitale en Syrie, personne ne sait dire l'exactitude des faits la nuit de son arrestation, en novembre, par les services de sécurité intérieure des Forces démocratiques syriennes (FDS). Tout le monde décrit en revanche le même corps émacié et claudiquant, rentré telle une ombre, samedi 24 janvier, après trois mois de détention. Peut-être cette dernière fut-elle le résultat de la « mauvaise réputation » du garçon ? D'un « trafic de drogue » que chacun soupçonne ici ? Mais rien qui ne vaille, de l'aveu de tous, cet aller que l'on pensait sans retour dans les geôles sombres et surpeuplées de la prison d'al-Aqtaq, connue pour renfermer parmi les plus grosses têtes de l'EI.

La parole s'est libérée à l'annonce de la libération de 126 mineurs, qui furent évacués de la prison d'al-Aqtaq dans un convoi d'autobus affrétés par les forces gouvernementales. À la faveur des trois semaines d'offensive lancées sur les territoires contrôlés par les FDS, et qui firent chuter son administration, Damas a récupéré ces dernières semaines la gestion des prisons et des camps renfermant les membres de l'EI. Les images de la centaine de gamins descendant furtivement des véhicules pour se jeter, pieds nus et crânes rasés, vers une foule de parents recrus et désespérés ont ébranlé toute la Syrie. Du même coup est apparue la faillite de l'appareil sécuritaire kurde, mis sur pied dès 2017 avec l'aide de la coalition internationale, pour enfermer les terroristes de l'EI au sein de prisons ultra-sécurisées, et empê-



Les proches des détenus libérés de la prison d'al-Aqtaq attendent devant les grilles pour les accueillir, le 24 janvier, à Raqqa.

KARAM AL-MASRI/REUTERS

cher toute résurgence de leurs cellules dans la région.

Sous couvert de la lutte antiterroriste, les forces pro-kurdes ont dès lors gouverné ces zones à majorité arabe d'une main de fer, valorisant le récit d'un projet démocratique, multi-ethnique et égalitaire. La communauté internationale a longtemps fermé les yeux sur leurs crimes, pourtant largement documentés par les ONG. En 2024, un rapport d'Amnesty International estimait qu'un millier de garçons mineurs syriens et étrangers étaient enfermés sans réel procès en étant soumis à « des passages à tabac, des positions douloureuses, et des décharges électriques ». La dizaine de récits d'anciens détenus, mineurs comme majeurs, recueillis par *Le Figaro*, font état

d'arrestations sommaires et de tortures. Certains relatent « des discriminations systématiques envers les Arabes » et d'« accusations de terrorisme » pour avoir été en désaccord avec la politique menée par les FDS. D'autres racontent avoir été incarcérés parce qu'ils détenaient dans leur téléphone une photo du drapeau de la nouvelle Syrie, jusqu'ici interdit dans le Nord-Est syrien.

Le corps longiligne et frêle d'Ahmad el-Moussa Elgharbi surgit derrière un talus de terre, à l'entrée de son vaste domicile, deux tôles gondolées visées sur des murs en béton. Il a la peau taillée par une acné adolescente et de deux brûlures de cigarettes. « Voilà ce qu'ils m'ont fait », débute-t-il, en caressant du bout de son doigt la peau de sa joue abimée. Un flot de paroles saccadées raconte l'enfer carcéral duquel il revient. Arrêté en pleine nuit pour une « simple bagarre », assure-t-il, Ahmad est d'abord envoyé dans une prison pour mineurs, où il est « suspendu au plafond par des élingues en acier », avant d'être « beaucoup frappé ». Quelques jours plus tard, il est transféré sans explication dans une fourgonnette vers la prison d'al-Aqtaq. « On m'a juste dit : « voilà tu seras avec les terroristes ». » Ahmad poursuit : « Nous étions 33 dans une cellule de 20 mètres carrés. Il y avait des enfants d'à peine 8 ans. Nous avions interdiction de parler sous peine d'être envoyés dans une cellule individuelle. Cela arrivait parfois, juste pour le plaisir »

Ahmad el-Moussa Elgharbi 17 ans, ex-détenus de la prison d'Al-Aqtaq

Ahmad el-Moussa Elgharbi 17 ans, ex-détenus de la prison d'Al-Aqtaq

Les cinq derniers jours avant la reprise en main de la prison par les forces gouvernementales, Ahmad affirme « n'avoir eu que de l'eau salée à manger ». Al-Aqtaq était alors le théâtre d'affrontements sporadiques entre les Forces démocratiques syriennes et l'armée de Damas. Quelque 800 combattants kurdes y négociaient leurs évacuations sécurisées vers Kobané, localité kurde du nord du pays. « Ils ont senti le vent tourner. Ils nous frappaient davantage encore. Si nous disions que nous avions faim, ils nous tiraient dans les jambes. Cinq personnes ont été blessées. »

Devant la prison d'al-Aqtaq, une foule se presse devant les lourdes barrières montées par les forces de sécurité de Damas. Chacun a cru un instant que le départ des FDS signifiait l'ouverture définitive des cellules. Le pouvoir central a, lui, décidé de trier les détenus entre ceux accusés d'appartenir à l'EI et ceux arrêtés pour raisons politiques. « On craint qu'ils ne libèrent personne d'autre pour montrer à la coalition internationale qu'ils assurent leur nouvelle mission de sécurisation et de lutte contre Daech », redoute Abdelrahman Alewi, 27 ans. Son frère croupit depuis huit ans derrière ces murs d'enceinte pour avoir été accusé par les FDS d'appartenir à une milice pro-turque. Voilà un an qu'il n'a plus eu de ses nouvelles : « Il a de graves problèmes au cerveau après s'être fait frapper le crâne par des gardiens. Il fait de l'asthme ». La dernière fois qu'il a eu de ses nouvelles, via le téléphone d'un garde kurde qu'il avait payé, son frère, 30 ans, lui décrivait des conditions dégradées, intenables, dans des cellules sans fenêtre manquant d'oxygène. Cette semaine, les autorités gouvernementales ont accordé à Abdelrahman un droit de visite. Au risque de découvrir le pire, il se dit prêt à entrer dans les entrailles de cette prison que l'on pensait impénétrable. ■

les habitants constatent avec inquiétude la fin du Rojava

l'AKP – dans le cadre du processus d'adhésion à l'Union européenne – la pousse à déménager à Diyarbakir en 2008... Avant de déchanter. En ce début 2026, elle ose espérer que le retour à un semblant de concorde au cours des mois passés ne sera pas à nouveau condamné à partir en fumée. « Trop de vies ont été sacrifiées », souffle-t-elle, ému d'avoir enfin retrouvé son poste au théâtre municipal.

Depuis l'amorce, il y a plus d'un an, d'un nouveau processus de paix entre l'État et le PKK, aux portes d'un Moyen-Orient en plein chamboulement, il règne dans la métropole kurde du Sud-Est turc une ambiance relativement plus sereine, apaisée. Dans les venelles bondées du centre-ville, une

fois passée l'ancienne muraille, un tube d'Alişan, star grimpante de la pop kurde, enveloppe les étals de fruits secs et d'étoffes colorées, de nouveaux pris d'assaut par les touristes. Dans son bureau du centre-ville, Ayse Serra Bucak Küçük, la nouvelle co-maire de Diyarbakir, et membre du parti DEM (nouvelle appellation du HDP) savoure quelques petites victoires. « Nous avons relancé nos activités culturelles, au point mort depuis des années. Un festival « Théâtre contre la guerre » est prévu en mars, suivi en avril d'un forum sur la paix », se réjouit-elle, même si elle se sait sur un siège éjectable, au gré des revirements politiques : deux de ses prédécesseurs, Gültan Kisanak (élue en 2014) et Adnan Selçuk Mızraklı (élu en 2019), évincés de leurs fonctions pour appartenance présumée « à une organisation terroriste » sont toujours derrière les barreaux.

Contre toute attente, c'est l'ultranationaliste Devlet Bahçeli, allié du président Erdogan, qui, le premier, lance dès le 24 octobre 2024 un appel à l'ouverture de négociations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), organisation interdite et classée « terroriste » par les autorités turques. Un changement de cap dicté, selon le chercheur Reha Ruhavioglu, par la nouvelle configuration régionale : « Après les attaques terroristes du 7 octobre 2023, la guerre lancée par Israël contre le Hamas, le Hezbollah au Liban et les houthistes au Yémen a créé une instabilité régionale qui risquait de se retourner contre la Turquie. D'autant plus qu'à la suite de la chute de Bachar el-Assad en Syrie, fin 2024, les tentatives d'influence israélienne sur les Kurdes n'ont pas manqué d'inquiéter Ankara. » Mais si les motivations de Bahçeli sont nationalistes et sécuritaires, le président turc y voit, pour sa part, un « calcul politique ».



BILAL SEDICI/MIDDLE EAST IMAGES/STRONGHOLD/SHUTTERSTOCK/VIA REUTERS

« Erdogan a les yeux rivés sur l'élection présidentielle de 2028. Son objectif stratégique est de diviser l'opposition, en séparant le parti prokurde DEM du parti républicain CHP, sa nouvelle cible, dont la figure emblématique, Ekrem İmamoğlu, le maire d'Istanbul, est sous les verrous depuis le mois de mars », analyse Reha Ruhavioglu.

« Au regard de la nouvelle configuration du Moyen-Orient, la Turquie comprend que pour jouer un rôle actif dans la région, elle doit résoudre la question kurde »

Yüksel Genc
Chercheuse

Avec l'arrivée au pouvoir à Damas d'Ahmed al-Charaa, proche de Erdogan, et le basculement du rapport de force au profit d'Ankara, la perspective d'un accord turco-kurde s'est progressivement dessinée. Le 12 mai 2025, le PKK marque un cap décisif en annonçant officiellement son autodissolution pour mettre fin à la lutte armée, en répondant à un appel lancé en février par Abdullah Öcalan, son chef historique, emprisonné depuis 1999. Deux mois plus tard, le 11 juillet, une poignée de combattants brûlent symboliquement leurs armes dans un coup de théâtre historique mettant fin à quarante ans d'un conflit meurtrier – plus de 40 000 morts, des milliers de disparus, au moins 3 000 villages vidés ou rasés – et particulièrement coûteux pour l'État – 300 milliards de dollars, selon un ex-ministre d'Erdogan.

Le 26 octobre, une nouvelle étape est franchie avec le retrait des forces du PKK du sol turc. Confiné à l'isole-

ment sur l'île-prison d'İmralı, au large d'Istanbul, Abdullah Öcalan a également été autorisé à rencontrer ses avocats en septembre dernier – une première en six ans. Fin novembre, il a même reçu la visite inédite des membres de la commission parlementaire en charge du processus de transition. « Au regard de la nouvelle configuration du Moyen-Orient, la Turquie comprend que pour jouer un rôle actif dans la région, elle doit résoudre la question kurde », estime la chercheuse Yüksel Genc.

Si le processus tourne aujourd'hui au ralenti, un vent de résignation souffle sur Diyarbakir. « Aujourd'hui, j'ai deux priorités : gagner décentement ma vie et sauvegarder mon identité kurde », avance un jeune épicier. Assis sur le perron de sa boutique flambant neuve en plein cœur du quartier Sur, épicentre de violents affrontements en 2015-2016, il insiste : « Vous savez, les combattants du PKK nous ont causé autant de torts que l'AKP. Ils avaient déplacé la guerre des montagnes aux villes, réquisitionnées nos boutiques, creusé des trous dans les murs. La violence, on n'en veut plus ! ». Ses propos font écho à une enquête du Centre de recherche de Diyarbakir, selon laquelle les nouvelles générations aspirent à un retour à la normale, garant d'un horizon économique moins bouclé. Mais la vigilance envers Erdogan reste de mise. « À ce jour, aucune des demandes kurdes n'a été honorée : libération des prisonniers politiques, abolition du système des administrateurs imposés par l'Etat, éducation en langue kurde. Pour croire au processus, on aimerait qu'il se traduise par de vraies avancées démocratiques », souligne Emin Aktar, l'un des avocats de Selahattin Demirtas, toujours derrière les barreaux. ■

Pourquoi le poste d'ouvreur du XV de France déchaîne autant les passions ?

Pablo Guillen

Avant de voir l'équipe de France lancer le Tournoi des six nations face à l'Irlande, ce jeudi, trois anciens numéros 10 apportent leur éclairage.

Cette fois, les planètes se sont alignées. Au meilleur de sa forme depuis le début de la saison, Matthieu Jalibert a fait les choses dans l'ordre pour nouveau revêtir la tunique bleue. Face à l'évidence et l'absence sur blessure de Romain Ntamack -, Fabien Galthié lui accorde sa chance. Celle qu'il mérite. Ce jeudi (21h10), le Bordelais cristallisera ainsi l'attention à l'occasion de France-Irlande, choc d'ouverture du Tournoi des six nations 2026. Nouvel épisode d'une histoire semée d'embûches pour l'ouvreur de 27 ans sous le maillot frappé du coq. Au fil de performances parfois jugées insuffisantes et d'une relation mouvementée avec son sélectionneur, Matthieu Jalibert a longtemps vu l'étiquette d'enfant terrible du rugby français lui coller à la peau. Symbole d'un poste ingrat.

Depuis la nuit des temps, l'ouvreur du XV de France a toujours été «sous le feu des critiques», confirme Jules Plisson au Figaro, ancien international aux 18 sélections obtenues entre 2014 et 2018. «En France, le numéro 10 n'a pas le droit à l'erreur. C'est un constat également vérifiable en club. Tu sais que tu

évolues à un poste analysé dans chaque secteur. Et si tu passes à côté d'un match, on va vouloir te couper la tête. C'est un peu exagéré, mais c'est la vérité», poursuit l'actuel dépositaire du jeu de Provence Rugby (Pro D2).

À une époque où les Bleus cultivaient une certaine inconstance, l'ancien Parisien a parfois encaissé de rudes critiques : «Je me souviens de mon premier match au pays de Galles, en 2014. J'en ai pris plein la tête. J'avais loupé des plaquages qui avaient amené à des essais et on ne s'était souvenu que de mes erreurs.» Les errements défensifs, Matthieu Jalibert en a également souffert ces dernières années. «Il est souvent pointé du doigt pour sa défense, constate Plisson. Mais, aujourd'hui, avec Bordeaux, il est très bon dans ce secteur. Il suffit que Matthieu réalise un sept sur dix au plaquage, au lieu de dire qu'il en a réussi sept, on va retenir le fait qu'il en a loupé trois. C'est la parfaite définition du poste d'ouvreur en France.»

Cette exigence autour du numéro 10 trouve d'abord son origine dans la capacité du rugby hexagonal à produire des ouvreurs de qualité. Fort d'un abondant vivier, le XV de France a connu maintes dualités au cours de son



Matthieu Jalibert (ici, face à l'Angleterre, à Twickenham, le 8 février 2025) occupera le poste stratégique de demi d'ouverture, jeudi, à l'occasion du match de lancement du Tournoi des six nations face à l'Irlande.

histoire, même dans certaines périodes creuses. Yann Delaigue, 20 sélections entre 1994 et 2005, a cohabité à côté d'une panoplie de candidats au poste : «On est certainement un peu plus fournis que les autres pays. À mon époque, il y avait "Titou" Lamaison, Alain Penaud, Gérald Merceron, David Aucagne ou même François Gelez.»

«Le jeu de la comparaison est obligatoire. J'ai même envie de dire que cela oblige les sélectionneurs à regarder les performances de chacun»

Yann Delaigue
Ancien ouvreur du XV de France

«Une forte concurrence», combinée à une politique de résultats qui se différencie des autres nations majeures. «Il n'y a pas forcément d'ouvreur français qui peut prétendre avoir autant de sélections que chez nos voisins britanniques. En Angleterre ou ailleurs, on va mettre en place un joueur relativement jeune, et qu'importe sa façon de jouer et ses performances, il sera maintenu», plante

Christophe Lamaison, 37 apparitions sous le maillot bleu, de 1996 à 2001. «En France, dès l'instant où le numéro 10 n'est pas performant ou que l'équipe perd, c'est de sa faute.»

Un poste auquel se sont succédé des joueurs mythiques, véritables incarnations du glorieux French flair, si cher aux amoureux du XV de France. Avec l'inaltérable envie de voir les Bleus proposer un jeu séduisant. Les charges sont ainsi nombreuses pour un seul homme. «Peut-être qu'on est pressé par l'attente de résultats rapides, alors que les autres nations prennent plus de temps pour former leurs joueurs, les conserver, leur donner une certaine confiance. Quand on choisit de jouer à ce poste avec le XV de France, on sait qu'on endosse une lourde responsabilité et qu'il faut l'assumer», appuie Delaigue.

Si les «discussions de comptoir» - dixit Lamaison - ont toujours existé, les débats ont atteint des sommets depuis la Coupe du monde 2023, avec la concurrence entre Romain Ntamack et Matthieu Jalibert en toile de fond. «C'est aussi le jeu des journalistes. La médiatisation qu'il y a désormais autour du rugby est plus importante. Et forcément, le poste d'ouvreur est visé, parce

que les joueurs que le rugby français possède sont de qualité», précise l'ancien Briviste. Deux génies aux profils et tempéraments différents. Le feu et la glace. Forcément, la tentation de les opposer est forte.

Romain Ntamack avait été installé en tant que titulaire durant les quatre premières années du mandat de Fabien Galthié. Mais les interrogations sont aujourd'hui plus nombreuses. En témoignent les récentes critiques reçues par le Toulousain lors de la dernière tournée d'automne. Un débat constant qui ne «dessert pas forcément le XV de France», analyse Yann Delaigue, ancien ouvreur du club rouge et noir. «Le jeu de la comparaison est obligatoire. J'ai même envie de dire que cela oblige les sélectionneurs à regarder les performances de chacun.»

En ouverture du Tournoi, c'est donc Matthieu Jalibert qui passera une fois de plus au révélateur. Près d'un an après sa dernière sortie avec le XV de France, face à l'Angleterre. Héros en cas de victoire, victime expiatoire à l'inverse? «Je pense que c'est malheureusement très français», reconnaît Jules Plisson. Et de conclure : «Dès que les Bleus perdent, on essaie de trouver un coupable. Et souvent, ça tombe sur l'ouvreur.» ■

JO 2026 : Kirsty Coventry, grande première sur la scène internationale

Jean-Julien Ezvan

À Milan-Cortina, la Zimbabwéenne s'apprête à vivre ses premiers Jeux en tant que présidente du Comité international olympique.

L'ancienne nageuse était prévenue. La vague ne l'a ni effrayée, ni submergée. Les jours qui précèdent les Jeux olympiques voient la tension grimper, les questions et les crispations s'amonceler. À Paris en 2024, Tony Estanguet a dû, jusqu'au débûle de la cérémonie d'ouverture, jongler sans cesse et se démêler avec l'eau de la Seine, les moqueries autour des Phryges, la sécurité, l'impact écologique, le budget, les grincheux... Avant la parenthèse enchantée. La Zimbabwéenne Kirsty Coventry élue, en mars 2025 dès le 1er tour, à la présidence du Comité international olympique (loin devant Juan Antonio Samaranch Jr, Sébastien Coe et David Lappartient), une première pour une femme, a sur la piste des Jeux de Milan-Cortina d'Ampezzo vu enfler les polémiques. Sur le budget («Les moins chers jamais organisés», selon le slogan Giovanni Malago, le président du comité d'organisation qui a vu la facture tripler) et les retards (notamment ceux de la livraison de la patinoire accueillant le hockey sur glace à Milan et du téléphérique de Cortina d'Ampezzo). Avant de découvrir le nom de Casey Wasserman, président du comité d'organisation des Jeux de Los Angeles 2028, dans les derniers documents liés à l'affaire Epstein. Et d'apprendre le déploiement annoncé en Italie d'une division de la police américaine de l'immigration (ICE) pour assurer la protection de certaines personnalités américaines. Un vif sujet d'inquiétude dans l'opinion.

«Tout ce qui détourne l'attention de ces Jeux est triste. Nous avons appris, au fil des ans, qu'il y a toujours eu (un thème) qui prenait le dessus à l'approche des Jeux, que ce soit des communautés, le (virus) Zika, le Covid. Mais ce qui maintient ma foi intacte, c'est que dès que la cérémonie d'ouverture a lieu et que les athlètes commencent à



Kirsty Coventry (ici, en décembre, à Lausanne) a succédé à Thomas Bach à la tête du CIO, en mars dernier. ERIC DUBOST/ZUMA PRESS WIRE VIA REUTERS CONNECT

concourir, soudain le monde se rappelle la magie et l'esprit des Jeux», a résumé Kirsty Coventry sans s'épancher.

En Italie, de ce mercredi (début des épreuves avec le tournoi de curling) au dimanche 22 février (cérémonie de clôture), l'ancienne nageuse (7 médailles aux JO, dont 2 d'or) sera particulièrement observée. Déjà immergée dans l'événement, après avoir visité certaines installations, elle a confié, consciente du grand écart imposé par la fonction pour embrasser passé, présent et futur : «Ce n'est pas seulement notre travail, mais notre devoir envers l'ensemble du mouvement olympique que d'être vraiment à la pointe et de comprendre un paysage en constante évolution. Il y a dix ou quinze ans, les choses changeaient tous les deux mois, voire tous les ans. Aujourd'hui, dans des secteurs tels que la technologie, les choses changent quotidiennement, et nous suivons donc de près l'évolution. Nous devons le

faire afin de garantir que la pertinence, la signification et l'importance pour les Jeux restent à leur apogée, qu'ils restent pertinents et importants. Nous continuerons à le faire. Nous allons travailler très dur pour protéger les Jeux olympiques et la plateforme qu'ils représentent.»

Jean-Loup Challeplet, spécialiste de l'olympisme et professeur honoraire de l'université de Lausanne décrypte les premiers mois de Kirsty Coventry (42 ans) qui fut ministre de la Jeunesse, des Sports, des Arts et des Loisirs du Zimbabwe avant de succéder à Thomas Bach : «Pour l'instant, elle se débrouille très, très bien. Elle a initié ce qu'elle a appelé le "pause and reflect". En français : réfléchir un peu. C'est ce qu'avaient fait ses prédécesseurs qui avaient travaillé pendant un an pour voir où on en est, ce qu'on arrête... pour produire une grande recommandation sur les directions stratégiques dans lesquelles ils voulaient aller. C'est encore un peu tôt pour les gran-

des décisions, par exemple par rapport au genre des athlètes. Sur la question des Jeux de la jeunesse, il faudra attendre Dakar 2026, pour que des décisions soient annoncées. Il y a aussi du travail sur le marketing qui évolue, tout cela est lié à la signature de nouveaux sponsors, de nouvelles chaînes de télévision, d'anciennes qui renouvellent. Et il y a un groupe de travail sur l'attribution des Jeux dans le futur.» Dans un carnet de commandes bien rempli avec les Jeux d'été 2028 (Los Angeles), d'hiver 2030 (Alpes françaises), d'été 2032 (Brisbane), d'hiver 2034 (Salt Lake City) et d'hiver 2038 (Suisse) attribués. Pour les JO d'été 2036, l'Inde, le Qatar, la Corée du Sud, l'Egypte, l'Afrique du Sud ou la Turquie se bousculent. Pour les JO d'été 2040, l'Allemagne s'est lancée dans la course. Les JO d'hiver 2024 pourraient retourner en Asie... «Je pense que la prochaine urgence, dès que les Jeux de Milan-Cortina seront terminés, ce sera Los Angeles 2028 et bien sûr Donald Trump. Ils vont laisser passer l'été, la Coupe du monde de football et à l'automne, je pense qu'elle va rencontrer le président des États-

«Dès que la cérémonie d'ouverture a lieu et que les athlètes commencent à concourir, soudain le monde se rappelle la magie et l'esprit des Jeux»

Kirsty Coventry Présidente du CIO

Unis», assure Jean-Loup Challeplet.

Armand de Rendinger, expert du mouvement olympique, auteur de nombreux livres, notamment *La Cuisine olympique* (Éditions Temporis) assure : «L'ombre de Thomas Bach accompagne encore Kirsty Coventry. Elle lui doit son élection... Elle n'a pas encore fait ses preuves. On la regarde. Elle est très appréciée par tout le mouvement

sportif. Thomas Bach (président du CIO de 2013 à 2025) était aussi un sportif, mais il était plus considéré comme un homme politique et un commercial du CIO. Elle est, de par son passé de nageuse, son expérience, ses ambitions, considérée comme quelqu'un du milieu, elle a la légitimité pour le faire, elle est reconnue comme une sportive intelligente. Ses grands dossiers dans les mois et les années à venir ? Que fera-t-elle pour que les JO ne soient pas organisés comme on les organisait il y a dix ans, quinze ans ou vingt ans (...) Le CIO est quand même contesté par des grosses fédérations qui peuvent organiser leur propre championnat. Quand vous voyez que, par exemple, dans le football, on multiplie les épreuves les unes derrière les autres, bientôt, il n'y aura plus de place pour les Jeux olympiques...»

Éric Monnin, ambassadeur de l'université Marie et Louis Pasteur et directeur du Cérou (Centre d'études et de recherches olympiques universitaires) à Besançon, conclut : «Quand Thomas Bach est arrivé à la présidence du CIO en 2013, il a lancé une nouvelle stratégie. Parce que le système ne marchait plus. Il fallait le réinventer. C'est l'agenda 2020 (programme de réformes du CIO). Et les choses ont été relancées. Coventry est dans la même logique pour se projeter vers un futur avec deux nouveautés : l'IA et l'e-sport. Son vrai défi va être d'organiser des Jeux qui soient non pas innovants, mais qui soient en quelque sorte révolutionnaires dans leur approche, en faisant que les Jeux deviennent de plus en plus attractifs, que les villes n'aient plus peur d'y aller. Il va falloir encore simplifier davantage, aller vers une mutualisation de plus en plus présente, comme on l'a vu pour la prochaine Coupe du monde de football avec l'organisation par les États-Unis, le Canada et le Mexique, pour limiter les coûts et les transports. Il lui faut repenser les Jeux dans une ère nouvelle. Kirsty Coventry s'inscrit pleinement dedans...» ■

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16h30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13h les dimanches.

Courriel
carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone
01 56 52 27 27

deuils

Versailles.

Mme Charles Bardoux, son épouse,

M. Frédéric Bardoux, Mme Isabelle Bardoux, Mme Sibylle de Marolles et Mme Philippe de Marolles, ses enfants et ses petites-filles, les familles Bardoux, Gino Defermon, Degrand et Deloche de Noyelle

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

M. Charles BARDOUX

survenu le 28 janvier 2026, à l'âge de 87 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février, à 11h15, en l'église Saint-Germain, 27, rue Jean-Louis-Forain, au Chesnay.

Villeneuve-d'Ascq (Nord).

Nathalie Bizaillon-Boone, son épouse,

Delphine et Foulques d'Evry, Artus, Ange (†), Marceau, Florent et Karin Bizaillon, Astrid, Nils, Émile, ses enfants et petits-enfants, Eric et Brigitte Bizaillon, Didier et Véronique Bizaillon, Bertrand et Marion Bizaillon, Anne et Charles-Armand de Maillé, Magali et Pascal Fonteneau, Antoine Bizaillon (†), ses frères, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Daniel (†) et Christiane Boone, Éric et Catherine Boone, Aline Boone, ses belles-sœurs et belles-sœurs, toute la famille

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Guy-Bernard BIZALION

survenu à son domicile, le lundi 2 février 2026, à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 6 février, à 14h30, en l'église Saint-Sébastien d'Annappes (Nord). Assemblée à l'église à 14h15.

Son corps sera conduit au crématorium de Wattrelos et ses cendres reposeraient au cimetière d'Ambeteuse (Pas-de-Calais).

M. Jacques Caillat, son époux, le prince et la princesse Pierre Murat, M. et Mme Olivier Crouzier, M. et Mme Philippe Caillat, M. et Mme Benoît Grim, ses enfants,

Laure et Maud Crouzier, Julie et Charles Murat, Thomas et Mathias Grim, Théo et Paul Caillat, ses petits-enfants, Coline et Marin, ses arrière-petits-enfants, font part du décès de

Mme Jacques CAILLAT
née Anne-Marie de Villars,

endormie dans la Paix du Seigneur, dans sa 98^e année, le 1^{er} février 2026.

Une messe d'action de grâce sera dite en l'église Saint-Pierre de Meillon (Pyrénées-Atlantiques), le vendredi 6 février, à 15 heures, suivie de l'inhumation dans le caveau familial.

Anne-Gaëlle, Raphaël et Lionel Cartaud, ses enfants, ses belles-filles, ses petits-enfants font part du rappel à Dieu de

M. Michel CARTAUD
ancien maire de Pont-du-Château (Puy-de-Dôme), ancien conseiller général et ancien député du Puy-de-Dôme,

le 31 janvier 2026, à l'âge de 78 ans, à Cébazat.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Martine, à Pont-du-Château, le vendredi 6 février 2026, à 15 heures.

M^e Philippe Klein, le docteur et Mme Denis Jacquemaire, M. et Mme Xavier Klein, le comte et la comtesse Antoine de Roffignac, M. Jean-Dominique Klein, ses enfants et leurs conjoints, ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants

vous font part du rappel à Dieu de

Mme Henri KLEIN
née Monique Dubois,

endormie dans la Paix du Seigneur le 27 janvier 2026, dans sa 100^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février 2026, à 10h30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce-de-Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris (16^e), suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité familiale.

Elle a rejoint son époux, M. Henri Klein, décédé le 24 octobre 2010, et son petit-fils Nicolas.

La famille tient à remercier l'ensemble du personnel de l'Ehpad de Ploubalay pour sa gentillesse et sa bienveillance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Danièle Comte Küss, son épouse,

Delphine et Jean-Philippe Küss, ses enfants,

Georges, Alena et Constance, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Loup et Catherine Gandois, leurs enfants et petits-enfants, Bertrand Testard et son fils, Gilles Testard et son fils

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de leur tante et grand-tante, le mardi 3 février 2026.

La cérémonie d'obsèques aura lieu en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris (16^e), le samedi 7 février, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Biot (Alpes-Maritimes), dans le caveau familial, auprès de ses fils, Thierry et Philippe.

Mme Hugues de Hédouville, née Béatrice de Ricaumont, son épouse,

Hélène de Hédouville, Patrick de Hédouville (†), Bertrand et Bénédicte de Hédouville, Antoine et Marie-Laure de Château-Thierry, ses enfants,

Thibault, Mathilde et Firmin Lamy, Louis, Israël, Baudouin et Anaïs, Diane, ses petits-enfants,

Foucauld, Calixte, ses arrière-petits-fils, ont la douleur de faire part du rappel à Dieu du

général de brigade (2S) Hugues de HÉDOUVILLE commandeur de la Légion d'honneur, Saint-Cyr, promotion Maréchal Bugeaud,

le 1^{er} février 2026, à Paris, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (7^e), le vendredi 6 février, à 11 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Romans (Deux-Sèvres), dans l'intimité familiale.

Le gouverneur des Invalides, le directeur, les pensionnaires, et les bénévoles de

l'Institution nationale des Invalides

font part avec tristesse du décès de

général de brigade (2S) Hugues de HÉDOUVILLE pensionnaire à l'Institution nationale des Invalides, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite, croix de la Valeur militaire avec palme.

Ils lui feront leurs adieux le vendredi 6 février 2026, à 11 heures, en la cathédrale Saint-Louis des Invalides, Paris (7^e).

Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine).

Danièle Comte Küss, son épouse,

Delphine et Jean-Philippe Küss, ses enfants,

Georges, Alena et Constance, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre KÜSS

survenu le 1^{er} février 2026.

Le service religieux sera célébré en l'église protestante unie de l'Etoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris (17^e), le vendredi 6 février 2026, à 11 heures.

Pas de fleurs souhaitées, mais une boîte à dons destinée à l'association Chiens guides d'aveugles Ile-de-France.

La famille remercie l'ensemble du personnel de l'hôpital Foch de Suresnes, pour son dévouement et sa bienveillance.

Clamart (Hauts-de-Seine).

M. et Mme Matthieu Gast, son fils et sa belle-fille, ses petits-enfants, ainsi que toute sa famille

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Colette GAST née Dulong,

survenu à l'âge de 94 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce mercredi 4 février 2026, à 14h30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, à Clamart, suivie de l'inhumation.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Marie-Victoire Balaresque de Vallande, son épouse,

Jérôme Goldet, Thomas et Aude Goldet, ses fils et sa belle-fille,

Alvaro, Romàn, Zacharie et Achille, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Olivier GOLDET

le samedi 31 janvier 2026.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 6 février 2026, à 16 heures, en la basilique Notre-Dame de Boulogne (Hauts-de-Seine).

La Haye-du-Puits, Réville, Saint-Vaast-la-Hougue, Cherbourg (Manche).

Jean-Paul Klimezac, son mari,

Sylviane et Jean-Luc Aumonier-Landuzière, sa sœur et son beau-frère, Pierre et Denise Landuzière (†), ses parents, Odile Robert, sa fidèle amie,

ont la douleur de vous faire part du décès soudain de

Mme Varance LANDUZIÈRE

survenu le 1^{er} février 2026.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février, à 14h30, en l'église de Morsaline, suivie de l'inhumation au cimetière de Morsaline.

Le comte et la comtesse Hubert du Mesnil du Buisson, M. et Mme Patrick Raphard, le comte et la comtesse Alain de Quénétain, le comte et la comtesse Bertrand du Mesnil du Buisson, le vicomte et la vicomtesse Arnaud de Cambourg, ses enfants,

Guillaume et Hortense du Mesnil du Buisson, Mathilde et Cyrille de Gourcy, Florian et Bernadette du Mesnil du Buisson, Anne-Charlotte et Thomas Resillot, Aymeric Raphard, Alexis et Cléopâtre de Quénétain, Stanislas et Marine de Quénétain, Marie-Clémentine et Vladimir Aubin, Claire et Mada Brunse, Mathieu et Kate du Mesnil du Buisson, Romain et Aida du Mesnil du Buisson, Camille et Johann Van Den Hende, Victor et Marion du Mesnil du Buisson, Caroline et Grégoire Jarzaguet, Marine et Pierre de Mouscheron, Louise de Cambourg, Jean-Baptiste de Cambourg, ses petits-enfants,

ont la tristesse de vous faire part du rappel à Dieu de

Gérard ZAGAMÉ

le vendredi 30 janvier 2026, à l'âge de 96 ans, muni des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 février, à 14h30, en l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}).

Amiens.

Les obsèques religieuses de

M. Joël LECLERCQ
fondateur et président du groupe Cipelia,

décédé à l'âge de 81 ans,

auront lieu le vendredi 6 février 2026, à 11 heures, en la cathédrale Notre-Dame, à Amiens.

L'inhumation se déroulera au cimetière ancien de Saint-Acheul dans l'intimité familiale.

La bénédiction tiendra lieu de condoléances.

De la part de :

Mme Francine Leclercq, née Vast, son épouse, Laurence et Julien Reynolds, Arnaud et Nadège Leclercq, ses enfants, Henry, Marie, Augustin, Eugène, ses petits-enfants, et toute sa famille.

Les éditions du Figaro En vente actuellement

LE FIGARO étudiant

CLASSEMENTS EXCLUSIFS

- CLASSES PRÉPARATOIRES - ÉCOLES DE COMMERCE - ÉCOLES D'INGÉNIEURS - UNIVERSITÉS - ARTS

LE FIGARO santé

LES DANGERS DU SUCRE

Diabète, hypertension, surpoids, addiction...

NUTRITION **ALCOOL** **DUPLAIS**

ÊTRE SOI **DOULEUR** **LES SOLUTIONS**

NUMÉRO EXCEPTIONNEL

LE FIGARO Jeux

MULTI-JEUX 1826-2026

200 ANS D'HISTOIRE DU FIGARO

PERSONNAGES CÉLÉBRES, ÉCRIVAINS, ARTISTES, ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES...

MOTS MÉLÉS MOTS FLÉCHÉS MOTS CODÉS MOTS CROISÉS QUIZ

200 FIGARO

100 "UNES" POUR 200 ANS D'HISTOIRE

PAR CAMILLE LESTIENNE

Rendez hommage à vos proches

Publiez une annonce de deuil dans le Carnet du Jour.

carnetdujour@media.figaro.fr - 01 56 52 27 27

Je refuse que le pardon soit l'unique visage du courage

» Lire aussi PAGE 9

Il y a un peu plus d'un an maintenant, le 8 novembre 2024, face à une autre cour d'assises spécialement composée, j'ai déjà tenu ce rôle de partie civile en qualité de sœur de Samuel Paty. Ainsi la justice estime qu'on a peut-être aussi notre mot à dire dans cette histoire.

J'avais déjà expliqué à l'époque que, non, Samuel n'a pas été assassiné «pour avoir proposé de voir ou ne pas voir des caricatures» ni parce qu'en fine respecter la liberté de conscience comme il en a eu le souci serait discriminant. Ça, c'est la version de son assassin, de ses complices et de certains avocats. Comme si les ires de Chnina et de Sefrioui avaient pour but de défendre le droit de chaque musulman à voir ces foutues caricatures. Comme bien souvent, le ridicule touche au grotesque.

Samuel a été assassiné par un islamiste radicalisé, Abdoullakh Anzorov, en mal de djihad sur la base d'une diffamation réitérée et maintenue par une adolescente sans aucune morale et d'une campagne d'infamie sur internet menée par des islamistes réclamant ni plus ni moins sa tête.

La décision du passage à l'acte d'Anzorov n'est pas une décision morale autonome mais hétéronome, soufflée à la fois par l'autorité militante et savante de Sefrioui et par le symbole communautaire victime de Chnina. Il devient l'exécutant d'un devoir religieux dont les conséquences sont imputables aux donneurs d'ordre. C'est bien l'islamisme qui est en cause, et non des caricatures ni la liberté d'expression et encore moins la laïcité. L'attentat contre mon frère a juste mis au grand jour la porosité entre l'entrisme islamiste et le terrorisme, il n'y a pas de frontière hermétique entre les deux. Lorsqu'une fatwa ou un discours assimilé, fondé sur des références reconnues du droit islamique sunnite classique, désigne un individu comme coupable d'un crime passible de mort, il peut être analysé comme une incitation au meurtre. Ils n'ont pas eu à ordonner explicitement le crime : ils ont procédé à une désignation publique, à un cadrage de légitimation morale («blasphème»), à une déshumanisation de la cible et à une amplification militante rendant l'acte possible, légitime et prévisible.

Samuel Paty n'a pas été assassiné uniquement par Abdoullakh Anzorov, l'homme qui a enfoncé la lame. Il a été entraîné dans la boue, désigné comme une cible impure, offert en sacrifice par une campagne de haine orchestrée sciemment. Et, au cœur de cette machination, Brahim Chnina et Abdelhakim Sefrioui portent une responsabilité écrasante, que la justice a reconnue en première instance, mais qu'ils contestent en appel.

Leur rôle n'est pas anecdote, mais central, délibéré et mortel. Commençons par Brahim Chnina, ce père de famille qui a tout déclenché avec un mensonge éhonté. Sa fille, absente du cours de mon frère le 6 octobre 2020, invente une histoire de discrimination : Samuel Paty aurait fait sortir les musulmans pour montrer une caricature «du Prophète nu», les auraient humiliés. Il ne présente pas cela comme une hypothèse mais comme une certitude. Au contraire, il transforme publiquement un prétendu désaccord pédagogique en faute grave, intentionnelle, hostile à l'islam. Ce point est primordial : la peine du blasphémateur nécessite une cible moralement «impure». Il faut qualifier le «voyou» en question. La qualification est la seule forme de procès existant dans la charia. Or, le récit de Brahim Chnina la fabrique.

Il poste des vidéos sur Facebook et YouTube, nommant explicitement Samuel Paty, nommant le collège du Bois-d'Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine. Il appelle ses «frères et sœurs en islam» à se mobiliser, à porter plainte, à relayer vers le CCIF (Collectif contre l'islamophobie en France, dissois depuis pour ses liens avec l'islamisme). Ce n'est pas une plainte institutionnelle discrète : c'est une cabale virale, structurée, assumée sur les réseaux sociaux.

Chnina savait le contexte inflammable - la république des caricatures de *Charlie Hebdo* en septembre 2020 avait ravivé les tensions. Désigner un professeur comme «voyou», comme blasphémateur, dans ce climat, c'est le condamner. Et pourtant sa défense se permet de minimiser : «Ce n'était qu'un père en colère.» Non! C'était le choix délibéré de sortir l'affaire du cadre scolaire pour l'installer dans l'espace communautaire et religieux, où le blasphème est puni de mort, comme le prônent certains textes islamistes classiques et des «savants» modernes qui reconnaissent encore aujourd'hui Ibn Taymiyya comme une source d'inspiration fiable pour tous les musulmans. Rappelons que, dans son livre écrit au XIII^e siècle, *L'Epée dégainée contre celui qui insulte le Prophète*, il développe notamment la question de «l'atteinte aux sentiments des musulmans», qui ne peut être réparée, apaisée que par la mise à mort de celui qui a émis la critique.

Pire, Chnina n'agit pas seul. Il s'allie rapidement à Abdelhakim Sefrioui, qui sent le bon coup en tant qu'habitué des provocations antialaïcité. Sefrioui n'est pas un «simple tiers». C'est un professionnel. Il capte la polémique locale pour en faire une cause idéologique globale. Il accompagne Chnina au collège pour exiger des sanctions. Il diffuse une vidéo explosive : «L'islam et le Prophète insultés dans un collège public. Le vrai séparatisme.» La requalification est en marche. Sefrioui isole ainsi mon frère. Il traite, lui aussi, mon frère de «voyou» et le présente comme un ennemi du «sacré». Sefrioui n'est pas le «porte-parole des sans voix». Il utilise l'histoire mensongère de Chnina pour construire une structure militante. L'argument de la défense consistant à dire «je ne suis qu'un messager» est donc vidé de toute crédibilité : un message transmet un jugement de valeur religieux basé sur le blasphème, dont les conséquences dans l'islam sont claires et sues de tous. Il n'est objectivement pas concevable qu'un individu comme Sefrioui, ayant vécu dans un pays à majorité musulmane et tenu une librairie islamiste, ne connaisse pas ces mécaniques de lynching ni leurs conséquences. Une accusation d'insulte au Prophète ne nécessite pas nécessairement de preuve ou de procès pour faire l'objet d'une vindicte populaire et d'une mise à mort.

Ensemble, Chnina et Sefrioui ont tissé une toile mortelle. Ils ont déshumanisé mon frère : il n'était plus un professeur dévoué, un père de famille, mais un «insulteur du Prophète», un être nuisible, dispensable

Sefrioui apporte une légitimation externe, auto-proclamée sans mandat comme autorité religieuse. Il sait - mieux que quiconque - les conséquences dans les milieux radicaux : le blasphémateur doit mourir, ici-bas, pour venger le Prophète. Il sait que, dans les croyances islamiques, il y a une culpabilisation éternelle pour ceux qui ne combattent pas les impies. Il sait que tout musulman touché par son discours se sentira coupable et cherchera d'une manière ou d'une autre à accomplir sa part de devoir. La seule réaction acceptable est de le soutenir dans l'élimination sociale pour certains et physique pour d'autres.

En première instance, la cour l'a condamné à 15 ans de réclusion pour association de malfaiteurs terroristes, reconnaissant qu'il a «désigné Samuel Paty comme cible» et contribué à l'activation des menaces. Pourtant, en appel, sa défense persiste : «Il n'a eu aucun contact avec Anzorov», «il ne réclamait qu'une sanction administrative.» Faux-semblants! Sefrioui n'a pas besoin de contacter l'assassin directement, et le désaccord pédagogique avec Samuel dont il se revendique aurait dû effectivement rester pédagogique plutôt que de déplacer la grille d'analyse vers une offense à l'islam.

Ensemble, Chnina et Sefrioui ont tissé une toile mortelle. Ils ont déshumanisé mon frère : il n'était plus un professeur dévoué, un père de famille, mais un «insulteur du Prophète», un être nuisible, dispensable. Les études sur la déshumanisation montrent comment cela facilite la violence : la cible devient une catégorie morale hostile, justifiant l'acte. Anzorov, un jeune Tchétchène radicalisé, capte ce récit via les réseaux. Il voit la validation par un «père qui se plaint» (Chnina) et un «savant militaire» (Sefrioui). Cela lève ses inhibitions potentielles : le meurtre n'est plus un crime, mais un devoir divin, rédempteur. Sans leur campagne, qui a alimenté la meute, Anzorov n'aurait pas trouvé sa cible si facilement. Leur rôle n'est en aucun cas secondaire : il est causal.

La justice l'a compris : en décembre 2024, la cour d'assises spéciale les a condamnés pour avoir créé les conditions d'un attentat prévisible. Chnina : 13 ans. Sefrioui : 15 ans. Mais ils font appel, aux côtés de Naim Boudaoud et Azim Epsirkhanov (les amis et complices d'Anzorov, condamnés à 16 ans chacun). La défense de Sefrioui a même voulu faire citer comme témoins Éric Dupond-Moretti et Laurent Nuñez pour contester la qualification terroriste et crier au «prisonnier politique». Quelle indécence! Ils parlent de «lien artificiel» avec Anzorov, de «non-sens juridique». Mais les faits sont têtus : sans leur action concertée, pas de viralité, pas de légitimation morale, pas de passage à l'acte. C'est une «fatwa numérique», comme l'ont qualifiée les observateurs - une incitation indirecte mais explicite au meurtre, une complicité morale et pénale évidente.

Et aujourd'hui, en plein appel, leur stratégie reste la même : minimiser, victimiser, politiser. Sefrioui clame être «en dehors de la chaîne causale», Chnina se pose en père protecteur. Ils ont pourtant formé une alliance pour amplifier la haine. Leur campagne s'inscrit dans une stratégie limpide, dans un discours islamiste plus large, où insulter le Prophète mérite la mort pour les radicaux. Ils connaissaient les risques et ont choisi d'agir en conscience et en connaissance de cause.

Cet appel est une nouvelle épreuve pour nous, la famille. Mais c'est aussi l'occasion de le réaffirmer : la République ne pliera pas. Chnina et Sefrioui ne sont pas des victimes. Ils sont les instigateurs d'une mécanique qui a coûté la vie à mon frère : 17 coups de couteau, une décapitation barbare. Tant qu'ils refuseront d'assumer, tant que leurs avocats joueront la carte de l'acquittement, le danger persistera.

J'aurais préféré ne pas me retrouver là une seconde fois. Alors, évidemment, je ne vais pas vous jouer la carte de l'étonnement, puisque le premier procès n'avait pas commencé que l'annonce de cet appel avait déjà été formulée.

Certains avocats, notamment ceux de Sefrioui, avancent que leurs clients sont de pauvres et pures victimes, déjà condamnées avant tout procès.

Ils tentent de réécrire l'histoire à travers un récit digne des plus grands scénarios victimes si caractéristiques de l'islam politique et radical. Et, comble de l'abjection, j'entends dire - en désespoir de cause - que l'ultra-violence de la décapitation de mon frère et l'émotion qu'elle a suscitée seraient à l'origine du premier verdict.

L'inversion des responsabilités : c'est là, encore, l'une des autres spécificités de la parole islamiste. Celui qui meurt est le coupable comme celui qui tue est la victime.

Ce n'est pas non plus la liberté d'expression des musulmans de France qui est en procès, tout simplement parce qu'il n'y a pas de liberté octroyée aux uns et pas aux autres. La liberté d'expression n'est pas un bouclier pour diffuser de fausses informations, désigner implicitement une personne à la vindicte populaire et contribuer à une campagne de haine qui finit par armer le bras d'un terroriste. Ils n'ont pas critiqué les idées, ils ont qualifié Samuel Paty. La diffamation n'est pas une opinion, c'est une action.

Finalement, si on comprend bien, on est tous là à leur demande, quelle que soit l'issue du procès, pour créer des précédents, défier l'autorité judiciaire, faire hésiter la République afin qu'elle négocie sur ses propres principes, et enfin envoyer un message politique et communautaire.

Alors nous voilà un an après : tout ce qui a été dit en première instance ne compte pas, un coup dans l'eau, un coût pourtant. Je voudrais dire à la justice qu'il est difficile d'exiger encore des victimes une dignité surhumaine, une douleur sans cri, sans haine, une retenue rassurante pour le bon fonctionnement de la société. Ce qu'il est encore plus difficile à accepter pour moi, c'est cette clémence mal placée, les fameuses circonstances atténuantes qui par magie viennent rendre un crime plus *compréhensible* et donc moins puni. Demander des peines hautes, ce n'est pas dire que la barbarie a eu raison de notre humanité, ce n'est pas non plus abolir l'État de droit : c'est exiger que le droit protège et c'est la première vertu qu'on exige de la justice. Si les condamnations ne sont pas formulées pour fournir une forme de réparation aux victimes, un lot de consolation, croyez-moi, les faibles condamnations participent pourtant à leur causer du tort et à la société tout entière. Oui, j'en appelle à la cohérence, on juge la part d'inhumain d'un individu. Son âge, sa maladie, sa part de «bien» ne peuvent pas être des éléments à décharge quand on parle de la mort d'un homme. À trop demander à des endeuillés de comprendre ne finit-on pas par créer les conditions mêmes de la désobéissance? Je refuse le marché qui m'impose que le pardon soit l'unique visage du courage. Ma colère n'est pas vengeance, elle est exigence. Exigence de lucidité, de vérité et de justice à la hauteur des faits. Alors oui, je vous sollicite pour briser les maillons de la chaîne du terrorisme. Dans la chaîne du terrorisme, chaque maillon est un acteur indispensable. Sans celui qui ment, celui qui amplifie, celui qui déshumanise, celui qui doxe, celui qui appelle à la vengeance, le meurtre n'aurait jamais lieu.

Parce que cette chaîne, on la retrouve dans d'autres drames. L'écrivain égyptien Farag Foda, assassiné en 1992, en est une illustration tragique. Lui aussi avait critiqué l'islam politique avec lucidité et courage. Lui aussi avait été accusé d'insulter la religion. Des prédateurs l'avaient publiquement désigné comme apostat, d'autres avaient appelé à sa mort. Quand son assassin a été jugé, le juge lui a demandé pourquoi il avait tué Farag Foda.

L'homme a répondu : «Parce qu'il insultait l'islam.» Le juge a alors demandé : «Qu'a-t-il écrit?» Et le meurtrier a répondu simplement : «Je ne sais pas, je ne sais pas lire.» Tout était dit. Entre le mot et le meurtre, la chaîne avait fait son œuvre.

Et tant qu'on refusera de la voir, elle continuera de se refermer, encore et encore, sur ceux qui osent penser et dire. La liberté de penser ne tuera jamais personne. Ce sont ceux qui veulent la faire taire qui, toujours, finissent par tuer.

L'islam qualifie la mise à mort du blasphémateur de service rendu au coupable, puisque toute sanction ici-bas réduit sa sanction dans l'au-delà. Je vous implore donc de leur rendre le même service en les condamnant lourdement sur terre. ■

MICKAËLLE PATY

Auditionnée en tant que partie civile au procès en appel de l'assassinat de Samuel Paty, sa sœur a livré un réquisitoire implacable sur le rôle du prédicateur islamiste Abdelhakim Sefrioui et celui de Brahim Chnina dans la cabale qui a mené à l'assassinat du professeur. Nous en publions le texte en intégralité.



FABIEN CLAIREFOND

Au pays des « hikikomoris », qui refusent de voir la réalité de notre système social

CHRONIQUE
Bertille Bayart



Le gouvernement ou la « Star Académie », même combat : un enfermement de plus de trois mois et demi. Le premier est entré dans son long tunnel budgétaire mi-octobre, en même temps que les candidats du télécrochet de TF1 intégraient leur château. Pour les uns et les autres, « l'aventure » - selon le terme consacré par les émissions de téléréalité - prend fin cette semaine. La sortie, enfin.

Maintenant qu'ils sont dehors, après l'échec, lundi, des ultimes motions de censure répondant à l'utilisation du 49.3, les ministres s'emploient à défendre leur travail. « Il y a un décalage très fort entre ce qui a été dit sur ce budget et ce qu'il y a vraiment dedans », affirme la ministre des Comptes publics, Amélie de Montchalin.

En réalité, l'enjeu n'est pas tant de regarder ce qu'il y a dans ce budget que ce qui n'y est pas. Il y manque en effet l'amorce des réformes structurelles qui, seules, permettront d'espérer un redressement durable des comptes publics et une économie performante.

Il faudra bien en passer par là, pourtant. C'est ce qu'expliquait, dans nos colonnes, mardi, le patron de Bpifrance, Nicolas Dufourcq. « Une longue période d'efforts nous attend », écrit-il, promettant à la France une décennie de nécessaire austérité, « dix ans pendant lesquels il ne faudra plus demander l'impossible à l'État ».

Le budget 2026 qui vient d'être adopté, dans les circonstances politiques que l'on sait, ne fait guère de cas de cette perspective inéluctable. C'est une démonstration XXL pour le travail du sociologue Gérald Bronner, qui dissèque l'incapacité contemporaine à se projeter dans l'avenir, au profit d'un présent qui « cannibalise le réel ». La classe politique a refusé de se frotter au réel. Elle a produit un budget « hikikomori », du nom donné aux jeunes gens qui, dans le Japon des années 1980, « face aux injonctions qui leur étaient faites de réussir dans le système scolaire et confrontés à la première grande crise économique majeure que le Japon ait rencontrée après la Seconde Guerre mon-

diale, renonçaient peu à peu à sortir de leur chambre », écrit Bronner dans la revue *Polytechnique Insights*.

Contourner le réel, s'accrocher à des rituels, c'est bien de cela qu'il est question dans la copie budgétaire. L'exemple le plus frappant de cette attitude de fuite, c'est l'augmentation de la prime d'activité, concédée à la toute fin des débats au Parti socialiste, qui coûtera environ 2 milliards d'euros par an. C'est un double aveu d'échec. L'échec, d'abord, à concevoir une mesure de pouvoir d'achat hors de la dépense publique. « La France devient une vaste pompe aspirante et redistributive », écrivait dans nos colonnes le mois dernier Astrid Panosyan-Bouvet, l'ancienne ministre du Travail des gouvernements Barnier et Bayrou, « nous persistons à croire que la hausse du niveau de vie passe avant tout par la redistribution ». La prime d'activité accorde un complément de revenus à 4,8 millions de foyers, soit 9 millions de personnes qui touchent chaque mois un chèque de l'État. Ils gonflent les effectifs d'un pays plus ou moins fonctionnarisé. Nicolas Dufourcq a fait le calcul : 53 % des Français de plus de 18 ans vivent majoritairement de la redistribution (fonctions publiques, retraités et autres bénéficiaires des transferts sociaux).

C'est aussi un échec pour le débat nourri, stimulant, qui a eu lieu pendant près de trois ans sur le thème du travail qui ne paie pas assez. Fin 2023, la première ministre de l'époque, Élisabeth Borne, avait commandé un rapport à deux économistes, Antoine Bozio et Étienne Wasmer, sur ce thème. Objectif : en finir avec la trappe à bas salaires qui bloque des millions de Français en bas de l'échelle des revenus, là où se concentrent les allégements de cotisations pour les employeurs et les subventions à l'emploi par la prime d'activité. Là où l'employeur doit débourser 440 euros pour que son salarié touche, en net, 100 euros de plus par mois. Quelques mois plus tard, Gabriel Attal, dans son discours de politique générale, mettait un mot sur cette ambition : il fallait « désmicardiser » la France. Fin 2024, Antoine Foucher, ancien

directeur de cabinet d'Élisabeth Borne au ministère du Travail, publiait *Sortir du travail qui ne paie plus* (Éditions de l'Aube). Tous ces travaux ont suscité de multiples réflexions : sur l'étendue et la course folle des prestations sociales, sur la préférence pour les bas salaires exprimée par la mécanique des allégements de charges, et sur le financement de la dépense sociale, concentrée sur les actifs.

Tout ça pour ça ! Pour perpétuer la fuite en avant, et faire comme si le mur n'approchait pas. Signer un chèque, ne rien changer au modèle, le croire éternel. Bref, se comporter comme les shifters de Gérald Bronner, qui rêvent éveillés et se projettent mentalement dans des univers imaginés, alternatifs.

Il faut espérer que cette attitude d'évitement résulte seulement d'une configuration politique particulière, d'une paralysie provoquée par la fragmentation de l'échiquier dans une atmosphère de crépuscule du quinquennat finissant. La campagne de 2027 relancera le débat sur la dépense sociale et sur son financement. À Bercy, pas démoralisée par ses trois mois et demi de débat budgétaire, la ministre Amélie de Montchalin ne désarme pas. Elle veut « rouvrir le sujet de l'équité intergénérationnelle », déclarait-elle dans le *Figaro*, fin janvier. « Les actifs tiennent le pays. Sans lancer de guerre des générations, je voudrais rééquilibrer notre cadre fiscal et social en leur faveur. » Cela commence par un travail d'analyse systématique : il faudra que toutes les grandes statistiques agrégées sur le pouvoir d'achat, le niveau de vie, ou le patrimoine différencient les situations entre les actifs et les retraités. Et une revue de l'ensemble du code fiscal a été lancée pour identifier tous les dispositifs qui comportent un critère d'âge, le plus souvent avantageux pour les seniors (comme le crédit d'impôt pour les services à la personne, la taxe foncière, et bien sûr l'abattement de 10 % sur l'impôt sur le revenu), indépendamment de leur situation financière et de leur état de santé. Un premier pas vers le retour au réel, et vers la réouverture du champ des possibles politique. ■

Quand la disparition des bars-tabacs nourrit le vote RN

ANALYSE
Eugénie Boilat



Au comptoir du bar ou sur les tables jouxtant les présentoirs pour journaux, on prend des nouvelles des amis et de la famille, on rit puis on s'accroche, on parle politique, on regarde du sport et, si l'envie nous prend, on s'adonne volontiers à des paris sportifs. En clair, on passe des moments avec les autres et au milieu des autres. Lorsque ces lieux disparaissent, reste donc un vide. À l'instar des boîtes de nuit et des bistrots, les bars-tabacs - espaces mythiques d'une France où l'on se retrouve à toute heure pour faire une pause dans sa journée de travail - ont progressivement fermé leurs portes depuis des décennies.

Dans un pays qui s'archipelise, ils sont près de 18 000 à avoir disparu entre 2002 et 2022. Or, d'après Hugo Subtil, chercheur en sciences politiques à l'université de Zurich, cette disparition n'est pas sans lien avec la montée du vote pour le Rassemblement national, indépendamment des autres problématiques plus souvent avancées telles que l'immigration locale ou le chômage.

Dans son étude parue le 30 janvier pour le Centre pour la recherche économique et ses applications (« Quand les bars-tabacs ferment. L'érosion du lien social local et la progression du vote d'extrême droite en France »), le chercheur a étudié les chiffres de ces fermetures massives à la lumière des résultats aux élections législatives et présidentielles sur les vingt-cinq dernières années. Il en tire un constat clair : la disparition de ces établissements contribue significativement à la montée du vote RN.

Si évidemment, elles sont loin d'en être l'unique cause, ces fermetures fonctionnent comme des accélérateurs de la « désagrégation du tissu social local ». Bien sûr, il n'existe pas de lien magique entre les rideaux baissés et la multiplication des bulletins RN dans les urnes : c'est bien l'amonceille-

ment quelque peu chaotique des conséquences de ces portes closes qui explique ce vote. Pôle-môme : « La raréfaction des interactions ordinaires, l'appauvrissement de la parole collective, la cristallisation progressive d'un récit de déclin qui finit par trouver son expression électorale. »

Comprendre : il n'est évidemment pas neutre de voir des milliers de lieux conviviaux disparaître, car, en modifiant durablement les conditions de la vie collective, on agit sur « la manière dont les citoyens se perçoivent, interagissent et se rapportent aux institutions ». Le mécanisme est progressif : la fermeture supprime un espace de rencontre, l'absence de rencontre affaiblit les liens locaux, et cet effritement social finit par trouver son expression dans le vote RN.

Les conséquences ne sont d'ailleurs pas immédiates, mais font leur apparition avec le temps : « À la première élection post-fermeture, l'effet est quasi nul. Il croît ensuite régulièrement : + 0,23 point après cinq ans, + 0,67 après dix ans, + 0,92 après quinze ans, et + 1,28 point après vingt ans. Pour les présidentielles, l'effet atteint + 1,38 point », note le chercheur qui montre qu'à l'inverse, l'ouverture de ces commerces est associée à une baisse du vote RN. « À la première élection post-ouverture, l'effet est modeste : - 0,20 point de pourcentage. Il s'amplifie ensuite régulièrement pour atteindre - 1,25 point après vingt ans pour les législatives », démontre l'étude.

Aucune autre fermeture de commerces ne produit de tels résultats, précise le chercheur qui a analysé, avec la même méthodologie, la fermeture des boulangeries. Dans ces dernières, on passe, on achète son pain et on ne discute que quelques secondes ou quelques minutes. Lorsque ces commerces disparaissent, cela crée essentiellement une difficulté pratique, associée à un sentiment plus large d'abandon. En effet, elles sont souvent le symptôme supplémentaire du déclin d'un territoire, là où la fermeture du bar-tabac marque un

tournant. Et les effets de la disparition des bars-tabacs sont deux fois plus importants dans les communes rurales où l'État et ses services publics se sont progressivement retirés et où les commerces mettent un à un la clé sous la porte.

Mais pourquoi les Français confrontés à la disparition de leur habituel lieu d'échange se tournent-ils vers le parti de Marine Le Pen ? Car ce dernier a su capter l'attention des électeurs sur ce sujet, pointe l'auteur de l'étude qui a analysé les millions d'interventions parlementaires qui ont eu lieu entre 2007 et 2024. Ce n'est pas que le RN parle davantage de ces disparitions, c'est qu'il en parle différemment et construit un véritable récit autour de ce phénomène.

Là où les autres partis parlent de manière plus « technique » de cette problématique, le RN utilise un vocabulaire davantage « symbolique », en parlant par exemple de la « France oubliée ». « Quand les partis de gouvernement évoquent les buralistes, ils le font dans un registre technique : fiscalité, réglementation, santé publique. Le RN, au contraire, relève ces questions à un récit de déclin territorial », note Hugo Subtil, qui conclut : « Le RN convertit ces fermetures en preuve d'un abandon : ce qui structure la vie quotidienne des territoires populaires disparaît sans que personne ne s'en émeuve. » ■



le club
LE FIGARO
Culture

Ce soir à 22h sur
Le Figaro TV, présenté par
Jean-Christophe Buisson

LE FIGARO

Dassault Médias

(actionnaire à plus de 95 %)

23-25, rue de Provence

75009 Paris

Président-directeur général

Eric Trappier

Administrateurs

Thierry Dassault,

Olivier Costa de Beauregard,

Benoît Habert,

Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS

(société éditrice)

23-25, rue de Provence

75009 Paris

Président

Eric Trappier

Directeur général,

directeur de la publication

Marc Feuillée

Directeur des rédactions

Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction

Vincent Trémolet de Villiers

Directeurs adjoints de la rédaction

Gaëtan de Capèle (Économie),

Laurence de Charette

(pôle audiovisuel), Anne-Sophie

von Claer (Style, Art de vivre, F),

Philippe Gélie (International),

Anne Huet-Wuillème (Édition,

Photo, Révision, DA),

Jacques-Olivier Martin (directeur

de la rédaction du Figaro.fr),

Étienne de Montety (Figaro

Littéraire), Yves Théard

(Enquêtes, Opérations spéciales,

Sports, Sciences, Culture,

Télévision).

Rédacteur en chef

Frédéric Picard (Web)

Directeur

du pôle news

Bertrand Glé

Éditeurs

Robert Mergui

Anne Pican

FIGAROMEDIAS

23-25, rue de Provence, 75009 Paris

Tél. : 01 56 52 20 00

Fax : 01 56 52 23 07

Président-directeur général

Aurore Domont

Direction, administration, rédaction

75009 Paris

Tél. : 01 57 08 50 00

direction.redaction@lefigaro.fr

Impression : L'imprimerie, 79, rue de Roissy

93290 Tremblay-en-France

Midi Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

ISSN 0182-5852

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner

Lundi au vendredi de 7h 30 à 18h

Sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70 ou à abo@client.lefigaro.fr

Gérez votre abonnement sur www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine

Club Prestige : 599 €. Club : 509 €. Semaine : 445 €.

Week-end Prestige : 464 €. Week-end : 389 €.

Imprimé sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'Ecocerté européen

sous le numéro FI/011/001. Eutrophisation : Ptot 0.002 kg/tonne de papier.



ACPM
LA VALEUR DES MÉDIAS

Le journal se compose de :

VOITRE DÉPUTÉ EST-IL TOXIQUE ?



Pour le savoir, il suffit de regarder si il ou elle a bien signé la proposition de loi «Génération sans tabac». Cette mesure vise à mettre fin à la vente des produits du tabac pour tous ceux nés après 2014 afin de libérer les futures générations de cette addiction mortifère. Actuellement, seuls 28 députés sur 577 la soutiennent.



Découvrez
le détail
des votes sur
contre-feu.org

LE FIGARO économie



HABILLEMENT
UN MAGASIN SUR CINQ
A MIS LA CLÉ SOUS LA PORTE
DEPUIS 2019 **PAGE 24**

DISNEY
LES DÉFIS DE JOSH D'AMARO,
SUCCESEUR DE BOB IGER À LA TÊTE
DU GÉANT DU DIVERTISSEMENT **PAGE 25**



L'épargne des Français aiguise les appétits

Les ménages n'ont jamais autant mis de côté et la bataille fait rage entre banques, assureurs et conseillers en gestion pour capter ce pactole de 6500 milliards d'euros.

Dans la catégorie fourmis, les ménages français comptent parmi les champions d'Europe. Inquiets par l'incertitude ambiante, tant politique qu'économique, et pour leur retraite, ils épargnent plus que leurs voisins. Leur pactole dépasse désormais 6500 milliards

d'euros, soit plus du double que le PIB annuel du pays. Les banques gèrent les deux tiers de ce colossal bas de laine. Mais la concurrence est rude pour capter ces milliards, d'autant plus que la gestion de patrimoine est une activité très rentable. Les assu-

reurs, bien sûr, sont de la partie, mais de nouveaux acteurs émergent. Les mutuelles, de plus en plus, tentent de gérer l'épargne de leurs clients en proposant de nouveaux produits. Contrairement à une idée reçue, cette épargne n'est pas de l'ar-

gent qui dort. Certes, il n'est pas fléché selon les priorités du gouvernement pour financer les grands défis à venir, mais Philippe Crevel, le directeur du Cercle de l'épargne, assure que «les économies des ménages sont un atout pour le pays».

→ POURQUOI L'HEXAGONE FAIT DÉSORMAIS PARTIE DES CHAMPIONS EUROPÉENS
→ PHILIPPE CREVEL : «LES ÉCONOMIES DES MÉNAGES SONT UN ATOUT POUR LE PAYS» **PAGES 22 ET 23**

MAGALI COHEN/HANS LUCAS : CHRIS PIZZELLO/INVISION/AP : MARVIN JOSEPH / THE WASHINGTON POST VIA GETTY IMAGES : IMAGO/HALFPOINT IMAGES VIA REUTERS



IA dans l'espace : le nouveau projet fou d'Elon Musk

L'homme d'affaires américain veut marier SpaceX et sa start-up xAI. La nouvelle société sera ensuite introduite à Wall Street pour une valeur estimée à 1250 milliards de dollars, un record absolu. Objectif : déployer des data centers dans l'espace.

PAGE 23

le **PLUS** du FIGARO ÉCO

DISTRIBUTION

La crise existentielle de Nature & Découvertes

PAGE 24

LA SÉANCE

DU MARDI 03 FÉVRIER 2026

	CAC 40	8179,50	-0,02%
	DOW JONES	49197,29	-0,43%
	ONCE D'OR	4500,00	(4325,00)
	PÉTROLE (Brent)	66,940	(66,800)
	EUROSTOXX50	5989,92	-0,29%
	FOOTSEE	10314,59	-0,26%
	NASDAQ	25323,69	-1,61%
	NIKKEI	54720,66	+3,92%

L'HISTOIRE

L'Allemagne a la main-d'œuvre la plus âgée d'Europe

Le chiffre est frappant : en Allemagne, un actif sur quatre a entre 55 et 64 ans. La statistique officielle de l'institut Destatis publiée mardi précise que cette tranche d'âge représente 10 millions de personnes sur les 41 millions formant la population active de la première puissance économique européenne. Cette proportion de 24 % de seniors constitue un record dans l'Union européenne, où la moyenne se situe à 20 %. Les Italiens et les Bulgares suivent dans le classement, tandis que Malte, le Luxembourg et la Pologne ont la population active la plus jeune de l'UE. En toute logique, Destatis explique le phénomène par le «vieillissement croissant de la population» et un départ «de plus en plus tardif» à la retraite. En Allemagne, l'âge moyen de départ à la retraite est

actuellement de 64 ans et 8 mois, et le seuil légal sera progressivement porté à 67 ans d'ici 2029. Face à un marché de l'emploi en berne dans une économie en crise, le chancelier Friedrich Merz veut maintenir les aînés plus longtemps au travail. L'aile libérale de son parti, la CDU, pousse même pour relever le seuil de 67 à 70 ans et supprimer les incitations de départ anticipé à 63 ans. Les syndicats et l'opposition sont hostiles à ces propositions.

Le vieillissement de la population est tel que «sur les cinq prochaines années», en plus du manque de travailleurs qualifiés,

Andrea Nahles, la présidente de l'Agence fédérale pour l'emploi, prévoit que «le recul de la population active disponible sera un enjeu plus important que le chômage».

F.N.L (AVEC AFP)



Éolien : Bruxelles ouvre une enquête sur le géant chinois Goldwind

Le secteur du photovoltaïque reste dans toutes les têtes des décideurs européens. Les acteurs du Vieux Continent, pionniers dans le domaine, ont quasiment tous disparu, dans un marché désormais largement dominé par les entreprises chinoises. L'objectif est que la situation ne se répète pas dans le secteur des éoliennes marines. C'est avec cet objectif en tête que la Commission européenne a annoncé mardi avoir ouvert une enquête approfondie sur le géant chinois des turbines Goldwind.

Bruxelles craint que les importantes subventions accordées par Pékin au groupe «nuisent à la concurrence» dans le secteur éolien. Pionnier du secteur en Chine, Goldwind a été créé dans les années 1980. Il a pleinement profité du développement à outrance de l'éolien en Chine au début des années 2000. Aujourd'hui, c'est le premier fabricant de turbines dans le monde. Et les acteurs chinois

dominent largement ce marché, puisque six des sept premiers fabricants mondiaux d'éoliennes sont chinois et qu'environ 44 % des capacités éoliennes dans le monde ont été installées en Chine.

Ce développement à outrance a été possible grâce à un soutien financier très important de la part des autorités chinoises. Un rapport de l'OCDE sorti en janvier 2025 montrait que les fabricants chinois d'éoliennes recevaient depuis des décennies des subventions publiques nettement supérieures à celles des acteurs des pays de l'OCDE.

En avril 2024, l'Union européenne avait annoncé ouvrir une première enquête sur ce dossier. «Sur la base de cette enquête préliminaire, la Commission estime qu'il existe des indices selon lesquels Goldwind pourrait avoir bénéficié de subventions étrangères faussant le marché intérieur», estime aujourd'hui Bruxelles.

EMMANUEL EGLOFF

> FOCUS

ROBOTS-TAXIS : WAYMO LÈVE 16 MILLIARDS POUR SE LANCER À L'INTERNATIONAL

Le leader mondial des taxis sans conducteur, Waymo - filiale de Google -, a besoin de cash pour conquérir le monde. Ce pionnier de la conduite autonome a levé 16 milliards de dollars pour financer son déploiement international, portant sa valorisation à 126 milliards de dollars. «Notre priorité est désormais l'expansion mondiale», explique l'entreprise, dont les 2500 voitures sillonnent six métropoles américaines (San Francisco, Los Angeles, Austin, Phoenix, Atlanta et Miami). Elle compte se lancer «dans plus de vingt villes supplémentaires en 2026, dont Tokyo et Londres».

Waymo a fait appel à une multitude de fonds d'investissement, dont Sequoia, Mubadala, filiale du fonds souverain d'Abu Dhabi, et Temasek, le fonds souverain singapourien. Il doit faire face à de nombreux concurrents. Apollo Go, la filiale du géant chinois Baidu, prévoit elle aussi de fournir des courses de voitures sans chauffeur à Londres dès 2026 et vient de se lancer aux Émirats arabes unis. Uber, associé à Lucid, viendra même défier Waymo à San Francisco cette année. Zoox, la filiale d'Amazon, s'y aventure déjà. Sans oublier Tesla, dont les Cyber-cabs vont déferler sur les États-Unis, selon les promesses d'Elon Musk. Waymo avance que sa technologie est «désormais statistiquement supérieure à la conduite humaine». L'entreprise affirme avoir «réduit de 90 % les accidents impliquant des blessures graves» sur «127 millions de miles» parcourus. Mais, fin janvier, Waymo a été confronté à une collision entre l'un de ses véhicules et un enfant piéton légèrement blessé.

v.c.

Donald Trump enterre la hache de guerre commerciale avec l'Inde

Emmanuel Derville New Delhi

Washington réduit les droits de douane mais les négociations pour un traité de libre-échange se poursuivent.

A près des semaines de propos acerbes contre l'Inde, la nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe. Il est 22h30 à New Delhi lundi quand Donald Trump annonce sur Truth Social avoir conclu « un accord commercial » avec le géant d'Asie du Sud. Il va abaisser les taxes douanières sur les importations indiennes à 18 %. Sa déclaration tombe peu après un entretien téléphonique avec Narendra Modi.

Le pays le plus peuplé du monde était dans le viseur du milliardaire depuis l'été dernier. En août, Trump avait imposé une surtaxe de 50 % sur la plupart des marchandises indiennes exportées aux États-Unis. Objectif : tordre le bras de Modi pour le forcer à arrêter d'acheter du pétrole russe. Il n'avait pas non plus digéré que le chef du gouvernement indien ne le remercie pas pour sa médiation durant la guerre avec le Pakistan en mai 2025.

Alors pour amadouer le locataire de la Maison-Blanche, New Delhi a fait des concessions. Le pays a augmenté ses commandes de pétrole américain de 60 % au détriment de Moscou l'an dernier. Et alors que l'Inde n'achetait pas de GNL américain, les États-Unis sont devenus son deuxième fournisseur en 2025. Le déficit commercial avec l'Inde, qui agace Donald Trump, a baissé de 3,1 à 1,4 milliard de dollars par mois entre avril et octobre 2025.

Le président américain a prétendu lundi que l'Inde était même allée encore plus loin. Modi « a accepté de ne plus acheter de pétrole russe et d'en acheter beaucoup plus aux États-Unis, voire au Venezuela. Cela va aider à mettre fin à la guerre en Ukraine. (...) Ils vont aussi commencer à réduire leurs droits de douane et leurs barrières non tarifaires à zéro. Le premier ministre s'est aussi engagé à (...) commander plus de 500 milliards de dollars d'énergie, de technologies, de produits agri-



Le premier ministre indien, Narendra Modi, et le président américain, Donald Trump, dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, le 13 février 2025. JIM WATSON / AFP

coles, de charbon et bien d'autres produits».

Problème : Narendra Modi n'a confirmé qu'en partie. « Je suis ravi que nos produits "made in India" vont maintenant bénéficier de taxes réduites à 18 % », a-t-il déclaré lundi soir. Le chiffre de 500 milliards interpelle.

L'Inde importe 46 milliards de dollars

de marchandises américaines par an. « C'est un objectif à long terme fixé sans délai précis. Cela montre surtout l'ambition américaine d'approfondir les liens commerciaux bilatéraux », décrypte Kunal Kundu, analyste à la Société générale.

Les négociations entre Delhi et Washington sur un traité de libre-

échange qui durent depuis un an ne sont pas pour autant terminées. Le ministère indien du Commerce n'avait publié aucun communiqué mardi après-midi signifiant la fin des pourparlers. Une source gouvernementale indienne a précisé à l'agence Reuters que les annonces de lundi étaient « la première tranche d'un accord qui sera finalisé dans les prochains mois. L'engagement d'acheter américain concerne des secteurs comme la pharmaceutique, les télécoms, la défense, le pétrole et l'aéronautique. Il s'étalera sur plusieurs années. Nous avons proposé d'ouvrir notre marché à certains produits agricoles ».

Bourse indienne euphorique

L'abaissement des droits de douane à 18 % a été accueilli avec soulagement en Inde. Ce taux est inférieur à la plupart des concurrents asiatiques. Le Vietnam, la Chine, le Bangladesh, l'Indonésie et la Malaisie sont imposés entre 19 et 30 % environ. Les entreprises du textile et du cuir notamment, qui emploient des millions de personnes, pourront mieux rivaliser. À cause des surtaxes, leurs exportations aux États-Unis ont reculé de 6 % d'avril à novembre 2025 par rapport à l'année précédente. L'enjeu est électoral pour le parti fondamentaliste hindou de Modi, le BJP. Les entreprises du secteur sont très implantées dans le Tamil Nadu et l'Uttar Pradesh, deux régions qui élisent parmi les plus gros contingents de députés au Parlement fédéral.

Les milieux d'affaires espèrent que cet épisode marque la fin des tensions commerciales. La Bourse indienne était euphorique mardi. Le Sensex a bondi de 2,5 %. La CII, l'un des plus importants syndicats patronaux, veut croire que « les produits indiens seront plus compétitifs, ce qui dopera les créations d'emplois et les chaînes d'approvisionnement ». Et le conseiller économique du gouvernement assurait lundi soir que cela change la donne pour les flux de capitaux », un problème qui inquiète de plus en plus les autorités fédérales. Les investissements étrangers nets sont en chute libre depuis cinq ans, ils sont passés de 43 à 0,9 milliard de dollars entre 2020-2021 et 2024-2025. Pendant ce temps, le déficit commercial a grimpé de 72 à 95 milliards. La roupie dévissé depuis un an, perdant 5 % face au dollar et 20 % face à l'euro. ■

À Kiev, la lutte sans fin des techniciens pour rétablir le courant

Régis Genté Envoyé spécial à Kiev

Des équipes se relaient 7 jours sur 7 pour maintenir le réseau d'infrastructures pilonné par les frappes russes.

Le petit local technique a des airs de frigidaire, stalactites pendant au-dessus des portes et neige accumulée contre ses portes. Là, au milieu d'un ensemble d'immeubles des années 1970, dans le quartier d'Obolon à Kiev, c'est le transformateur qui a pris feu. « Ces deux dernières semaines, ici à Obolon, où il y a près de 300 000 habitants, il n'y avait que cinq, six heures d'électricité par jour, à cause des rationnements. Dès qu'elle revient, tout le monde branche ses téléphones, machines à laver, ses batteries... Le transfo n'a pas résisté », raconte Taras, le chef de la « brigade » venue le réparer, son casque DTEK - le grand électricien privé ukrainien appartenant à l'oligarque Rinat Akhmetov - sur la tête.

La petite équipe, cinq personnes, a les cernes sous les yeux et les doigts gelés. « On travaille de 8 à 20 heures, sept jours sur sept. On ne se pose pas de questions, on sait que les gens vivent un enfer », confie Taras, un des 3 900 techniciens de DTEK mobilisés pour réparer les centrales électriques, lignes haute tension et équipements divers endommagés directement ou indirectement par les frappes russes, qui s'attaquent de façon répétée au système énergétique ukrainien depuis l'automne 2022.

Un travail parfois risqué, comme en témoigne la mort de 7 employés de DTEK depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le 24 février 2022. Comme en témoigne aussi la mort, le 21 janvier, d'Oleksii Brekht, le vice-directeur d'Ukrenergo, le distributeur public d'électricité : « Il est mort électrocute alors que lui-même, bien que vice-directeur de cette très grosse société, participait à la réparation d'une sous-station endommagée.

gée par les Russes. C'est à ce jour l'infrastructure énergétique la plus attaquée au monde, les Russes ayant lancé leurs missiles et drones contre elle plus de cinquante fois. Un mois avant sa mort, il accompagnait une brigade de réparation à 3 kilomètres du front, dans la "kill zone" (zone de mort, NDLR). Mais là où c'est doublement une tragédie, c'est qu'Oleksii était le vrai cerveau de notre résilience énergétique, celui qui a conçu les stratégies pour défendre et réparer notre secteur électrique », témoigne son ami Volodymyr Koudrytski, ancien président du conseil d'administration d'Ukrenergo.

Mais en cet hiver particulièrement rude, où les températures descendent en deçà de -20 °C la nuit et ne remontent guère qu'à -7 °C ou -8 °C le jour, ce sont notamment les 3,5 millions d'habitants de Kiev qui souffrent, ainsi que ceux de la région autour de la capitale. Plus du tiers des immeubles de Kiev sont privés d'électricité et souvent de chauffage depuis la nuit du 8 au 9 janvier, où l'armée russe a frappé fort, détruisant ou endommageant nombre d'infrastructures énergétiques clés. À peine une partie de ces centrales électriques et de chauffage urbain remises en marche, les drones kamikazes Shahed et autres missiles Iskander frappaient-ils à nouveau le 21 puis le 24 janvier, et dans les jours suivants dans d'autres villes, comme Odessa ou Kharkiv. « Il n'y a plus aucune centrale électrique en Ukraine qui n'ait été attaquée par les Russes », reconnaît le nouveau ministre de l'Energie, Denys Shmygal.

La température dans les appartements de nombre de quartiers de Kiev n'est souvent plus que de 7 à 12 °C. Quand les

tuyaux n'y gèlent pas. Des « points d'invisibilité » ont été installés dans certaines cours d'immeubles, des tentes où chacun peut venir se réchauffer, boire un thé et recharger son téléphone. Le maire de la ville, Vitali Klitschko, a demandé à ses administrés de faire des réserves de produits de première nécessité au cas où l'armée russe frapperait encore dans les jours qui viennent et plongerait encore davantage le pays et sa capitale dans le noir et le froid.

« Chaque attaque a un effet désastreux, parce qu'on a à peine terminé une remise en état d'une centrale ou d'une ligne haute tension qu'il faut la réparer à nouveau »

Oleksiy Povolotskiy

Chef du bureau pour le rétablissement des infrastructures énergétiques de DTEK

« Chaque attaque a un effet désastreux, parce qu'on a à peine terminé une remise en état d'une centrale ou d'une ligne haute tension qu'il faut la réparer à nouveau. Nous manquons d'équipement pour remplacer ceux détruits ou endommagés. Les temps de commande à l'étranger, souvent de plus de neuf mois pour un transformateur, étant trop longs pour nos besoins. On doit souvent refaire un équipement à partir des pièces prises sur un autre, lui aussi endommagé », témoigne Oleksiy Povolotskiy, le chef du bureau pour le rétablissement des infrastructures énergétiques de DTEK.

Le soutien international est précieux, qu'il s'agisse des pays d'Europe de l'Est, qui fournissent de l'équipement et des pièces détachées neufs ou d'occasion, des dons de générateurs ou de chauffage d'appoint (comme ceux de la Pologne et de l'Italie, la semaine passée) ou l'achat de tout autre matériel conséquent financé par le fond UESF (Ukraine Energy Support Fund), créé par la Communauté européenne de l'énergie pour atténuer l'impact des attaques russes sur les infrastructures critiques de l'Ukraine.

Les frappes sont si constantes depuis l'automne 2022, avec quelques pauses, lorsque les discussions « de paix » de Donald Trump et de ses émissaires sont parvenues à instaurer un cessez-le-feu « énergétique », que les DTEK, Ukrenergo et quelques autres entreprises ne parviennent plus à fournir et à distribuer assez d'électricité pour le pays. Les besoins des ménages et de l'économie ukrainiens sont tombés, en ce moment, à 18 GW, mais le système électrique du pays ne parvient qu'à en produire autour de 10 GW, 2 autres GW étant importés d'Europe de l'Est.

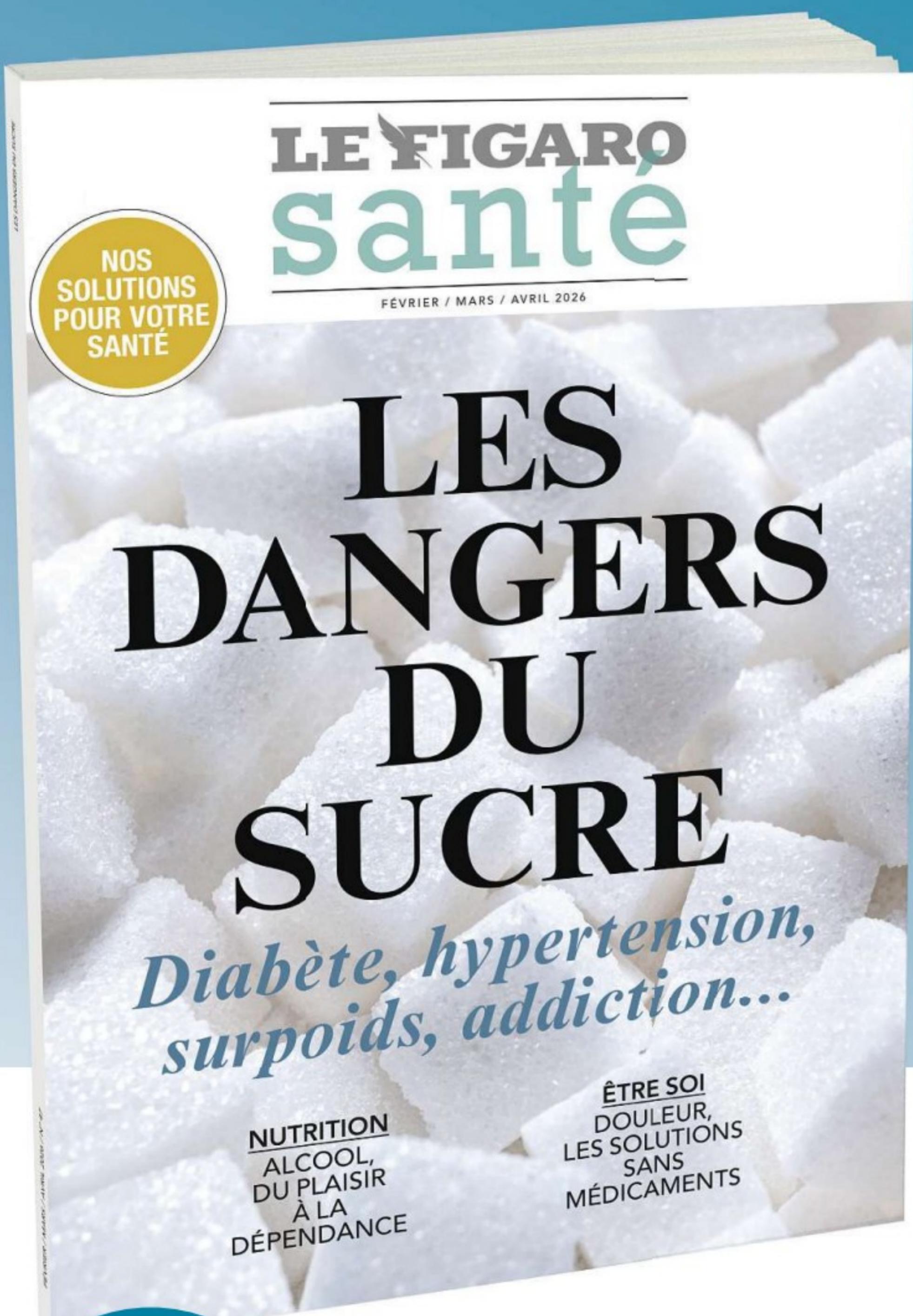
Côté gaz, utilisé pour produire de l'électricité dans les centrales thermiques ou pour chauffer les Ukrainiens dans certaines villes et certains quartiers, la Russie a commencé à attaquer les gisements du pays dans la seconde moitié de 2024. « Là, les Russes ont commencé à cibler nos sites de production de gaz du côté de Poltava et dans l'est du pays, puis ceux de stockage du gaz. Aujourd'hui, Naftogaz (société nationale gazière) a perdu un tiers de ses capacités de production, soit 6 milliards de mètres cubes », observe l'expert de l'énergie Michael Gonchar.

La solution, si tant est que l'on puisse ainsi parler dans un tel contexte de guerre dont personne ne voit le bout pour l'heure, « réside dans la décentralisation, la multiplication des lieux de production d'énergie, et d'énergies de différentes sortes. Cela rendrait les choses plus difficiles pour l'armée russe, qui pour le moment a le beau rôle en pouvant frapper avec quelques missiles et drones de grosses infrastructures énergétiques qui privent un grand nombre d'Ukrainiens d'électricité et de chauffage. Mais évidemment, dans un contexte où notre économie est à genoux, la réorganisation en profondeur de notre système énergétique est très compliquée », souligne l'expert.

Début 2025, la Rada (le Parlement ukrainien) a adopté une loi pour promouvoir un système de production décentralisé plus résilient en temps de guerre, à simplifier les connexions des nouvelles capacités de génération et à stimuler les investissements.

Les énergies renouvelables percent dans ce contexte. Le solaire et l'éolien, mais aussi la biomasse et l'hydroélectricité. Elles représentent 17 % de la production d'électricité. De gros acteurs comme DTEK ont beaucoup investi dans des fermes solaires notamment. « Les renouvelables répondent au besoin de décentralisation de nos sources d'énergie, mais la guerre fait que nous avons du mal à faire aboutir des projets. Nous travaillons à trouver des solutions pour que les investisseurs obtiennent des garanties quant aux débouchés, au prix de vente minimum », explique Anastassia Vereshchynska, directrice de l'Agence européenne-ukrainienne de l'énergie. ■

NOS SOLUTIONS POUR VOTRE SANTÉ



FÉVRIER
MARS
AVRIL
2026

7,50

VOTRE NOUVEAU FIGARO SANTÉ MAGAZINE
EN VENTE ACTUELLEMENT
dans tous les points de vente et sur www.figarostore.fr

-  Conseil
-  Bien-être
-  Expertise

La bataille fait rage entre banques, assureurs et en gestion de patrimoine pour capter l'épargne

Danièle Guinot et Jorge Carasso

Les 6596 milliards d'euros de leur patrimoine financier aiguisent les appétits. La concurrence s'intensifie sur ce mar

Des fonds en euros rémunérés 4 % ou 5 % pendant un an, des livrets bancaires à 5 % pendant trois mois, des comptes rémunérés 2 %, des frais d'entrée de placements divisés par deux... En ce début d'année, banques, jeunes pousses de la finance (fintechs) et compagnies d'assurances rivalisent d'offres promotionnelles pour attirer les épargnantes. Toutes veulent se tailler une belle part de l'énorme gâteau qu'est l'épargne. Le bas de laine des Français est, de fait, l'un des plus gros d'Europe, pesant 6596 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025. Un montant plus de deux fois supérieur à celui du PIB de la France (2776,19 milliards d'euros). Et ce pactole ne cesse de grossir. Car en cette période pleine d'incertitudes, les Français, fourmis par nature, et inquiets pour leur retraite, épargnent encore plus qu'à l'accoutumée. En témoignent les 50,6 milliards d'euros (solde des dépôts moins les retraits) placés l'an dernier sur les contrats d'assurance-vie, ce qui ne s'était plus vu depuis 2010, relève France Assureurs. Les encours du placement veulent des Français culminent désormais à 2107 milliards d'euros (+ 6,1 % en un an), ce qui représente un tiers de l'épargne des ménages. Le solde du bas de laine est investi en actions d'entreprises cotées ou non cotées (2167 milliards d'euros) et en dépôts bancaires (2127 milliards d'euros) : comptes courants, livret A...

Cet énorme magot aiguise plus que jamais les appétits. D'autant que le marché de la gestion de patrimoine est très rentable. « Il croît de manière régulière de 4 % par an et il résiste aux crises car l'épargne est majoritairement investie sur le long terme », résume Guillaume Roux, directeur chez Oliver Wyman. La gestion et la distribution de produits financiers sont très rémunératrices car elles génèrent des commissions, dont une partie importante de revenus récurrents. » La bataille fait aujourd'hui rage pour créer de nouveaux champions capables de damer le pion aux banques qui ont longtemps régné en maîtres sur ce gâteau. Elles en conservent encore une bonne part (autour de 60 % des encours de l'assurance-vie, dépôts à vue, livrets...). Les assureurs traditionnels sont sur le pied de guerre. En ce début d'année, tous ou presque ont fait des efforts pour soigner leurs assurés en servant des taux de fonds en euros (au

titre de 2025) alléchants. « La majorité des compagnies prévoient de faire de l'épargne leur nouveau levier de croissance », souligne Matthieu Sainton, associé chez Eurogroup Consulting. Et de nouveaux acteurs émergent. En ce moment, les mutuelles spécialisées dans l'assurance-santé et la prévoyance ou dans l'assurance-dommages (auto, habitation...) fondent sur ce créneau. « Elles sont dans une logique de diversification de leurs activités, explique Matthieu Sainton. L'assurance-santé n'est pas aussi rentable que par le passé, et, en dommages, l'activité est très concurrentielle et exposée à l'augmentation des catastrophes naturelles. Pour certaines de ces mutuelles, l'épargne est devenue une priorité stratégique. » Résultat, la Matmut a racheté l'activité assurance-vie de HSBC en France et Malakoff Humanis, le premier groupe de protection sociale français, a repris Unofi, le bras financier des notaires.

« Le principal défi pour les banques est de conserver leurs encours et de gagner des parts de marché. Pour cela, elles doivent simplifier la souscription, intensifier leurs efforts commerciaux et proposer des produits adaptés à leurs clients »

Maelys Christmann
Manager associée chez Sia

Les mutuelles mettent aussi la main sur des conseillers en gestion de patrimoine (CGP) qui leur permettent d'avoir un accès direct aux épargnantes. La Carac, la mutuelle des anciens combattants, a repris Astoria et Cedrus & Partners. Et Vvv, le premier groupe mutualiste de France (Harmonie Mutualiste, MGEN) s'est offert Patrimmoji. Et ce n'est sans doute pas fini. « Les mutuelles sont présentes dans presque tous les processus de cession de CGP », note Guillaume Roux. Les CGP ont le vent en poupe. Ces dernières années, ils ont su attirer des clients de banques qui ne trouvaient plus chaussure à leur pied dans leur agence du coin de la rue. « Pendant une vingtaine d'années, l'épargne a été la belle endormie dans les banques avec des

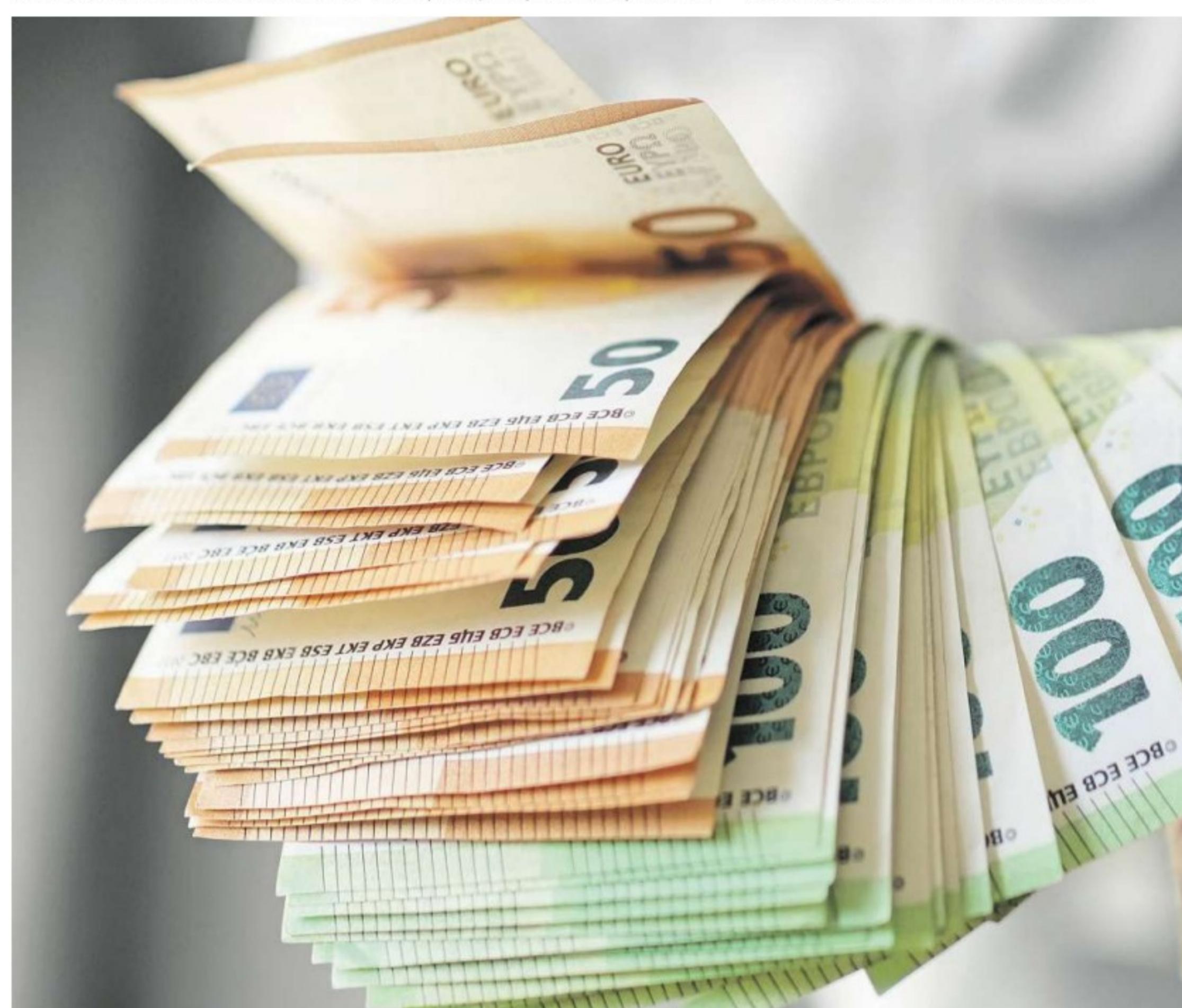
offres standardisées », justifie Thierry Mennesson, associé chez Oliver Wyman. Ils ne cessent de gagner des parts de marché. « Il y a vingt ans, notre profession représentait 3 % à 4 % de la collecte de l'assurance-vie ; aujourd'hui, on est davantage autour des 12 % », fait valoir David Charlet, le président de l'association de conseillers en gestion de patrimoine Anacof.

Ce petit monde, fait de milliers de petits cabinets, gagne de l'argent et attire les fonds d'investissement. Ces derniers ont

pris des participations dans de gros cabinets et rachètent des concurrents à tour de bras pour faire grossir leur champion. Le cabinet de CGP Premium (Goldman Sachs, Eurazeo et Montefiori) qui multiplie comme d'autres les acquisitions, a ainsi récemment franchi le seuil symbolique des 20 milliards d'euros d'encours. Un montant comparable à celui d'une petite banque privée. Le CGP a rejoint dans ce club très fermé Cyrus-Herez (22 milliards) et Crystal (28 milliards). Ces cabi-

nets font également main basse sur des sociétés de gestion, ce qui leur permet de fabriquer eux-mêmes les produits qu'ils vendent. « Cela explique notamment la place que prennent les produits structurés, où les frais facturés sont très lourds, dans le portefeuille de leurs clients », tacle Hakim Souanef, directeur général de Luminis Gestion privée, détenu par l'assureur Finare.

La digitalisation de l'épargne, qui s'est accélérée pendant le Covid, fait, elle, la



Portée par des clients déçus par les offres des banques traditionnelles, ces dernières années, la concurrence gagne des parts

Pourquoi l'Hexagone fait désormais partie des champions européens

Les ménages français n'ont jamais autant mis de côté. Leur patrimoine financier atteint la coquette somme de 6 596 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025, selon les dernières données de Bercy. Soit une augmentation de 724 milliards d'euros par rapport à la période précédant la crise sanitaire. Le taux d'épargne, c'est-à-dire la part de leurs revenus qui n'est pas dépensée mais économisée, atteignait 18,01 % au troisième trimestre 2025, selon Eurostat, alors qu'il était bien plus faible depuis le début des années 2000, fluctuant autour de 14,5 %. C'est ce flux abondant qui vient nourrir dépôts bancaires (2127 milliards d'euros), produits d'assurances (2246 milliards) et titres (2167 milliards), d'après une note récente de la Direction générale du Trésor.

La propension française à épargner est ancrée de longue date dans la culture nationale - le livret A, exception française, est né en 1818. Elle prend néanmoins un tour quasi obsessionnel ces derniers mois. Alors que le pays affichait le sixième taux d'épargne de la zone euro au troisième trimestre 2024, elle en venait à se hisser à la troisième place à la même période en 2025, se rapprochant de l'Allemagne, championne historique (19,6 %). La France se trouve bien au-dessus de la moyenne de la zone euro, qui est de 15,11 %.

« Le bond de l'épargne s'observe dans toute l'Europe, mais davantage en France qu'ailleurs », fait remarquer Fabien Bossy, chef économiste France au sein de la banque d'investissement de la Société générale, pointant « le choc inflationniste qui a poussé les ménages à davantage mettre du côté pour défendre la valeur réelle de leur patrimoine ». Car, chez nous, « l'épargne est perçue comme un gage de sécurité et de stabilité », ajoute Marie-Laure Barut-Etherington, directrice générale adjointe en charge des statistiques, des études et de l'international à la Banque de France. Les incitations fiscales n'y sont pas étrangères, comme le montre le succès populaire de l'épargne réglementée (livret A, LDDS, LEP). Alors que, par exemple, « en Espagne l'épargne passe principalement par l'investissement immobilier », souligne la spécialiste.

Un manque durable de confiance dans l'avenir

Techniquement, l'explosion de l'épargne s'est faite en trois grandes phases. En 2020 d'abord, avec un point haut de 26 % au deuxième trimestre, parce que les ménages confinés étaient dans l'incapacité de consommer. Puis un point bas trimestriel est atteint à 16,9 % en 2022, avant un redécollage à partir de la même année, au moment de l'invasion de l'Ukraine et de la

hausse des prix de l'énergie. En outre, « le différentiel par rapport à la moyenne historique est dû à un changement de structure des revenus », détaille Marie-Laure Barut-Etherington. Les taux d'intérêt étant remontés à partir de 2023-2024 et les performances boursières ayant été importantes, les revenus du patrimoine financier sont venus alimenter l'épargne. Or « ces flux, concentrés au sein des ménages les plus aisés, sont traditionnellement beaucoup moins consommés ».

S'ajoute à cela le vieillissement de la population française. « Le rattrapage des retraites, qui a redonné du pouvoir d'achat aux bénéficiaires, ne s'est pas traduit par "I pour 1" dans l'augmentation de la consommation des bénéficiaires. L'Insee estime ainsi que les personnes de 65 ans et plus ont contribué à environ deux tiers de la hausse du taux d'épargne entre 2023 et 2024 », souligne la spécialiste de la Banque de France. Autrement dit, les indexations censées préserver le pouvoir d'achat face à l'inflation viennent gonfler les bas de laine. Quant à la part des revenus salariaux mise de côté, celle-ci reste importante en raison d'un manque durable de confiance dans l'avenir. Pour ne rien arranger, le secteur immobilier, qui entraîne naturellement beaucoup de dépenses, est atone. Et sa reprise ne devrait se faire que très progressivement. ■ G.B.

« Les économies des ménages sont

Propos recueillis par
Gilles Boutin

Philippe Crevel est économiste et directeur du Cercle de l'épargne. Il vient de publier *Épargner mieux pour vivre mieux* (Éditions Solar).

LE FIGARO. - Le patrimoine financier des ménages français a atteint 6 596 milliards d'euros au deuxième trimestre 2025. Cet argent est-il « en sommeil » ?

PHILIPPE CREVEL. - L'argent ne dort jamais, sauf s'il est mis sous le matelas ou stocké dans un coffre. Même celui qui se trouve sur les comptes courants est utilisé par les banques pour accorder des prêts. Le taux élevé d'épargne des ménages, leurs économies, est pour la France un atout.

Cette épargne est-elle utilisée de manière optimale ?

Son allocation repose en grande partie sur l'intermédiation : les entreprises se financent dans notre pays essentiellement par crédit (à 70 %), quand, aux États-Unis, c'est avant tout par le marché (actions, obligations, etc.). En France, les banques comme les assureurs transforment les ressources issues des livrets, des dépôts à terme et des fonds euros des contrats d'assurance-vie pour les investir dans l'économie. Ce système fonctionne bien, mais il a un coût et conduit à une prise de

risques limitée, les établissements financiers devant assurer la garantie du capital à tout moment. La conséquence est également une moindre rémunération des épargnantes.

Nos besoins de financement dans l'IA, l'industrie ou la défense sont colossaux. Comment orienter notre épargne pour répondre à ces enjeux ?

Les pouvoirs publics, n'ayant plus les moyens de leurs politiques, demandent aux épargnantes de les financer. Mais les Français sont libres de leurs placements. Selon une enquête du Cercle de l'épargne de 2025, les trois quarts d'entre eux sont opposés à une orientation de leur épargne par l'État. Trop souvent, le législateur recourt aux avantages fiscaux pour favoriser telle ou telle épargne, avec des résultats décevants. Ce qui compte en matière d'épargne, c'est la bonne sélection des investissements et leur mutualisation.

D'où le projet d'union des marchés de capitaux...

L'UE a créé l'euro, mais n'a toujours pas de grand marché unique des capitaux. Malgré 350 millions d'habitants, le continent ne dispose pas d'une place pouvant concurrencer Wall Street. Pour les entreprises comme pour les épargnantes, un marché unifié, comme le préconise Mario Draghi, serait un atout. Cela faciliterait le financement des entreprises, notamment dans la haute technologie. Nous n'avons pas su générer des Apple, Microsoft ou Amazon

conseillers des Français

ché avec l'émergence de nouveaux acteurs.

fortune d'une myriade de nouveaux acteurs en ligne (Trade Republic, Bitpanda, Yomoni, Nalo...), qui se démarquent des banques en proposant des frais réduits. Elle permet de toucher une clientèle plus jeune, friande de produits boursiers et de cryptomonnaies. «Le boom du bitcoin, l'arrivée des ETF, qui permettent d'investir sur des paniers d'actions avec des tarifs très bas et très facilement, séduisent les jeunes», explique Xavier Prin, directeur marketing de Boursobank.



de marché. ELENA-STOCKADOBECOM

Bousculées par le renforcement de la concurrence, les banques ne restent pas les bras croisés. «Face à la créativité de nouveaux acteurs et à l'agressivité commerciale des CGP, elles sont obligées de réagir», confirme Thierry Mennesson. La majorité des établissements ont placé l'épargne et la gestion de fortune en tête de leurs priorités. Ainsi de BNP Paribas, qui nourrit de fortes ambitions en matière de banque privée, de BPCE, qui mise notamment sur l'assurance, de Société générale ou encore du Crédit agricole. La Banque verte a racheté en 2024 la banque privée belge Degroof Petercam. Et sa filiale LCL a mis la main sur la banque privée Milleis. Et ce n'est pas fini. «De nombreux établissements travaillent sur des stratégies de riposte», explique Albéric Fischer, associé au cabinet Kearney. Ces stratégies sont multiples. «Certains envisagent de s'inspirer des meilleures pratiques des CGP et de la flexibilité de leurs modèles commerciaux. D'autres prévoient même d'acquérir des cabinets, détaille Albéric Fischer. Enfin, certains acteurs mettent en place des stratégies pour se renforcer sur le créneau très recherché des clients ayant entre 75 000 euros et 500 000 euros de patrimoine financier.»

Pour les banques, les enjeux sont importants. «Leur principal défi est de conserver leurs encours et de gagner des parts de marché», souligne Maelys Christmann, manager associée chez Sia. Pour cela, elles doivent simplifier la souscription, intensifier leurs efforts commerciaux et proposer des produits adaptés à leurs clients. L'épargne est en passe de devenir un outil de conquête. «C'est un moyen de rester en contact avec les clients et d'en conquérir de nouveaux, notamment les jeunes cadres qui ont de l'argent à investir et qui pourraient être tentés par les banques en ligne», confirme Mathieu Gosselin, associé au cabinet Bartle. Sans oublier que l'épargne est une source de refinancement pour les banques, qui leur permet de prêter, notamment des crédits immobiliers. Elles ont donc besoin de conserver ce carburant.» Tous les établissements ont aussi en tête que dans les années qui viennent un nombre important de patrimoines changeront de main. «Environ 3 000 milliards d'euros d'épargne seront transmis sous forme d'héritage dans les trente ans qui viennent, prévoit Matthieu Sainton. Les établissements qui passeront à côté de cette mutation pourraient être en danger.» ■

un atout pour le pays»

parce que nous n'avons pas de grands fonds d'investissement européens ni une place financière de rayonnement mondial. Il est urgent de mettre en place le cadre pour faciliter l'émergence de l'un et de l'autre.

Dans une société vieillissante, quel rôle pour cette épargne?

Les fonds de pension ont longtemps joui d'une mauvaise réputation en France. Les gouvernements ont, par peur de la réaction des partenaires sociaux, pris des décennies de retard. Il y a beaucoup de fantasmes. Trop de gens pensent que ces fonds favorisent la spéculation alors qu'ils sont tout l'inverse, cherchant des revenus réguliers et sécurisés afin de verser des retraites. Quant au financement de la dépendance, qui est toujours en suspens, nous pourrions imaginer un

système assurantiel obligatoire, payé exclusivement par les retraités, avec une aide publique pour les plus modestes. Pour la santé, les Français développent une épargne de précaution, même s'il ne faut pas oublier que leur reste à charge est le plus faible d'Europe.

Les Français évoluent-ils?

Avec les fintechs, les comptes en ligne, le regard sur le risque et la rentabilité change. Plus de 1,5 million de jeunes actionnaires sont arrivés depuis 2020. La part des unités de compte dans la collecte de l'assurance-vie atteint 40 %. Les plans d'épargne-retraite qui sont investis majoritairement en unités de compte progressent également, tout comme le nombre de plans d'épargne en actions. Les lignes bougent doucement mais sûrement. ■

Pourquoi Elon Musk marie SpaceX avec sa start-up d'IA, xAI

Véronique Guillermard et Ingrid Vergara

La nouvelle société doit être cotée en Bourse, en juin 2026, afin de lever au moins 50 milliards de dollars. Un record mondial.

Les superlatifs manquent pour qualifier l'opération annoncée, la nuit dernière, par Elon Musk. Car, comme toujours avec l'homme le plus riche du monde, tout est hors norme. Il est prévu que SpaceX, sa société spatiale, rachète xAI, sa start-up d'intelligence artificielle, mère de l'assistant conversationnel Grok. Les deux fusionneront ensuite pour donner naissance à un nouvel ensemble au profil inédit, mariant le New Space, dont SpaceX est le porte-drapeau, avec les fusées Falcon 9 et Starship et la constellation Starlink, avec les modèles d'IA. Cette société atypique sera, ensuite, cotée à Wall Street, pour une valeur estimée à 1250 milliards de dollars, dont 250 milliards pour la seule xAI. Du jamais vu dans l'histoire boursière.

Dans l'univers des fusions-acquisitions, ce rachat établit un nouveau record mondial après celui détenu par Vodafone, qui a croqué l'allemand Mannesmann pour 203 milliards de dollars en 2000. De même, la nouvelle société, dont le titre sera introduit en Bourse au prix de 527 dollars, devrait établir un record historique de levée de fonds. Soit au moins 50 milliards. Ce qui relèverait au second rang le précédent record mondial établi, en 2019, par le géant du pétrole Saudi Aramco (29,4 milliards).

Elon Musk présente cette opération XXL comme le début d'un nouveau chapitre de son aventure spatiale, mais aussi comme «le lancement d'un nouveau livre» (sic), qui donne pour mission à la nouvelle société de «créer un soleil intelligent/conscient, capable de comprendre l'Univers et d'étendre la lumière de la conscience jusqu'aux étoiles!» Folie? Science-fiction? En tout cas, ces explications sont en ligne avec l'objectif quasi messianique d'Elon Musk: donner à l'humanité les moyens de devenir une espèce multiplanétaire avec, en préalable, la conquête de Mars.

Mais, derrière la vision futuriste, il y a, plus prosaïquement, le besoin de lever beaucoup d'argent pour poursuivre le financement de ses activités spatiales, en particulier de sa fusée géante Starship, auquel s'ajoutent des besoins désormais encore plus colossaux dans le domaine de l'IA. La semaine dernière, le patron de SpaceX a déposé, auprès de la Commission fédérale des communications (FCC), une demande pour exploiter 1 million de satellites en orbite en vue de déployer un futur réseau de centres de données spatiaux.

Elon Musk place l'IA comme un axe central de son empire. Contraint de repartir de zéro après sa brouille avec Sam Altman, avec qui il a cofondé OpenAI, Elon Musk a créé xAI en 2023. Pour rattraper son retard, il a décidé de construire sa propre infrastructure de data centers en un temps record pour y entraîner sa famille de modèles Grok. Ce projet Colossus I et II, en cours d'extension à Memphis, vise une puissance de calcul de près de 2 gigawatts, ce qui exige d'accumuler toujours plus de puces Nvidia, d'énergie pour les faire tourner et d'eau pour refroidir le tout.

Les besoins financiers de xAI sont immenses: la start-up consommerait 1 milliard de dollars par mois, selon des chiffres de Bloomberg. D'où un besoin constant de refinancement. Sa dernière levée de fonds, de 20 milliards, date de janvier, à laquelle s'est ajouté un financement de 2 milliards de Tesla il y a peu. Or, face à ces besoins faramineux, les



Avec cette opération, Elon Musk espère aussi s'offrir une avance stratégique sur ses principaux concurrents dans l'intelligence artificielle.

DENIS BALIBOUSE/REUTERS

revenus dégagés sont encore faibles. Ils viennent pour l'essentiel des abonnements au réseau social X, qui permettent d'utiliser Grok, en attendant le lancement de produits pour le grand public et les entreprises promis pour cette année.

Avec cette opération, Elon Musk espère aussi s'offrir une avance stratégique sur ses principaux concurrents dans l'IA: Google, Microsoft, Anthropic et bien sûr OpenAI. En intégrant X à xAI l'an dernier, le patron avait clairement indiqué que sa grande base d'utilisateurs du réseau social servirait à la fois à entraîner et à diffuser ses outils Grok. Et avec ce nouveau mariage, il prévoit d'utiliser l'expertise approfondie de SpaceX pour développer une nouvelle infrastructure informatique qu'il estime nécessaire pour soutenir les opérations de xAI. «La demande mondiale en électricité pour l'IA ne peut tout simplement pas être satisfaite par des solutions terrestres, même à court terme, sans imposer des contraintes aux communautés et à l'environnement», insiste Elon Musk.

«Maîtriser complètement une infrastructure de satellites dédiés à une puissance de calcul IA ferait une proposition de valeur unique pour Starlink»

Nicolas Frouvelle Directeur communication Space chez CS Group

Mais le concept divise les experts et pose d'énormes défis techniques, financiers et environnementaux. Jonathan McDowell, expert respecté du spatial, estime que, pour lancer le million de satellites de SpaceX, il faudrait utiliser 16 600 fusées Starship! «En résumé, en voulant transférer ces centres de données dans l'espace pour préserver la Terre, on fera le contraire: la Terre et son atmosphère ne s'en remettront pas», assure un autre expert.

La fusion de xAI avec SpaceX doit, en plus des capitaux (Starlink a généré un bénéfice brut estimé entre 3 et 4 milliards de dollars pour 9 milliards de ventes en 2025), permettre de mutualiser les talents, la R&D ainsi que l'accès à la puissance de calcul, véritable nerf de la guerre de la bataille autour de l'IA. Mais aussi bénéficier à SpaceX, qui a été un des premiers clients de xAI dès 2024 pour enrichir les fonctions d'assistance aux clients du service internet de Starlink. xAI pourrait, demain, permettre à la constellation de proposer des services enrichis à l'IA ou de développer de nouvelles offres de cybersécurité. «Maîtriser complètement une infrastructure de satellites dédiés à une puissance de calcul IA ferait une proposition de valeur unique pour Starlink», estime Nicolas Frouvelle, directeur communication Space chez CS Group, filiale de Sopra Steria.

Ce mariage intervient au moment où Jeff Bezos, le patron de la société spatiale Blue Origin qui projette lui aussi de déployer des data centers en orbite, veut défier Starlink avec sa constellation Kuiper. Et offrir des services de connectivité ultra-sécurisée aux gouvernements, aux entreprises, aux centres de données et aux infrastructures critiques. Cela grâce à une nouvelle constellation multiorbitale, baptisée TeraWave avec des débits 100 à 500 fois plus rapides que ceux de Starlink, et dotée à terme de 5 408 satellites en orbite basse et 128 en orbite moyenne.

Jeff Bezos vient, en outre, d'annoncer la suspension de ses activités dans le tourisme spatial pour consacrer ses ressources au «développement des capacités lunaires de l'entreprise». En clair, se poser en alternative à SpaceX dans le cadre du programme lunaire Artemis. La Nasa a remis en compétition Blue Origin avec SpaceX, inquiète des retards pris par le développement du système Starship. ■

Mathilde Visseyrias

Depuis 2019, près de 20% des commerces d'habillement ont disparu en France. Le phénomène mine les centres-villes comme les centres commerciaux.

Une crise qui n'en finit pas. Depuis la fin du Covid, les enseignes de mode traversent une zone de turbulences extrêmes, qui bouleverse comme jamais le paysage commercial français. Depuis 2019, l'Alliance du commerce estime qu'au moins 6 000 magasins de mode ont mis la clé sous la porte, soit près de 20 % du parc. Une hécatombe qui saute aux yeux à Paris, où les baux « à céder » se multiplient, comme en province, où centres-villes et périphéries se vident de leurs commerces.

En demandant sa liquidation judiciaire l'an passé, Jennyfer a fermé 220 magasins dans toute la France. En redressement judiciaire, Ikks n'a été repris que très partiellement à la barre du tribunal : plus de 350 points de vente ont disparu. Et ce n'est pas fini. Dans un contexte de consommation qui reste difficile, 2026 commence mal. Les soldes d'hiver, qui viennent de se terminer, n'ont pas été bons. Malgré de forts rabais dès les premiers jours, les ventes ont reculé de 1,8 % par rapport à l'an dernier, toujours selon l'Alliance du commerce. Aucun signal positif à l'horizon. À quelques heures d'intervalle, ce mardi, la liste des sorties de route s'est étoffée de deux noms supplémentaires. La marque française de prêt-à-porter masculin Balibaris vient d'être placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris et le groupe nordiste IDKids par celui de Lille. À l'exception de Jacadi, la plupart des marques (Oobaïbi, Okaïdi, Oxybul...) de ce spécialiste de la mode pour enfants sont concernées par la procédure. Sans surprise, Farida Khelifi, déléguée syndicale CGT chez IDKids, redoute un « impact salarial », avec « la fermeture de magasins ».

« La moitié des fermetures depuis 2019 est imputable aux défaillances d'enseignes », décrypte Emmanuel de Courcel, fondateur de Retail Int., une société d'analyse de la performance des enseignes (mode, beauté, bijouterie...) en France. Les centres-villes (typiquement Grenoble, Saint-Étienne et Nancy) perdent une partie de leur âme. Quant aux centres commerciaux, ils cherchent d'autres moyens d'attirer que la mode, restée longtemps leur locomotive.



En 2025, Jennyfer a fermé 220 magasins (ici à Vélizy-Villacoublay, dans les Yvelines) dans tout l'Hexagone. MAGALI COHEN

La crise du prêt-à-porter a entraîné la fermeture d'un magasin sur cinq

Seules les zones d'activité commerciale (les ZAC, comme à Sainte-Geneviève-des-Bois et à Herbey-sur-Seine, en région parisienne) et les « retail parks » (des centres commerciaux à ciel ouvert, comme L'Atoll à Angers et Waves à Metz) sont épargnés.

Si les magasins de mode ferment les uns après les autres, c'est parce qu'ils coûtent trop cher à des enseignes pour la plupart en perte de vitesse. Les plateformes d'ultra-fast fashion (Shein surtout et Temu dans une moindre mesure) torpillent leurs modèles, en captant des dizaines de millions de consommateurs, sans avoir le moindre point de vente à leur actif. Or, les loyers sont, avec les salaires et les achats des marchandises, le principal foyer de dépenses des enseignes traditionnelles. Après une course aux ouvertures à la fin des années 1990, l'heure est à la rationalisation. Supporter des points de vente qui sousperforment n'est plus une option.

Les plus petits magasins sont les plus touchés. Certaines enseignes seulement compensent leurs fermetures en ouvrant d'autres points de vente plus grands, mais moins nombreux. « C'est

particulièrement vrai pour Zara, souligne Emmanuel de Courcel. Lacoste, Célio, Tape à l'œil ou The Kooples l'ont aussi fait. La fonction du magasin évolue d'un lieu purement transactionnel dans lequel on achète des produits à un lieu souvent plus grand, qui permet aux marques d'exprimer leur ADN, d'offrir une expérience d'achat plus agréable, avec une offre de produits plus large, des services, un meilleur confort d'achat. » Résultats, malgré les fermetures en série, la surface de vente d'habillement en France résiste mieux (-5 % en six ans). Inditex, le propriétaire espagnol de Zara, a été le premier à prendre ce virage. En 2020, il a choisi de se séparer de 1200 boutiques dans le monde (sur un total de 7400 à l'époque). Plus aérées et spacieuses, ses nouvelles adresses valorisent davantage les collections, en plus de faciliter la vie des clients (caisses automatiques, réservation des cabines d'essayage, retrait des commandes passées en ligne).

« En voulant chasser la voiture des villes, les municipalités - de gauche surtout - chassent le commerce des centres-villes de manière inéfuctable, dé-

plore Roland Beaumanoir, président du groupe du même nom (Caroll, La Halle, Morgan...). Parallèlement, l'augmentation des loyers est totalement décorrélée de l'activité économique. » À Paris, le groupe vient ainsi de fermer un point de vente Caroll, rue Tronchet, dans le 8^e arrondissement. « Il marchait bien, mais le loyer était devenu impossible, déplore le professionnel. Nous ne pouvons plus être la vache à lait des bailleurs et des grandes foncières de centres commerciaux. »

Réseau renforcé

Depuis dix ans, le groupe Beaumanoir a fermé plus de 500 magasins qui n'avaient pas d'avenir. Lui aussi a repensé son réseau. Il est aujourd'hui à la tête de près de 2000 points de vente, de plus en plus en périphérie des villes et dans des « retail parks » plébiscités par les consommateurs. Ses magasins Vibe's (regroupant les trois marques maison, Cache-Cache, Bonobo et Bréal) font tous entre 800 m² et 1000 m². Il y en a 280 en France. Ceux de La Halle proposent à minima 1200 m² de surface de vente. « Les magasins rapportent

pourtant de moins en moins, reconnaît Roland Beaumanoir. Les plateformes chinoises sont en train de prendre le dessus sur le commerce en France. Elles préparent la consommation en ligne, qui ne cesse de progresser. Arrêtons d'être naïfs, car il s'agit d'une économie subventionnée. Sans un soutien des politiques français, l'avenir économique des territoires pose de plus en plus question. »

Selon le baromètre de l'Institut français de la mode (IFM), le trio Shein, Temu et AliExpress totalisait 6 % des achats d'habillement en France (en volume) en 2025. L'Alliance du commerce (qui fédère 16 000 magasins, mais pas ces plateformes) annonce un recul des ventes de ses adhérents de 1,9 % l'an passé (-0,3 % hors défaillances). « Nous sommes très prudents pour 2026 », lance Bernard Cherqui, son président. « Le contexte reste compliqué, abonde Gildas Minville, directeur de l'observatoire économique à l'IFM. C'est vrai que Shein connaît un coup de mou, à cause des polémiques. Ce serait une très bonne nouvelle si ce n'était pas passer. Mais personne ne peut l'affirmer. Les consommateurs oublient vite. » ■

Nature & Découvertes traverse une crise existentielle

Isaure de Belleville

Rachetée par Fnac Darty en 2019, l'enseigne ne s'est pas remise du Covid et de la crise inflationniste. Elle est à vendre.

L'atmosphère zen des magasins Nature & Découvertes s'est crispée la semaine dernière, quand Fnac Darty a annoncé sa volonté de chercher un « partenaire plus à même de soutenir (le) développement » de l'enseigne de bien-être et de produits naturels. Après « plusieurs années » de « défis », selon les mots pudiques employés par le groupe, la chaîne reste empêtrée dans ses difficultés et doit faire face à une vive concurrence asiatique à bon marché. De quoi pousser son propriétaire à partir en chasse d'un repreneur.

La crise de la trentaine est rude pour Nature & Découvertes. À sa création, en 1990, la famille Lemarchand transpose le concept de l'américain The Nature Company. Elle promet de la nature et du bien-être aux citadins avec des produits introuvables ailleurs. « Cela impliquait beaucoup de temps passé sur le terrain pour trouver les bons produits », se souvient Antoine Lemarchand, fils des fondateurs et ex-PDG. Liée à des fournisseurs exclusifs, l'enseigne fait venir des

objets insolites d'Inde, du Brésil ou de France et trouve vite son public. Douze magasins ouverts les trois premières années, pour monter à 90 points de vente en 2019 en France, Belgique et Suisse.

La famille s'efforce de garder l'identité de l'enseigne. Devenue société à mission il y a quatre ans, elle prône dès sa création une philosophie écolo dans des magasins à l'univers sensoriel immersif, à grand renfort d'huiles essentielles, de musique relaxante et de fontaines... Nature & Découvertes garde ses aficionados. « J'ai six anniversaires de petits enfants en février, et je viens souvent ici pour trouver leurs cadeaux. C'est écolo, ingénieux, à des prix raisonnables, raconte Béatrice. Parfois, je repars avec un plaid chauffant pour moi. »

Lorsque Fnac Darty rachète Nature & Découvertes en 2019, Enrique Martinez, le patron du groupe, mise sur l'intégration et l'expansion européenne d'une entreprise très rentable, forte de 97 magasins, d'un site internet enregistrant 17 millions de visiteurs par an. Mais ses ambitions ne résistent pas au Covid. La pandémie a fra-

gilisé la chaîne. En 2021, Fnac Darty évoque les difficultés de sa filiale, « fortement pénalisée par la baisse de trafic en magasin ». L'année suivante, la baisse du pouvoir d'achat provoquée par la guerre en Ukraine et la hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation fait fuir les clients, qui se recentrent sur les dépenses essentielles. Résultat, les ventes dégringolent de 200 à 172,3 millions d'euros entre 2019 et 2024.

Multitude de concurrents

L'enseigne a aussi pâti de son positionnement commercial. Conçu comme un bazar où l'on trouve de tout, de l'aromathérapie aux équipements outdoor en passant par les jeux d'éveil, Nature & Découvertes ne s'est jamais spécialisé et doit affronter une multitude de concurrents spécialisés, de Decathlon à Aroma-Zone, et des distributeurs low cost, tels Action ou Hema. « À force de n'avoir aucun concurrent qui leur ressemble, ils sont devenus concurrents de tout le monde », résume Frank Rosenthal, expert en stratégie du commerce.

« Fnac Darty a beaucoup soutenu Nature & Découvertes pendant le Covid, analyse Antoine Lemarchand. Mais, en passant des mains d'une famille à un grand groupe coté, la prise de risque a considérablement diminué, surtout dans un contexte économique et géopolitique si incertain. » Exit l'artisanat et les fournisseurs exclusifs. Recourir à des importateurs permet d'acheter des volumes moins importants et de s'adapter à la conjoncture. Mais les concurrentes peuvent vendre les mêmes produits, à leurs propres conditions.

Nature & Découvertes n'a pas anticipé l'arrivée de Shein et Temu, avec leurs lots de produits à prix cassés. C'est le coup de grâce. Si Antoine Lemarchand rappelle que « 40 % à 50 % » des produits de Nature & Découvertes sont toujours venus d'Asie, les clients fidèles tiennent. Une lampe en forme de lune vendue 35 euros sur le site de l'enseigne française, contre 3,83 euros sur Temu ? Un « choc » pour Catarina, qui vient y faire ses emplettes : « Je savais que tout n'était pas fabriqué en France. Mais

c'est décevant de savoir qu'on peut trouver beaucoup moins cher ailleurs. »

L'intégration dans le groupe Fnac Darty, qui aurait pu porter la croissance de l'entreprise, n'a jamais pris. Les ambitions ont été revues à la baisse, et seuls six corners Nature & Découvertes ont été ouverts dans des Fnac. Un ancien cadre de Nature & Découvertes met en cause les résistances internes des salariés de la Fnac et une incompatibilité de la culture d'accueil des clients. Plantés au milieu du rayon librairie, sans conseillers de vente dédiés, les corners n'ont jamais eu l'âme des magasins.

Nature & Découvertes fait face à un doute existentiel, lui imposant de se réinventer sans perdre son essence. Le problème a été tourné dans tous les sens, affirme cet ancien dirigeant, sans parvenir à trouver la recette magique pour sortir de l'ornière. Mais tous s'accordent sur la nécessité de restructurer l'entreprise. Et qui pour l'y accompagner ? Les paris sont ouverts : d'aucuns espèrent un autre grand groupe, les autres misent sur un fonds d'investissement. ■

Parcs, cinéma, jeux vidéo... les défis du nouveau patron de Disney

Chloé Woitier

Josh D'Amaro, le président de la division parcs d'attractions et produits dérivés du groupe, va succéder à Bob Iger.

C'est l'épilogue d'une guerre de succession qui aurait pu tenir Hollywood en haleine. C'est Josh D'Amaro, 54 ans, président du pôle Disney Experiences (parcs d'attractions, croisières, hôtels, produits dérivés...), qui deviendra, le 18 mars prochain, le neuvième grand patron de l'empire du divertissement.

Le conseil d'administration de Disney l'a choisi mardi à l'unanimité pour prendre la suite du légendaire Bob Iger, qui avait annoncé lâcher les rênes d'ici l'expiration de son contrat, le 31 décembre 2026. Les administrateurs ont également nommé Dana Walden, 61 ans, directrice mondiale de la création chez Disney - un tout nouveau poste. Un lot de consolation pour la patronne des activités audiovisuelles et streaming du groupe, qui était l'autre sérieuse prétendante au trône.

Entre le pôle Expériences, qui a apporté 57 % des bénéfices de Disney en 2025, et le pôle Divertissement, les administrateurs de Disney ont donc tranché - avec un petit air de déjà-vu. Début 2020, Bob Iger, à la tête du groupe depuis quinze ans, annonçait prendre sa retraite avec une pointe de regret. Bob Chapek, président de Disney Experiences, prend alors sa suite... avant d'être brutalement poussé vers la sortie moins de trois ans plus tard.

Dans les coulisses, Bob Iger, qui avait conservé son titre de président, avait consciencieusement savonné la planche d'un successeur qu'il n'appréciait guère... L'ex-PDG a été rappelé à la rescoufle par le conseil d'administration fin 2022, pour un nouveau mandat à durée limitée. Le premier des défis de Josh D'Amaro sera de faire en sorte que l'histoire ne se répète pas et que Bob Iger, 74 ans, coupe réellement les liens avec le royaume de Mickey. Ce dernier a salué en Josh D'Amaro «la personne idéale pour devenir (leur) prochain PDG» grâce à sa «capacité à allier créativité et excellence opérationnelle.»

Le conseil d'administration était sous pression après le fiasco Chapek. Il a engagé fin 2024 un processus plus solide pour trouver le nouveau successeur de Bob Iger. James Gorman, président du conseil, affirme à Bloomberg qu'une centaine de profils ont été étudiés. C'est finalement un vétéran ayant près de

trente ans de maison qui a décroché la timbale.

Josh D'Amaro est derrière la décision, annoncée fin 2023, de doubler les investissements, pour un total de 60 milliards de dollars sur dix ans, dans les parcs d'attractions et la flotte de bateaux de croisière. En France, ce plan se traduit par le doublement de la taille du parc Disney Adventure World, avec l'ouverture en mars d'une zone dédiée à la franchise Reine des neiges, puis d'une zone Le Roi Lion. Le groupe a également annoncé la construction d'un parc aux Émirats arabes unis. Objectif, doper la fréquentation de ces hauts lieux du tourisme, qui n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant-Covid. La croissance de ce segment du groupe a été portée ces dernières années par la flambée du prix du billet d'entrée, des passes annuels ou des coupe-file. Le nouveau PDG devra démontrer que la hausse des résultats des parcs peut aussi passer par un afflux de nouveaux visiteurs.

Des concepts usés

Sur le front des médias, un secteur qu'il connaît beaucoup moins, Josh D'Amaro devra s'assurer que la créativité de la « machine à rêves » repart de plus belle. Voilà plusieurs années que Disney multiplie les échecs. La précieuse licence Star Wars a été essorée, tout comme les super-héros Marvel, qui n'attirent plus le public en salle. Le studio a également usé jusqu'à la corde le concept des « remakes live action » (avec acteurs et décors) de ses grands classiques du dessin animé (Le Roi Lion, La Petite Sirène, Blanche-Neige, Vaiana...), s'attirant au passage des procès en « wokisme » pour certains choix de casting.

Sur l'ensemble de 2025, seuls trois longs-métrages ont dépassé le milliard de dollars au box-office : Lilo & Stitch, Avatar : De Feu et de Cendres et Zootopie 2. La difficulté à imposer de nouvelles licences auprès du public pose un problème de long terme au groupe. Car ce sont ces films qui se transforment ensuite en produits dérivés et en attractions pour ses parcs...

L'autre champ de bataille du nouveau PDG sera un petit écran en plein bombardement. Disney+, rentable depuis 2024, compte 132 millions d'abonnés



ROB LIZUMA PRES/WIRE VIA REUTERS/CONNECT

contre plus de 325 millions pour son rival Netflix. Josh D'Amaro devra également gérer le déclin des chaînes de télévision linéaires du groupe, comme ABC, Disney Channel, ESPN et FX, mais aussi les problématiques liées à l'IA générative. Il y a quelques semaines, le groupe a noué un accord avec OpenAI pour que les internautes puissent générer légalement des

vidéos mettant en scène des mascottes Disney. Les meilleures seront distribuées sur Disney+. Par ailleurs, Josh D'Amaro croit dans les vertus du jeu vidéo pour séduire les jeunes générations. Il est derrière un investissement de 1,5 milliard de dollars, signé en 2024, dans Epic Games afin que ce dernier développe « un Disney World à la sauce Fortnite ». ■

Josh D'Amaro, le 12 septembre 2025, à Hongkong Disneyland, pour le 20e anniversaire du parc.

Dassault Systèmes et Nvidia s'allient dans l'IA et les jumeaux numériques

Lucas Mediavilla

Les deux entreprises, partenaires de longue date, veulent transformer l'industrie, la santé et la chimie grâce à ces technologies.

C'est l'une des rares sociétés françaises qui compte dans le paysage mondial de la tech. Depuis la ville de Houston, aux États-Unis, où elle tient son événement annuel 3DEXperience, Dassault Systèmes* a annoncé mardi un partenariat de long terme avec le champion incontesté de l'intelligence artificielle (IA), le groupe américain Nvidia. L'histoire entre les deux entreprises est déjà longue. « Nvidia et Dassault Systèmes travaillent ensemble depuis près de vingt-cinq ans, l'un de nos partenariats les plus anciens en matière de logiciel », explique Rev Lebaredian, vice-président de Nvidia en charge des technologies de simulation. En 2002, ils collaboraient déjà sur les premières

itérations de Catia, le logiciel de conception assistée par ordinateur de Dassault Systèmes. La société de San Jose apportait alors ses technologies d'infographie à son partenaire.

Dans le sillon de ce partenariat historique, c'est pour préparer la vague de l'IA dite physique que Nvidia et Dassault Systèmes veulent faire à nouveau cause commune. « Nous entrons dans une ère où l'intelligence artificielle ne se contente plus de prédire ou de générer, mais comprend le monde réel », indique Pascal Daloz, directeur général de l'entreprise française. « La véritable valeur de l'IA se révélera lorsqu'elle sera appliquée au monde physique », abonde Rev Lebaredian. Un monde physique qui obéit à une série de règles complexes, aujourd'hui difficilement interprétable dans les cerveaux de l'intelligence artificielle. L'objectif des deux groupes est donc de combiner leur expérience accumulée dans l'univers des jumeaux numériques (côté Dassault Systèmes), des infrastructures d'intelligence artificielle (côté Nvidia) pour construire le modèle de fondation de cette IA physique industrielle.

Optimiser les processus de production

Au-delà de cette ambition globale, les deux groupes s'engagent à une utilisation croisée de leurs produits et solutions. Dassault Systèmes pourra équiper les centres de données de sa filiale cloud Outscale avec les dernières puces IA de Nvidia sur trois continents. Nvidia, de son côté, va par exemple utiliser les technologies d'ingénierie de Dassault Systèmes pour construire ses fameuses « AI factories », des centres de données munis de ses puces et qui doivent permettre de déployer l'intelligence artificielle.

Les deux champions de l'IA s'engagent également à collaborer dans la santé pour la découverte de médicaments, dans le secteur des matériaux et de la chimie ou encore dans l'industrie manufacturière, notamment dans le secteur automobile.

L'idée est, pour chaque client, de réduire le temps de développement de nouveaux produits et de solutions, d'optimiser les processus de production ou de limiter les défauts. « Chaque personne concevant quelque chose pour

le monde réel pourra disposer d'une équipe d'assistants IA dotés d'une connaissance profonde de la manière dont les choses sont construites », promet Rev Lebaredian. « Pour faire face à la complexité croissante de la production manufacturière, l'industrie doit évoluer vers des systèmes de production entièrement autonomes et prévalidés numériquement », justifie Yamanishi Motohiro, dirigeant d'Omron, un industriel déjà client des solutions de Nvidia et Dassault Systèmes, cité dans un communiqué.

Sur ces procédés hautement critiques pour les industriels, Dassault Systèmes et Nvidia savent qu'aucun droit à l'erreur n'est permis. « Notre objectif est clair : aucune hallucination. Notre IA industrielle est éprouvée, fiable, réproductible et explicative », insiste Florence Hu-Aubigny, vice-présidente exécutive chez Dassault Systèmes, en charge du développement R&D. Le groupe français indique pouvoir capitaliser sur les données industrielles accumulées depuis quarante ans auprès de ses centaines de milliers de clients. « La plupart des "world models" (ces modèles censés comprendre le monde physique, NDLR) se basent sur des vidéos et des observations sur le monde une fois que les choses ont été construites », explique Rev Lebaredian. « Fort de ses quarante ans d'expérience, Dassault Systèmes ne se contente pas de représenter le fonctionnement du monde une fois construit, il a les données sur la façon dont on a construit le monde ».

Ces derniers mois, Nvidia a multiplié les projets d'incursion dans le monde des jumeaux numériques et de la simulation. Notamment avec Omniverse, une plateforme de simulation 3D en temps réel qui permet de créer des jumeaux personnalisés. D'aucuns auraient pu alors penser que le géant américain pouvait faire de l'ombre à son partenaire français. À la lumière du partenariat signé ce jour, il semble néanmoins que Dassault Systèmes dispose, avec 3DEXperience, d'une plateforme bien plus complète et un niveau technologique que Nvidia n'arrive pas à répliquer dans ce domaine. ■

*Le groupe Dassault est propriétaire du « Figaro ».

LA SÉANCE DU MARDI 3 FÉVRIER

LE CAC

	JOUR	%VAR	+HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP. ECH	31/12	JOUR	%VAR	+HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP. ECH	31/12	
ACCOR	46,73	-1,29	47,7	46,34	0,289	-3,09	L'OREAL	386,45	-0,58	389,75	382,45	0,051	+5,41
AIR LIQUIDE	159,48	+0,03	160,38	157,74	0,098	-0,49	LEGRAND	137,2	+1,22	138,15	133,75	0,299	+7,82
AIRBUS	190,24	-1,84	195,62	189,76	0,146	-4,11	LMVH	529	-1,73	543,6	522,9	0,134	+17,98
ARCELORMITTAL SA	48,7	+1,9	48,84	47,94	0,249	+24,58	MICHELIN	32,27	+2,61	32,27	31,42	0,334	+13,99
AXA	39,31	+0,98	39,44	38,9	0,151	-4,03	ORANGE	15,935	+0,28	16,03	15,72	0,145	+12,22
BNP PARIBAS ACT.A	91,92	-0,5	93,69	91,76	0,209	+13,78	PERNOD RICARD	76,2	+2,14	76,92	74,68	0,237	+4,24
BOUYGUES	46,82	+0,45	46,95	46,45	0,133	-5,57	PUBLICIS GROUPE SA	78,4	-9,24	83,62	76,76	0,104	+11,53
BUREAU VERITAS	26,88	-2,18	27,48	26,64	0,224	-11	RENAULT	30,54	-4,17	31,42	30,24	0,751	+13,78
CAGEMINI	121,95	-9,2	134,95	121,95	0,672	-14,27	SAFRAN	303,6	+0,46	306,8	300,5	0,103	+2,08
CARREFOUR	14,31	+0,6	14,405	14,205	0,301	-0,56	SAINTE GOBAIN	86,26	+2,18	87,72	83,6	0,263	-0,8
CREDIT AGRICOLE	18,745	+1,43	18,845	18,63	0,187	-6,81	SANOFI	81,08	+0,78	81,77	80,03	0,177	+1,98
DANONE	70,28	+1,91	70,66	69,1	0,389	-8,47	SCHNEIDER ELECTRIC	249,65	+124	253	243,75	0,263	+6,28
DASSAULT SYSTEMES	22,35	-3,54	23,23	22,18	0,281	-6,25	SOCIETE GENERALE	76,6	+1,22	77,04	75,47	0,331	+11,47
EIFFAGE	127,6	+1,27	127,9	125,6	0,167	-4,25	STELLANTIS NV	8,372	-0,45	8,555	8,293	0,118	+10,94
ENIGIE	25,63	+2,27	25,63	25,05	0,209	+14,37	STMICROELECTRONICS	23,49	+2,53	24,44	23,37	0,248	+4,68
ESSORLUXOTICA	255,9	-0,31	259,3	254,4	0,075	-5,19	THALES	258,7	+0,66	262,3	256,4	0,095	+12,58
EUROFLUX SIENT.	67,88	+0,3	68,9	67,36	0,135	-8,78	TOTALENERGIES	61,48	+1,14	61,64	60,49	0,148	+10,6
EUREX	113,9	-3,96	119,2	112,8	0,304	-11,02	UNIBAIL-RODAMCO-WE	94,34	+0,51	94,96	93,98	0,269	+1,7
HERMES INTL	2002	-1,48	2049	1992,5	0,06	-5,66	VEOLIA ENVIRON.	31,96	+1,36	32,08	31,51	0,252	+7,54
KERING	258,55	0	262,6	256,55	0,203	-14,1	VINCI	122,55	+0,66	123	121,15	0,131	+2,08

LES DEVISES

	DOLLAR AUSTRALIEN	1,683	AUD	1,616	CAD	0,8623	GBP	9,2201	HKD	183,92	JPY	0,9713	CHF	1,1801	USD	3,37	TND	11,103	MAD	51,3246	TRY	55,58	EGP	18,187	CNY	106,371	INR	153,14	DZD

<tbl_r cells="25" ix="1" maxcspan="1" maxrspan="1" used

Le maintien de Jean-Marc Morandini fait monter la pression à CNews

Caroline Sallé

La crise agit comme un révélateur des lignes de fracture internes. L'avenir de Sonia Mabrouk agite aussi les esprits.

«**I**ci, c'est l'omerta complète. Tout le monde continue de travailler comme si de rien n'était», glisse un salarié de CNews. «L'ambiance n'est pas tendue, c'est juste "business as usual"», assure-t-il. Tous les matins, Jean-Marc Morandini arrive dans les locaux de la chaîne, situés à deux pas du parc André-Citroën, dans le 15^e arrondissement de Paris, pour préparer son émission, diffusée à 10 h 30. Et repart une fois celle-ci terminée, à l'heure du déjeuner.

«Business as usual?» Pas tout à fait. Certes, malgré la vive polémique autour du maintien à l'antenne de l'animateur condamné définitivement pour corruption de mineurs, CNews conserve toujours son titre de première chaîne d'information de France. Lundi, elle affichait 3,8 %, loin devant LCI et BFM, au coude à coude à 2,7 %, et Franceinfo, à 1 %. Quant à la case de Jean-Marc Morandini, même si son audience a pu flétrir légèrement, l'émission continue de faire la course en tête chaque matin. À ce stade, le public reste donc fidèle au poste, «davantage préoccupé par l'état du pays», analyse un communicant de crise.

Mais la braise couve sous l'écran. Elle est en train de se propager comme un feu de brousse. Si Sonia Mabrouk a été la première à désapprouver ouvertement le maintien de Jean-Marc Morandini à l'antenne, soutenue par Pascal Praud et Laurence Ferrari, les incarnations phares de la chaîne ne sont plus les seules à faire entendre publiquement leur désaccord. En interne, la pression est encore montée d'un cran dimanche. Dans sa rubrique «Mauvaise semaine», la rédaction du

JDD, hebdomadaire appartenant à la famille Bolloré, a choisi d'épingler... Jean-Marc Morandini, rappelant que ce dernier a renoncé à «tout recours» en justice. Et d'ajouter, en guise de conclusion : «Le JDD se tient aux côtés des victimes, qui assurent être profondément blessées par le maintien de Jean-Marc Morandini à l'antenne» de CNews. Deux jours plus tôt, l'animateur avait présenté des excuses. Un peu tardives.

Un soutien de poids

Discret mais explosif, cet entrefilet glissé dans le journal a bénéficié d'un coup de pouce inattendu. Dans la matinée de dimanche, Philippe de Villiers, qui coanime chaque semaine «Face à Philippe de Villiers» sur CNews, a partagé cette publication sur X, assortie d'un commentaire : «Je m'associe à la rédaction du JDD.» Un soutien de poids, loin d'être anodin. Philippe de Villiers est aussi un pilier de l'antenne de CNews et d'Europe 1. Mais il est surtout réputé proche de l'actionnaire, Vincent Bolloré.

Cette nouvelle crise a agi comme un révélateur des lignes de fracture internes. «Deux camps s'affrontent», reconnaît une source au fait du dossier. D'un côté, la rédaction, qui soutient la ligne d'un départ de l'antenne de Jean-Marc Morandini. Au sein de cette faction, Geoffroy Lejeune, à la tête du JDD, et Louis de Raguenel, le directeur de la rédaction du JDD News et chef du service politique d'Europe 1, tout comme Philippe de Villiers, tentent de convaincre Vincent Bolloré de la nécessité de retirer Jean-Marc Morandini de l'antenne.

De l'autre, une direction qui reste droite dans ses bottes, parle de «loyau-



Malgré la polémique, l'émission de Jean-Marc Morandini continue de faire la course en tête chaque matin, même si son audience a pu flétrir légèrement. LIONEL GUERICOLAS / STARFACE

té» et évoque «la politique du pardon» pour justifier sa décision. Serge Nedjar, le directeur général de CNews, cristallise une partie de la grogne. «Cette grogne dépasse en réalité l'affaire Morandini et traduit un malaise plus profond en interne», glisse un journaliste, évoquant un management très vertical... Quoi qu'il en soit, «l'adhésion globale affichée par les salariés du groupe a volé en éclats», constate l'un d'eux...

Cette pression, venue de l'intérieur, peut-elle infléchir la décision de la direction? «Tout se passe dans le bureau de Vincent Bolloré», rappelle un cadre de la chaîne. Or, «il faut bien comprendre que les pressions, d'où qu'elles viennent, n'ont aucune prise sur ses décisions. Personne ne lui dicte ce qu'il doit faire», sourit un bon connaisseur du dossier. L'homme d'affaires se montre-t-il sensible aux arguments avancés par les frondeurs? Ou alors cette action finira-t-elle par devenir contre-productive? «Il est certain que c'est un risque, concède un

salarié. Mais le sujet est celui de la responsabilité individuelle, de ce que chacun est prêt à accepter», résume-t-il.

En attendant de connaître le dénouement de cette affaire, le sort de Sonia Mabrouk, que l'on dit sur le départ, agite aussi les esprits. «Sa personnalité très secrète rend tout pronostic complexe», glisse un proche. Officiellement, la journaliste ne s'est pas exprimée sur l'éventualité de quitter CNews. Chez son actuel employeur, on l'assure, contrairement aux rumeurs qui ont circulé, «on n'a pas envie qu'elle s'en aille», confie une source proche du dossier. La journaliste n'officie pas seulement sur la chaîne CNews. Elle dirige aussi, aux Éditions Fayard, une collection baptisée «Pensée libre». Elle dispose d'une chronique hebdomadaire dans le JDD chaque dimanche. Sa grande interview du matin est en outre codiffusée tous les jours sur Europe 1... L'équation d'un potentiel départ comporte un certain nombre de paramètres à prendre en compte. Selon nos informa-

tions, Sonia Mabrouk ferait partie des personnalités approchées pour intégrer la nouvelle émission politique que prépare actuellement France Télévisions. Inspiré de «L'Heure de vérité», le format destiné à France 2 prévoit d'intégrer un casting d'intervieweurs pugnaces. Comme Sonia Mabrouk, qui intervient au même titre que d'autres journalistes. Plusieurs noms auraient été évoqués, celui de Marc-Olivier Fogiel sur RTL, de Benjamin Duhamel sur France Inter, ou encore d'un journaliste du JDD. Rien n'est acté à ce stade. Dans la mesure où il ne s'agirait pas d'un poste de «présentateur» mais de chroniqueur, Sonia Mabrouk pourrait, sur le papier, rester sur CNews et intervenir ponctuellement dans l'émission. Pas si simple, toutefois. Début 2022, France Télévisions avait dû abandonner un projet de documentaire sur l'élection présidentielle avec Mathieu Bock-Côté pour son antenne France 5. Motif : CNews avait mis son veto... ■

En pointe sur l'IA, Publicis prêt à affronter son rival Omnicom

Amélie Ruhmann

Le groupe publicitaire tricolore publie une croissance de 5,6 % sur 2025, malgré un climat délétère pour le secteur.

Le bras-de-fer tarifaire entre les États-Unis et l'Europe et autres turbulences économiques de l'année écoulée n'auront pas eu de raison de Publicis. En 2025, le géant français de la publicité a «surperformé» pour la sixième année consécutive, affichant un chiffre d'affaires net de plus de 14,5 milliards d'euros, en croissance de 5,6 % sur un an. Le groupe, qui vient de fêter ses 100 ans d'existence, «entre dans son deuxième siècle plus fort que jamais», se réjouit son PDG, Arthur Sadoun auprès du Figaro. Malgré les difficultés macroéconomiques, malgré les tensions géopolitiques, malgré une industrie qui est challengée, Publicis continue année après année à délivrer les mêmes performances avec un dynamisme très soutenu de son activité».

Avec un quatrième trimestre porteur (5,9 % de croissance), Publicis a une nouvelle fois fait mieux que ce qu'escomptaient les analystes. Le groupe affiche toujours les indicateurs financiers les plus élevés de l'industrie. À commencer par un taux de marge opérationnelle de 18,2 %, en amélioration de 20 points de base par rapport à 2024, qui lui a permis d'investir à nouveau dans l'intelligence artificielle mais aussi d'augmenter les salaires de ses collaborateurs (de 7 % en moyenne) et d'embaucher plus de 5000 nouveaux

talents, là où ses concurrents tendent à réduire leurs effectifs. Le groupe jouit aussi d'un flux de trésorerie disponible record de 2 milliards d'euros, en croissance de 10 % sur un an : de quoi poursuivre sa stratégie d'acquisitions avec un rythme soutenu. Il a dépensé 1 milliard d'euros l'an passé pour se renforcer sur des segments clés comme le marketing sportif ou d'influence.

De nouveaux clients

Au-delà de ces «KPI» très scrutés par les analystes, Publicis a surtout envoyé un message clair au marché, à savoir qu'il a les reins suffisants solides pour affronter les vents contraires sans précédent, et qu'il maintiendra son cap dans le futur. «Publicis n'a jamais eu une performance aussi forte dans un marché aussi difficile», estime Arthur Sadoun. On pense être en mesure, dans les années qui viennent, de délivrer entre 6 à 7 % par an de croissance du revenu net.» Concernant 2026, le groupe se dit ainsi «confiant de surperformer pour une septième année consécutive».

Les voyants sont au vert dans l'ensemble des régions du monde, y compris en Amérique du Nord, où les revenus nets du groupe ont progressé de 5,4 % sur l'année. Le français y a fait le plein de nouveaux clients l'an passé : Coca-Cola, Nespresso, Mars, la plupart débauchés à

WPP. En Chine, où nombre de ses concurrents se cassent les dents sur fond de tensions commerciales avec les États-Unis, ses revenus ont grimpé de 6 %.

Plus que les soubresauts géopolitiques, ce sont surtout les bonds en avant de l'IA qui inquiètent le secteur. Publicis l'a bien compris et communique désormais largement sur ses atouts pour chasser les inquiétudes des investisseurs. «Nous avons fait des paris stratégiques pour gagner avec l'IA il y a déjà une dizaine d'années», souligne Arthur Sadoun. On a investi 14 milliards d'euros dans la data et la technologie. On a mis ces expertises au cœur de notre modèle de média et de création, et on a débuté l'IA dès 2017 avec notre plateforme Marcel.» Le PDG voit dans la trajectoire de son groupe la preuve même que l'IA n'est pas destructrice de valeur pour le secteur : «Pour Publicis, l'IA est un accélérateur de croissance et de différenciation. Ça fait trois ans que l'IA est au cœur de l'industrie : sur cette période, notre revenu net est passé de 12,6 milliards à 14,5 milliards. Notre marge opérationnelle a augmenté de façon équivalente à notre revenu.»

Le Français juge toutefois que l'IA va considérablement intensifier la rivalité entre les agences. «Les clients, désormais, s'agissant de l'IA, sont en train de faire des arbitrages entre ceux qui peu-

vent vraiment les aider et ceux qui peuvent moins les aider», analyse Arthur Sadoun. Publicis délivre une forte croissance dans un marché qui est en décroissance, parce qu'il bénéficie d'un arbitrage positif des clients, qu'il a mené sa transformation il y a une dizaine d'années et qu'il est donc en mesure de leur offrir les produits et les services dopés à l'intelligence artificielle que ses concurrents ne sont pas capables de délivrer aujourd'hui.» Le groupe estime que c'est son avance technologique qui lui permet d'afficher une capitalisation boursière de 22,6 milliards d'euros, toujours «supérieure à Omnicom et IPG ensemble».

Redevenu deuxième acteur mondial de l'industrie depuis la fusion des deux groupes publicitaires américains, Publicis compte bien sur son avance technologique pour prendre l'avantage sur le nouveau numéro un. «La stratégie que nous avons pour nos actionnaires est très différente de celle d'Omnicom. Nous voulons prioriser la croissance transformante et non la consolidation d'actifs traditionnels», avance Arthur Sadoun. Notre enjeu, ce n'est pas d'être l'acteur le plus gros, c'est d'être le meilleur partenaire pour nos clients, nos collaborateurs et nos actionnaires.» Le groupe estime qu'il restera premier ex aequo avec le géant américain, voire devant lui, sur les marchés les plus stratégiques.

Publicis se prépare à un duel avec le leader géant américain dans un paysage concurrentiel qui tend à se consolider à toute vitesse avec la chute du britannique WPP, dont la capitalisation boursière est aujourd'hui sept fois inférieure à celle du groupe tricolore. «Pour les investisseurs, la consolidation du marché a déjà eu lieu, puisque Publicis et Omnicom représentent aujourd'hui 80 % de la valeur du secteur, note Arthur Sadoun. On se retrouve dans une situation que j'ai connue quand j'ai pris la tête de Publicis il y a une dizaine d'années : le nouveau Omnicom est l'ancien WPP, et l'écart qui existe aujourd'hui entre Omnicom et Publicis est inférieur à l'écart qu'il y avait entre WPP et nous à l'époque.»

Prêt à «challenger» cette nouvelle donne concurrentielle, le PDG souhaite toutefois qu'Omnicom la joue «fair play» en ce qui concerne la présentation de ses résultats financiers. Ce dernier présente sa croissance sur une base brute et non «nette», ce qui rend difficile les comparaisons avec les autres groupes. Maintenant que le groupe américain est leader, «il est essentiel que les investisseurs puissent comparer la performance d'Omnicom avec celle de Publicis et de WPP», prévient Arthur Sadoun. Il va falloir que le groupe passe en net s'il veut publier de manière transparente ses performances. ■

LE FIGARO et vous



CINÉMA

AVEC «LE GÂTEAU DU PRÉSIDENT», LE RÉALISATEUR IRAKIEN HASAN HADI ENTRE DANS LA COUR DES GRANDS

PAGE 30



PORTRAIT

HERVÉ LEMOINE, PRÉSIDENT DES MANUFACTURES NATIONALES, AMBASSADEUR DES MÉTIERS D'ART

PAGE 35

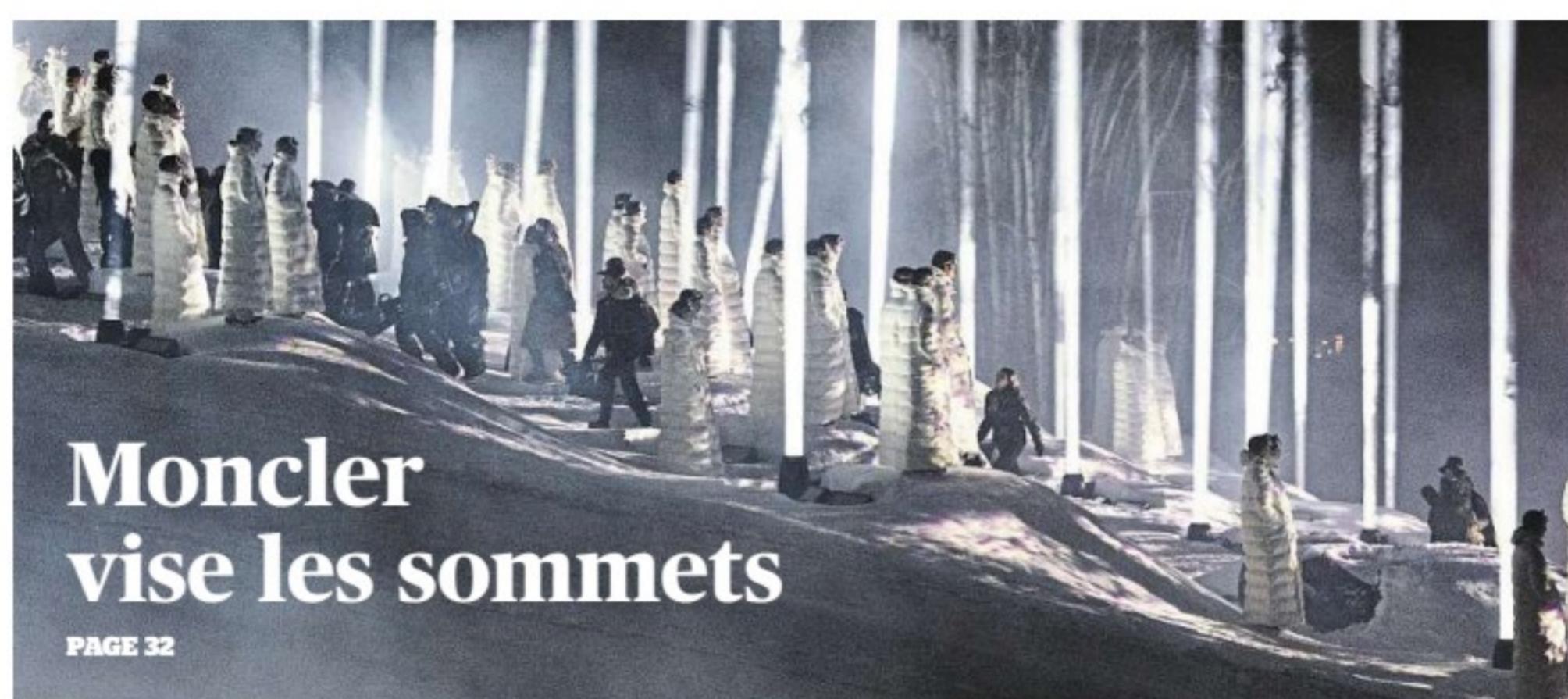
«À pied d'œuvre» : les mots de la faim

Très inspirée, Valérie Donzelli adapte avec brio le livre de Franck Courtès, avec Bastien Bouillon dans le rôle d'un ex-photographe qui veut devenir écrivain. Un film sobre sur la précarité et l'ubérisation de la société.

PAGE 28



TANDEM FILMS: DAMIEN GRENON; CHRISTINE TAMALET; MONCLER: ASVC



Moncler vise les sommets

PAGE 32



«Pling-Klang» : Messieurs Bricolage jouent à «Ne me kit pas»

Anthony Palou

Au Rond-Point, Mathieu Despoisse et Étienne Manceau échangent sur leur vie sentimentale en montant un meuble Ikea. Irrésistible.

Il est presque 20 heures et un type charmant, petite moustache, demande aux spectateurs dans la file du Théâtre du Rond-Point si certains ne voudraient pas lui filer un coup de main pour monter le décor. Une dizaine de bénévoles se dévoue. Le type semble un peu stressé. Cinq ou dix minutes plus tard, le public entre dans la salle Roland-Topor et découvre une drôle de cacophonie.

Les bénévoles sont à quatre pattes, en train de monter, ins-

truction de montage à portée de main, des chaises tribune de différentes tailles. L'homme à la petite moustache est un des deux comédiens de *Pling-Klang*. Il est en salopette de travail et s'appelle Mathieu (Despoisse). À ses côtés, son acolyte barbu, Étienne (Manceau). Tous deux s'apprêtent à monter un meuble en kit, une étagère semble-t-il. Tous deux semblent peu ou prou se connaître ; ils ne cesseront, pendant une heure, de dévoiler leur vie de

couple, leur intimité respective aussi compliquée qu'une notice suédoise.

«Laissez un peu de jeu, comme en amour!»

La vie mode d'emploi. Ne me kit pas. Mais nous savons tous qu'il n'existe pas de clés pour réussir sa vie de couple. C'est un éternel chantier. Si l'étagère semble facile à monter (quelques panneaux à assembler avec quelques vis - «Ne serrez pas trop les vis, laissez un peu de jeu, comme

en amour!» - et tourbillons), il faut un minimum de concentration. Or Étienne et Mathieu conversent sans cesse. Mathieu, à l'orée de la cinquantaine, parle d'avoir un enfant et s'emmêle dans une histoire de famille où se croisent tantes et cousins ; Étienne, lui, décrit, ses week-ends sordides dans les clubs échangistes. En famille ou en couple, il faut savoir associer les bons éléments, avoir les bons outils. L'un d'eux cite Roland Barthes.

Mais le charme et la prouesse de cette pièce résident moins - quoique - dans le propos que dans sa réalisation burlesque qui relève de l'art du cirque, un ensemble rigoureux de procédés astucieux et hautement acrobatiques. Il faut observer Mathieu monter l'étagère (à l'envers ?) sans jamais la poser. Ou cette partie de ping-pong de haute volée avec en guise de raquettes deux planches ; une partie d'anthologie qui laisse le public enchanté sans voix. Le

bricolage se transforme en exploit sportif déjanté. Ces deux comédiens font de l'or avec du bois compressé suédois, fabuleux alchimistes transformant l'essence statique en existence fluide. Ce spectacle, qui jongle avec les mots et les éléments, puise aussi sa force dans l'art du cinéma muet. Sans rire, il y a là un peu de Buster Keaton. ■

«*Pling-Klang*», au Théâtre du Rond-Point (Paris 8^e), jusqu'au 6 février.

En tournée jusqu'au 6 juin.

Dior



Dior

«À pied d'œuvre», pauvre comme job

Éric Neuhoff

Pour son nouveau film, Valérie Donzelli met en scène Bastien Bouillon qui veut devenir écrivain et bascule dans la précarité.

Du point de vue financier : zéro. Paul (Bastien Bouillon) a choisi la précarité. Il gagnait bien sa vie comme photographe. La lassitude l'a emporté. Il rêve d'écrire. C'est pratiquer le grand écart. Son existence bascule. Sa femme et ses enfants partent pour l'étranger. Son éditrice (Virginie Ledoyen, matrielle et intraitable) tord le nez devant son nouveau manuscrit *Histoire d'une fin*. Déjà qu'il avait à peine écoulé 5 000 exemplaires de son troisième roman. Ça n'est pas comme ça qu'il va pouvoir garder l'appartement familial.

Le héros se réfugie dans une sorte de cave avec un soupirail, l'endroit lui permettant d'observer les jambes des passantes comme le Trintignant de *Vivement dimanche* ! Il vend son scooter, se débarrasse de ses appareils, s'inscrit sur une plateforme d'embauche. La méthode consiste à baisser ses tarifs au maximum pour obtenir un job, n'importe lequel. Il n'en fait pas un drame. Les petits boulot s'enchaînent. Le quadragénaire tond une pelouse avec un sécateur, abat une cloison à coups de masse, dépose des buis sur un balcon, monte une armoire, installe une mezzanine. Il lui arrive de jouer les dépanneurs, de déboucher des toilettes, de s'improviser chauffeur plus ou moins clandestin (*Joe le taxi* en fond sonore n'était peut-être pas indispensable, seule bavue de la réalisatrice).

Corvéable à merci

Son père - le plus que parfait André Marcon - s'inquiète pour lui. Sa sœur s'irrite de cette pauvreté volontaire. Qu'est-ce qui lui a pris ? Une voix off ponctue l'action. *À pied d'œuvre* est construit en brèves vignettes. Elles sont toutes exactes. On y voit l'effort, la nécessité, la fatigue. Les billets froissés circulent de main en main. Ils ne tombent pas du ciel. L'argent a soudain une odeur, celle de la sueur, de la répétition, de l'ennui. Comment expliquer à ses employeurs - parmi lesquels l'ineffable Éric Reinhardt - qu'il a appartenu à leur milieu ?

Homme de mots, Paul apprend le silence. Corvéable à merci, il note sur des carnets la moindre de ses dépenses, per-

cute un chevreuil sur une route de campagne, s'offre une malheureuse rencontre avec une cliente aussi perdue que lui, croise un ancien copain de classe à qui il n'a plus rien à dire. La littérature, on le sait, ne nourrit pas son homme. Elle est son but, son destin, sa survie. Tout cela a un prix.

Valérie Donzelli, inspirée comme jamais, et qui apparaît dans le rôle de l'épouse, adapte avec brio le récit de Franck Courtès. *À pied d'œuvre* est sobre, juste, modeste, entre Reggiani et Souchon, le 70 mm et le super 8. Quant à Bastien Bouillon, quel comédien rare ! Il se rase le crâne, à la fois sombre et gra-

cieux. Il a tout le temps l'air d'écouter son âme, dans la poussière et les gravats. Il y a chez lui, avec ses lunettes rondes et son anneau dans l'oreille, quelque chose d'un Bartleby à l'envers, qui accepte toutes les tâches qu'on lui propose. Le happy end sait faire sa tendresse. Le film est fini. Le livre commence. ■



À la fois sombre et gracieux, Bastien Bouillon livre une interprétation intense dans *À pied d'œuvre*, prix du scénario à la Mostra de Venise. CHRISTINE TAMALET

Valérie Donzelli : «Je voulais filmer un homme doux et vulnérable»

Propos recueillis par
Étienne Sorin

Valérie Donzelli adapte *À pied d'œuvre*, le récit autobiographique de Franck Courtès, photographe free-lance qui plaque tout pour se consacrer à l'écriture. La réalisatrice en fait un magnifique portrait de l'écrivain en travailleur précaire, à l'ère de l'ubérisation, incarné par le génial Bastien Bouillon. Son plus beau film, récompensé du prix du scénario à la Mostra de Venise.

LE FIGARO. - Vous dites que vos films adaptés de livres sont plus personnels que vos scénarios originaux.

Beau paradoxe.

VALÉRIE DONZELLI. - J'ai lu *L'Amour et les Forêts* alors que je tournais *Marguerite et Julien* en 2014. Il m'a électrisée, mais je ne me sentais pas du tout capable d'en faire un film à ce moment-là. Le thème de l'emprise me parlait, mais je n'avais pas envie de le traiter directement, de peur d'être trop impudique. Le roman d'Éric Reinhardt comme le récit de Franck Courtès touchent à quelque chose d'intime chez moi. Et chez les autres, semble-t-il. Tout le monde n'est pas artiste, tout le monde n'est pas sous l'emprise de quelqu'un, mais chacun peut avoir connu des situations qui s'en éloignent passagèrement ou vécu vraiment l'enfer que vit mon héroïne, ce qui n'a pas du tout été mon cas. En tout cas, ils me permettent de raconter quelque chose que je ne ferais peut-être pas spontanément si je n'avais pas l'appui de quelqu'un qui le raconte à travers un roman.

Le contre-exemple, c'est *La guerre est déclarée*, dans lequel vous racontez la maladie de votre petit garçon...

Oui, mais c'est une comédie, un film romanesque qui parle d'amour, et pas tellement de la maladie et du soin. Je n'ai pas du tout l'impression d'avoir raconté mon expérience. Ma vie n'a pas été aussi joyeuse. Il y a beaucoup de choses que je ne raconte pas dans *La guerre est déclarée*, qui n'appartient qu'à moi. J'avais envie de filmer la jeunesse d'un couple qui n'est pas préparé à la guerre, va la mener, et se perdre.

Le prix du scénario à Venise pour une adaptation, cela peut surprendre, mais votre film est beaucoup plus incarné.

L'éditrice et le père de Paul n'existent pas dans le livre...

Le cinéma, ça n'est qu'une question d'incarnation. Est-ce qu'on y croit ou pas ? C'est ça qui est si difficile, fabriquer des choses et des êtres pour qu'on ait l'impression qu'elles sont vraies. Ici, le défi est de raconter par la mise en scène quelque chose qui n'est pas cinématographique, mais qui peut l'être à travers le travail, à la fois manuel et intellectuel, une éditrice et un écrivain qui réussit à écrire, puis qui n'y arrive pas. Et après avoir exploré la violence d'un homme dans *L'Amour et les Forêts*, je trouvais intéressant de montrer la douceur et la vulnérabilité d'un homme.

C'est la première fois que vous réalisez un film dont le héros est un homme... Oui. Je me suis demandé s'il fallait transformer le rôle pour en faire une femme. C'était moins intéressant parce que les femmes galèrent. Un homme puissant, blanc, beau, qui a gagné de l'argent, dans la force de l'âge, et qui décide d'aller à un endroit que personne ne comprend pour se consacrer au métier d'écrivain, à la solitude, c'est beaucoup plus intéressant.

Vous avez écrit le rôle de Paul pour Melvil Poupaud avant de le proposer à Bastien Bouillon...

J'ai besoin d'imaginer les acteurs quand j'écris, alors que le casting est un chemin très sinuex. Ma première idée était quand même Bastien, avec lequel j'avais déjà travaillé, mais j'avais peur qu'il soit trop jeune. J'ai fait lire le scénario à mon compagnon, qui n'avait pas lu le roman. Pour lui, Bastien était un très bon choix. J'ai pu m'affranchir un peu plus du livre.

Vous teniez pourtant à faire entendre l'écriture de Franck Courtès, à travers la voix off...

J'ai toujours mis des narrateurs dans mes films, j'adore qu'on me raconte des histoires. Le texte de Franck est admirablement bien écrit. Je voulais qu'on

l'entende. Je ne voyais pas qui pouvait aussi bien raconter ça que lui avec ses mots. Moi, mon outil, c'est le cinéma, et la voix off en fait partie. J'ai tout de suite imaginé que le film se situerait entre *Le Roman d'un tricheur* de Sacha Guitry, qui est entièrement raconté par le narrateur, et *Sans toit ni loi*, d'Agnes Varda, pour l'errance du personnage.

Vous avez imaginé le studio de Paul en sous-sol, comme dans *Vivement dimanche* !, de François Truffaut, ou *Parasite*, de Bong Joon-ho...

J'ai surtout pensé à *Vivement dimanche* ! pour la fenêtre au ras du trottoir. Fanny Ardant fait exprès de montrer ses jambes, en référence d'ailleurs à *L'Homme qui aimait les femmes*. Dans le livre, Franck Courtès décrit un studio en rez-de-chaussée. Je trouvais intéressant de mettre Paul encore plus bas. Il voit le monde au ras du sol et voit sans être vu.

Paul est un déclassé volontaire. D'ailleurs, il ne se plaint pas.

Et le paradoxe, c'est qu'en quittant l'ubérisation rampante d'un photographe free-lance, il va se frotter à une ubérisation encore plus violente. J'ai inventé le nom de l'application, Jobbing, mais elle fonctionne exactement comme celle sur laquelle Franck s'est inscrit après le Covid, en mettant en concurrence les travailleurs avec des enchères à la baisse. Elle n'existe plus parce que c'est interdit mais le système reste le même, puisque ce sont les gens qui proposent leurs tarifs. Pour avoir une chance d'être embauché, il faut mettre la barre très bas.

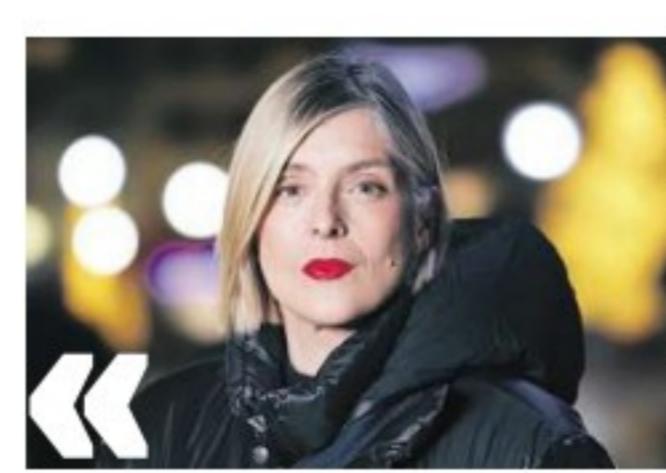
Le film est dédié à votre père, et vous dites que vous l'avez réalisé pour votre grand-père... Mon grand-père était artiste. Il était

peintre et sculpteur, comme mon arrière-grand-père. Ils étaient tous les deux Italiens et ont vécu de leur art mais dans une grande pauvreté. Mon père, enfant d'immigrés, en a beaucoup souffert. Il a fait des études plus classiques pour avoir un travail et assurer sa protection financière. Quand j'ai arrêté mes études d'architecture, il était très fâché et inquiet. Il m'a dit que j'allais finir clochard. «Tout le monde n'est pas Picasso !» Il était très remonté. Après, il a été très fier de moi. Il est mort quand j'écrivais le film. Dans sa chambre d'hôpital, il m'a demandé pourquoi j'adaptais ce livre sur un écrivain. «Qui ça va intéresser ? Tu ne peux pas écrire un film qui marche !» Il restait inquiet. Ça m'a touchée.

Pourtant, vous avez réalisé des films qui ont fait des entrées, *La guerre est déclarée*, *L'Amour et les Forêts*...

Oui, d'ailleurs mon père est mort peu de temps avant mon César pour *L'Amour et les Forêts* mais il a su que le film avait marché. J'ai aussi connu des échecs. Dans le cinéma, tout change très vite. De nombreux cinéastes ne parviennent plus à tourner. Pascal Thomas, Laurence Ferreira Barbosa...

Vous avez une rétrospective à la Cinémathèque jusqu'au 8 février. Pas mal pour une autodidacte... Carrément. Et j'aime bien revoir mes films, j'ai l'impression de revoir ma vie. Je les aime avec leurs qualités et leurs défauts. Ça peut paraître prétentieux mais je suis très attachée à mon travail. Je trouve que j'ai fait des progrès. J'ai commencé à réaliser des films parce qu'il était impossible de ne pas le faire. C'était vital. Et j'ai appris à faire du cinéma en le faisant. ■



Le cinéma, ça n'est qu'une question d'incarnation. Est-ce qu'on y croit ou pas ? C'est ça qui est si difficile

Valérie Donzelli
Réalisateur et comédienne



* LA VICTOIRE VOYAGE EN LOUIS VUITTON

louisvuitton.com

LOUIS VUITTON

FÉLICITATIONS À CARLOS ALCARAZ, AMBASSADEUR DE LA
MAISON, POUR SA VICTOIRE À L'OPEN D'AUSTRALIE 2026, ULTIME
TITRE DU GRAND CHELEM QU'IL INSCRIT À SON PALMARÈS.

Florence Vierron

Lauréat de la caméra d'or au dernier Festival de Cannes, «Le Gâteau du président», inspiré de sa propre histoire, met en scène deux enfants dans l'Irak des années 1990.

Depuis le dernier Festival de Cannes, Hasan Hadi s'est transformé en globe-trotteur. Lauréat de la caméra d'or pour *Le Gâteau du président*, le réalisateur irakien a présenté son film dans le monde. Lors de la cérémonie de clôture, Alice Rohrwacher, présidente du jury du prix, l'avait qualifié de «diamant lumineux». «C'est un de mes meilleurs souvenirs, presque un moment surréaliste», dit-il fin janvier dans le hall d'un hôtel parisien. D'autant plus surréaliste que ce jour-là, un blackout empêchait toute communication sur la Croisette et que ses valises étaient prêtes. Mais surtout un moment de fierté et ce sentiment d'entrer dans un club de privilégiés dans lequel il place le cinéaste iranien Jafar Panahi, reparti avec la palme d'or une petite heure plus tard. «Ce soir-là, Panahi m'a dit : "J'ai gagné la caméra d'or il y a trente ans. Ça a été très dur de faire mon deuxième film. Mais il faut que tu le fasses et il faut déjouer les attentes."»

Hasan Hadi a déjà sauté à pieds joints sur ce que l'on attendait de lui. Avant la caméra d'or, il a remporté le prix du public à la Quinzaine des réalisateurs, section où était présenté son film. «C'est un rêve qui devient réalité. Il y a beaucoup de réalisateurs iraniens à Cannes. Mais que l'Irak soit présent, c'était inimaginable», disait-il en mai dernier à l'Hôtel America, non loin du Palais des festivals. Faut-il voir dans ce lieu un clin d'œil à son long-métrage? L'histoire du *Gâteau du président* se déroule en effet dans l'Irak des années 1990 alors sous sanctions américaines. Chaque 28 avril, date anniversaire de Saddam Hussein, des élèves sont désignés pour nettoyer l'école, apporter des fruits, de la boisson et faire un gâteau. Le maître procède à un tirage au sort. La dernière tâche était la plus redoutée, tant il était difficile de trouver les ingrédients.

Une année, son nom est sorti de la boîte. Il était chargé des fleurs. «Mes parents étaient soulagés. Nous n'avions qu'à aller dans un champ pour les cueillir», raconte-t-il. Enfant pendant la dictature, le réalisateur se souvient surtout de la faim qui le tenaillait «en se couchant et en se levant. Je demandais à ma mère : "Qu'est-ce qu'on mange?" Elle répondait : "C'est en train de cuire." Mais quand je soulevais le couvercle de la marmite, seule de l'eau était en train de bouillir.» Devenu un adulte à l'âge incertain, il se souvient encore de ce sentiment de faim.

«Je ne sais pas exactement quel âge j'ai, lâche cet homme à l'allure de bon vivant au sourire facile. Mes parents n'ont pas déclaré ma naissance tout de suite. Je pense que je suis né en 1987 ou 1988, et je ne connais pas la date exacte. Mais je le fête le 27 juillet!» Quelle ironie de raconter une histoire d'anniversaire



«Il y a de la guerre dans mon histoire, bien sûr, mais c'est avant tout une histoire humaine», explique Hasan Hadi. TANDEM FILMS

Hasan Hadi, le réalisateur irakien prophète en son pays

quand le sien s'est perdu entre les bombes et la peur. Rien ne prédestinait donc Hasan Hadi à devenir réalisateur. D'autant qu'il n'a jamais poussé la porte d'un cinéma dans son enfance. Et pour cause, dans ces années-là, les salles étaient fermées.

«Une dictature donne toujours naissance à de petits dictateurs. L'instituteur dans le film est un petit Saddam. Sans compter qu'un pays sous sanctions voit systématiquement la corruption se développer»

Hasan Hadi Réalisateur

«Pour voir un film, le seul moyen était de récupérer des cassettes VHS sous le manteau. Mais on trouvait surtout des dessins animés, des films de Godzilla, de Bruce Lee ou du Tarkovski», raconte-t-il. Difficile dans ces conditions de se construire une culture cinématographique. Sans compter que ses parents n'étaient pas enthousiastes à l'idée qu'il embrasse une carrière artistique. Hasan Hadi a donc misé sur des études de

business, qu'il a brillamment réussies. Mais s'est bien gardé de prévenir ses parents qu'on lui avait offert un job en or. Il a préféré se lancer dans des études de cinéma. Non sans mal.

Pas rancunier envers les États-Unis qui lui ont gâché son enfance, il a «postulé à l'université de New York pour suivre un cursus de cinéma. Trois ans de suite, mon visa a été refusé. Et quand, enfin, j'ai été accepté, Trump a instauré des interdictions de voyages pour les musulmans!» La chance finissant par poindre, une semaine avant son départ, l'Irak a été retirée de la liste des pays concernés. La vie outre-Atlantique ne l'a cependant pas aimanté vers le cinéma américain. Trop commercial, trop obsédé par les résultats et les moyens de les atteindre pour lui. Hasan Hadi se voit d'abord comme un «récit de l'histoire».

Celle du *Gâteau du président*, il a commencé à l'écrire pendant la pandémie. Le tournage, qui s'est entièrement déroulé en Irak, n'a pas été si facile et il confie sans retenue que «c'est un miracle que le film existe, même si je n'ai pas été censuré par le gouvernement». Traviller avec des acteurs non professionnels, dont certains ne savent ni lire ni écrire, n'a sans doute pas aidé non plus, mais il voulait des personnages aussi vrais que possible. De même pour

les lieux, comme un restaurant de Bagdad qui était celui où le jeune Saddam Hussein avait l'habitude de déjeuner. «J'aurais pu tourner au Maroc ou en Jordanie, mais certaines histoires ont un ADN, elles appartiennent à des lieux, confie-t-il. Ceci dit, bloquer une rue de Bagdad pendant deux heures, c'est un cauchemar. Il faut empêcher les gens d'approcher, et en même temps la peur de la caméra persiste. Surtout les femmes, qui se cachent encore le visage.»

Un héritage de la dictature. «Pendant des années, ni les journalistes, ni les photographes ne venaient en Irak. Et le pays n'a pas d'industrie du cinéma», explique Hasan Hadi. Qui pense qu'«une dictature donne toujours naissance à de petits dictateurs. L'instituteur dans le film est un petit Saddam. Sans compter qu'un pays sous sanctions voit systématiquement la corruption se développer». Le personnage de Lamia, l'écolière qui doit apporter le gâteau dans son long-métrage, est inspiré de l'histoire dont le destin a changé à cause de ce gâteau. «Il a dû incorporer l'armée de Saddam», lâche le réalisateur.

S'il reconnaît qu'il reste difficile d'être un artiste en Irak, il espère aujourd'hui que son pays sera connu pour autre chose que la guerre : «Il y a de la guerre dans mon histoire, bien sûr, mais c'est avant tout une histoire hu-

maine.» On peut déjà le remercier de nous faire découvrir les marais de Mésopotamie où se déroule une partie du film. Contraste saisissant avec la capitale, ce lieu paisible semble presque irréel dans l'image que l'on a de l'Irak. Une touche de romantisme au milieu des explosions et de la poussière? Hasan Hadi sourit avec émotion à cette évocation : «C'est ce que j'ai essayé de faire!»

Après avoir présenté *Le Gâteau du Président* en Europe, aux États-Unis, au Canada, au Brésil, au Mexique, au Moyen-Orient et dans le nord de l'Afrique, il attend avec impatience la projection en Irak en avril. D'autant qu'il est un peu devenu un prophète en son pays. Choisi pour représenter l'Irak aux Oscars dans la catégorie meilleur film international - sans intégrer la liste finale -, Hasan Hadi a aussi été montré en exemple lors de la signature, en octobre dernier, d'un accord de coopération entre la France et l'Irak visant à créer un Centre national du cinéma irakien sur le modèle de notre CNC. «Le CNC a changé le cinéma au Proche-Orient, il est essentiel pour la création», clame Hasan Hadi, qui pense déjà à son second film sans révéler une seule ligne. Il consent juste à dire qu'il viendra en résidence à Paris pour y travailler. Et profiter du pays qui l'a encensé. ■

Une ode à la débrouillardise sous Saddam Hussein

Olivier Delcroix

Quand l'instituteur entre dans la classe, les enfants se lèvent et clament en chœur : «Longue vie à notre chef, Saddam Hussein.» Menaçant et autoritaire, le maître d'école tire au sort le nom de celui ou celle qui sera chargé d'apporter un gâteau au président, pour son anniversaire, le 28 avril. Ce n'est pas de la fiction. Saddam Hussein exigeait que les écoliers lui souhaitent son anniversaire. Des images d'archives en attestent à la fin du film. Bienvenue dans l'Irak des années 1990.

Pas de chance pour la petite Lamia, 9 ans, qui décroche la timbale. Sans se

démontrer, l'écolière courageuse se lève et acquiesce dans un demi-sourire. Mais lorsqu'elle rentre chez elle, en barque, dans cette hutte en bambou qui flotte sur les marais, sa grand-mère Bibi, qui s'occupe d'elle, la ramène rapidement à la dure réalité. Avec quel argent va-t-elle réussir? La famine accable le pays depuis que l'Irak du dictateur Saddam Hussein est sous sanctions américaines.

À hauteur d'enfants

Le portrait de Saddam est partout, sous forme d'affiches, de fresques ou de photos. L'effigie souriante du tyran moustachu rappelle l'omniprésent portrait de Big Brother, dans le 1984 d'Orwell. Et tandis que des avions de chasse survolent régulièrement le ciel,

la petite Lamia ne se décourage pas. Sa grand-mère lui a dit de se débrouiller. Alors elle court dans les ruelles de la ville surpeuplée avec son camarade Saeed à la recherche de trois œufs, d'un kilo de farine, d'une livre de sucre, sans oublier de la levure chimique «pour que le gâteau soit moelleux».

Filmé à hauteur d'enfants, partant sur une intrigue similaire à celle d'*Une enfance allemande*, de Fatih Akin, *Le Gâteau du président*, premier long-métrage du réalisateur irakien Hasan Hadi, 37 ans, s'impose comme une belle surprise. Comédie dramatique enlevée, récompensée par la caméra d'or à Cannes, cette fable douce-amère suit l'odyssée cocasse et poignante d'une gamine déterminée à s'acquitter de la mission qui lui a été confiée.

Avec son coq apprivoisé dans sa besace, et toujours accompagnée de Saeed qui la retarde plus qu'il ne l'aide, Lamia affronte le monde des adultes sans baisser les bras. Une ode à la débrouillardise. Le cinéaste suit le chemin semé d'embûches de cet étrange trio, où l'héroïne croisera à tour de ses commerçants vicieux, des arnaqueurs violents, mais aussi des honnêtes gens prêts à l'aider dans sa quête absurde.

Les séquences à l'école évoquent certaines pages de *L'Arabe du futur* de Riad Sattouf même si l'album se déroulait en Syrie. Avec son côté néoréaliste à l'italienne (on pense parfois au film de Vittorio De Sica *Le Voleur de bicyclette*), Hasan Hadi brosse le portrait d'une société irakienne sous le joug

d'un despote, sans pour autant renoncer à une certaine joie de vivre et à une touche discrète de poésie. Maîtrisé et emprunt d'une belle authenticité - le film a été entièrement tourné en Irak avec des acteurs non professionnels -, *Le Gâteau du président* s'avère attachant. Film solaire, humain, résilient, énergique, il marquera l'histoire du cinéma irakien. Si celle-ci reste à écrire, le nom d'Hasan Hadi y figure déjà en très bonne place. ■

«Le Gâteau du président»

Drame de Hasan Hadi
Avec Baneen Ahmad Nayef, Waheed Thabet Khreibat, Sajad Mohamad Qasem
Durée : 1h42
Notre avis : ●●●○

Étienne Sorin

Kelly Reichardt revisite le film de casse avec un Josh O'Connor parfait en voleur de tableaux pathétique et touchant.

Lettrage vertical élégant et mouvant, musique jazzy (le Chicago Underground Trio du trompettiste Rob Mazurk), costumes seventies dans les tons beige et marron. Le générique de *The Mastermind* met sur une fausse piste. Celle du polar vintage, avec son cortège de belles baignoires (Chevrolet, Ford, Dodge, Buick ou Coccinelle, tout droit sorties d'une photo de Stephen Shore ou William Eggleston) et la coolitude apparente de Josh O'Connor, acteur caméléon - Prince Charles dans la série *The Crown*, joueur de tennis fauché dans *Challengers*, cow-boy vagabond dans *Rebuilding*, homme d'Église suspect dans *Wake Up Dead Man*, musicien romantique dans *Le Son des souvenirs* et tête d'affiche de *Disclosure Day*, le prochain Spielberg, de retour à la science-fiction.

L'acteur britannique campe ici un barbu bohème au nom lunaire, James Blaine Mooney. L'homme visite en famille un petit musée d'art moderne d'une banlieue du Massachusetts. Sa femme, Terri (Alana Haim, découverte dans *Licorice Pizza* de Paul Thomas Anderson), et ses deux fistons prétendent une attention distraite aux œuvres. Lui est plus concentré; il fait des repérages pour un vol de tableaux. Le musée, peu fréquenté, est aussi surveillé que le Louvre - pour l'anecdote, les extérieurs du bâtiment en briques sont en fait la bibliothèque Cleo-Rogers de Columbus, dans l'Indiana, conçue en 1969 par Pei, l'architecte de la pyramide du Louvre. Des gardiens



James Blaine Mooney (Josh O'Connor), un menuisier au chômage, fait des repérages en vue d'un braquage, une entreprise plus délicate qu'il n'y paraît.

CONDOR DISTRIBUTION

«The Mastermind», braqueur sans génie

assoupis veillent les yeux fermés sur les toiles. Le braquage devrait se dérouler sans problème.

Il s'avère moins facile que prévu, la faute aux deux bras cassés recrutés par Mooney et à Mooney lui-même, «cerveau» («mastermind») qui n'anticipe pas grand-chose. L'ironie du titre apparaît assez vite. Si Kelly Reichardt cite *Le Cercle rouge*, de Jean-Pierre Melville, on pense plus à une relecture de *L'Affaire Thomas Crown*, le film de Norman Jewison avec Steve McQueen, et plus encore à son remake par John McTiernan, avec Pierce Brosnan en milliardaire séducteur et voleur de Monet pour tromper son ennui.

Mooney est, lui, un menuisier au chômage, plus par manque d'ambition, comme le relève son juge de père (Bill Camp), que par incomptance. Il préfère jouer aux dames avec son fils, tandis que la radio et la télévision dif-

fusent en bruit de fond la mobilisation dans les universités contre la guerre du Vietnam, et sa répression. Il ment sans vergogne à sa mère pour lui taper de l'argent et payer ses complices. Il ne semble pas vouloir fourguer le butin, les tableaux abstraits de l'artiste américain Arthur Dove, peints dans les années 1930. Son rêve serait de pouvoir les contempler dans son salon. Mooney les cache dans une ferme, opération nocturne menée avec la maladresse d'un non-professionnel du crime, au son des grognements d'un cochon moqueur.

Un homme fragile et minable

Le film de casse laisse place à une cavale hivernale pleine de spleen. Mooney séjourne chez un couple de vieux amis isolés à la campagne (les formidables Gaby Hoffmann et John Magaro), noie ses regrets dans la bière, comprend

qu'il n'est pas le bienvenu et reprend la route. Dans son errance solitaire, il se joue quelque chose de bien plus sombre qu'un éloge de la fuite.

Kelly Reichardt, fidèle à son style minimaliste et mélancolique (*Certaines femmes*, *First Cow*, *Night Moves*), fait de James Blaine Mooney une énigme et ne cherche pas à la résoudre à tout prix. Artiste refoulé, père irresponsable, mari immature, il est tout cela à la fois et tout autre chose, insondable et secret. Homme fragile et minable, pathétique et touchant, on a autant envie de le serrer dans ses bras que de lui mettre des bâfles. La désinvolture de Mooney cache une intransigence, à moins que ce ne soit le regard acéré de Kelly Reichardt qui fissure l'indolence du fugitif. La cinéaste n'est pas toujours tendre avec ses personnages - la Michelle Williams de *Showing up*, artiste frustrée, n'était guère très aimable.

À l'heure où la population descend dans la rue, à Téhéran ou à Minneapolis, comme hier pour protester contre la guerre du Vietnam, s'extraire du désordre du monde est voué à l'échec. James Blaine Mooney a beau vouloir l'ignorer, la tenir à distance, la politique le rattrape lors d'un dénouement qui évoque la séquence des *Temps modernes* où Chaplin ramasse un drapeau tombé d'un camion et devient leader malgré lui d'un cortège. En moins burlesque, en plus cruel. La beauté, dont ce désenchanté *Mastermind* ne manque pas, ne sauvera peut-être pas le monde. ■

«The Mastermind»

Drame de Kelly Reichardt
Avec Josh O'Connor, Alana Haim, John Magaro, Hope Davis, Bill Camp
Durée : 1h50
Notre avis : ●●●○

BRAVO À TOUTE L'ÉQUIPE !

À Bout De Souffle.

10 NOMINATIONS AUX CÉSAR

Nouvelle Vague

LE FILM RESSORT LE 25 FÉVRIER

DANS LES CATÉGORIES :
FILM • RÉALISATION • SCÉNARIO • ESPRIT MASCULIN • PHOTO • MONTAGE • COSTUMES • EFFETS VISUELS • DÉCORS • SON

LE FIGARO SELECTION

Anne-Sophie von Claeir
Envoyée spéciale à Aspen

La marque franco-italienne a organisé le défilé de sa ligne Grenoble à Aspen, à 2700 mètres d'altitude, par une nuit de pleine lune glaciale. Un tour de force spectaculaire.

Nous sommes loin de Minneapolis, loin du chaos ICE et des métropoles où l'Amérique en colère manifeste à grands cris. Au cœur des Rocheuses, où la neige manque certes un peu et où seules quelques tempêtes ou assauts de températures polaires peuvent perturber l'ordre des choses, la marmoréenne Aspen, bien haut perchée, ne vit qu'au rythme du ballet des jets privés saturant le parking de son aéroport. C'est ainsi, par les airs, que, de Miami, de Las Vegas ou de Dallas, la communauté de propriétaires de résidences secondaires se rend ici, hiver comme été.

Dans l'ancienne ville minière - en plein essor jusqu'à l'effondrement du cours de l'argent, fin XIX^e -, le mètre carré est devenu le plus cher de toutes les stations de ski au monde (le prix de vente médian d'une «mansion» serait, au bas mot, de 11 millions de dollars). S'y concentre, de fait, une densité de milliardaires presque sans équivalent aux États-Unis. «Il n'y a pas de classe moyenne à Aspen», affirme un natif qui a vu s'aligner au fil des ans boutiques de luxe et galeries d'art dans des blocs de rues où les échoppes locales ont quasi-disparu. Même les enfants ne viennent plus pour le ski, regrette-t-il. En plein week-end de cette haute saison - où le forfait journalier coûte presque 300 dollars -, c'est Byzance pour les amateurs de glisse, nulle foule sur les pistes...

Cinq ans après avoir racheté Moncler (en 2003), c'est donc dans cette enclave dorée que son très avisé PDG, Remo Ruffini, a ouvert sa première boutique en Amérique du Nord - il y en a désormais 41, et près de 300 dans le monde. Deux jours avant la présentation ici même de la collection automne-hiver 2020 de la ligne Grenoble, une nouvelle adresse exclusivement dédiée à ces collections premium pour la montagne a ouvert ses portes, après la toute première à Saint-Moritz fin 2023. Un décor d'une sophistication extrême mais sans ostentation (c'est le site historique d'une ancienne banque), à l'image de cette cité singulière où l'opulence omniprésente de l'immobilier se révèle finalement plus discrète que la population locale. Une extravagante société en



MONCLER / JP YIM

uniforme de fourrure, chapeaux de cow-boy et santiags ayant élevé le shopping de luxe au rang d'activité essentielle. D'autant qu'«ici, personne ne regarde les prix (astronomiques) sur les étiquettes», confie le premier vendeur venu.

C'est un autre Colorado qui a inspiré le patron de la griffe transalpine, resté directeur artistique, dont l'œil implacable est la clé de son succès phénoménal - le chiffre d'affaires du groupe (incluant Stone Island) a dépassé les 3,1 milliards d'euros en 2024, générant 916 millions d'euros de profit et une marge de 29,5 %. Des paysages mythiques, un héritage culturel fort, un imaginaire puissant, c'est cette Amérique - des années 1950 notamment, époque de la naissance de Moncler aussi, dans les Alpes françaises - qui est à l'origine de cette collection de tous les superlatifs.

« Notre objectif est très clair : consolider le positionnement original unique et distinctif de Grenoble, alliant la plus haute technicité au meilleur style »

Remo Ruffini
PDG de Moncler

Le plus haut show de l'histoire de la mode : à 2700 mètres d'altitude, on peut le penser. Le plus glacial et improbable aussi : un par un, les 350 invités, casqués, seront conduits vers l'amphithéâtre éphémère de ce happening d'anthologie par autant de motoneiges se frayant un chemin dans l'obscurité de la forêt. Emmouflés dans les mêmes capes marron matelassées, on reconnaît

la communauté des habitués, sensibles à l'esprit de famille cher à Ruffini : les ambassadeurs de la maison, Adrien Brody, Maria Sharapova ou Vincent Cassel, le très classe Kevin Costner, venu de son ranch voisin, ou encore le Français Charles Rosier, fier de la première collaboration de sa marque de cosmétiques Augustinus Bader avec Moncler, la crème solaire SPF50 dans son pochon en doudoune griffé du logo tricolore - so chic.

Ennio Morricone en bande-son (*Il était une fois en Amérique*), un rideau de trembles blancs (les fameux «aspens») en fond de décor naturel, un podium de champ de bosses enneigé... Il fait -9 °C sous la pleine lune d'un ciel flashé de lasers bleu nuit quand la top Gigi Hadid ouvre le show en combinaison de Gore-Tex bicolore châtaigne kaki frangée, épaules et col gansés, piqués de motifs floraux brodés main (en Italie) et foulard de soie noué.

Les surfeurs qui suivent, en pantalon et veste de corduroy stretch à surface texturée, les promeneurs en anorak waxé à doublure tartan, les aventuriers en cape de tweed capitonné oversize, les montagnards à large chapeau et couverture de laine jacquard frangée imprimée «Colorado», les garçons en denim waterproof doublé de laine merinos et chemise à carreaux de flanelle molletonnée, les filles coiffées comme des cow-boys et chaussées de subtiles moonboots en daim, incrustées de motifs navajos, évoquent sans détour l'esprit western que Ruffini tenait depuis longtemps à injecter dans ce Grenoble - dont on pressent la montée en puissance au pays de l'Oncle Sam.

Dans cette veine, l'inspiration des années 1950 et 1960, celles de l'essor du ski dans ce comté de Pitkin, se traduit



par la réinterprétation de la silhouette féminine de l'époque. Taille marquée, ceinturée, volumes arrondis. On ne compte plus les jupes tulipe, qu'elles soient ultra-techniques en nylon japonais recyclé à motifs feuille en relief, plissées en loden bavarois, en maille retournée à effet tweed rebrodée ou en laine crème épaisse ultra-moelleuse. Une nouvelle élégance romantique, cool et référencée se dessine au fil de

cette séquence cinématographique d'exception. En 95 looks (qui ne seront en boutique qu'en novembre), cette offre Grenoble plus raffinée et sophistiquée que jamais imprime les rétines de sa désirabilité immédiate, dans toute sa diversité.

Visionnaire audacieux, amateur de défis hors norme - et de pistes noires -, le CEO ira d'acclamations en acclamations tout au long de l'after-show donné dans un ranch électrisé par un excellent groupe de musiciens country. S'il projette déjà de faire encore plus fort pour l'édition suivante - en Europe du Nord ? au Canada ? au Japon ? -, le boss se réjouit du challenge que représente le perfectionnement permanent de cette ligne toujours plus prisée : «Grenoble est l'expression la plus pure de notre ADN», résume-t-il. Grâce à son offre toute saison, à son segment printemps-été de plus en plus stratégique notamment, la croissance constante à deux chiffres de Grenoble est la plus forte du groupe. » Et si sa vocation originelle de performance technique demeure, elle est aussi bien devenue l'expression d'un héritage, d'un savoir-faire, d'un style et d'un artisanat de premier ordre. Une haute couture de l'après-ski n'ayant rien à envier aux maisons du même calibre.

Avec un flegme légendaire, Remo Ruffini, qui n'ignore rien de l'appétence de la concurrence sur ce secteur ultra-convoité de l'outdoor haut de gamme, se contente de rappeler posément sa légitimité : «Notre objectif est très clair : consolider le positionnement original unique et distinctif de Grenoble, alliant la plus haute technicité au meilleur style. Et être, avec le temps, dans ce secteur global, la marque de luxe la plus crédible et la plus authentique.» ■

Les jeunes se réconcilient enfin avec les lunettes de vue

Marie-Gabrielle Graffin

Cet accessoire qui leur a souvent valu des moqueries au collège est devenu très tendance depuis qu'ils sont entrés au lycée. Témoignages.

Louise, 16 ans, est très hypermétrope d'un œil et légèrement astigmate de l'autre. Une déficience visuelle détectée dès la maternité. Enfant, comme tous ceux de son âge, elle porte donc sans broncher de petites lunettes rondes. Mais, en CE2, un animateur du centre de loisirs la surnomme Harry Potter pour rire. Vexée, Louise ne veut plus en entendre parler et, dès l'entrée au collège, décide, sans le dire à ses parents, de ne plus mettre ses lunettes.

«Maintenant, Louise est en seconde et elle nous reproche encore d'avoir rendu moche sur les photos d'enfance», se désole sa mère. Pourtant, en début d'année, la jeune fille a décidé de porter à nouveau des lunettes parce qu'elle avait entendu parler de l'enseigne Jimmy Fairly. «Seulement, ce type de marques à la mode et accessible n'est pas fait, en termes de qualité de verres, pour une correction comme

la sienne. Si bien que la paire lui allait très bien, mais elle avait un œil comme grossi à la loupe et l'autre normal. Bref, au bout d'un mois, elle l'avait déjà abandonnée...»

Heureusement, la lycéenne, tancée par son professeur d'histoire lui reprochant de ne pas réussir à lire sur le tableau, s'est rendue à la raison. «Il y a quinze jours, nous sommes retournés chez son opticien d'enfance, Les Lunettes d'Also (Paris 3^e), qui est plus haut de gamme, fait fabriquer ses propres montures en France et collabore avec un fabricant de verre de qualité. Elle a trouvé la forme "tendance" qu'elle voulait, et ça y est, elle porte enfin ses lunettes!»

Aujourd'hui, Louise a un certain recul sur cette expérience. «Au collège, les gens jugent beaucoup le look et l'apparence, alors qu'au lycée, on peut avoir un style à nous, c'est plus facile d'assumer des lunettes. J'ai aussi conscience que c'est tout simplement bon pour moi, pour ma santé, pour mon bien-être.»



Modèle Navy de Jimmy Fairly.

Ironie du sort, selon la marque Jimmy Fairly, Louise doit cette maturité aux écrans, auxquels ses yeux sont scotchés! «Grâce aux réseaux sociaux, les adolescents explorent énormément de sujets et sont bien plus ouverts sur le monde que les générations précédentes au même âge. Ils ont vécu le Covid à l'heure de se construire, ils ont grandi plus vite. De ce fait, la question de la santé mentale et du bien-être,

abordée par les influenceurs qu'ils aiment, est centrale dans leur vie. Beaucoup d'entre eux sont aussi au courant des modalités de remboursement de la mutuelle de leurs parents.»

«Ce qui importe, c'est le style!»

Louise confesse toutefois qu'elle serait peut-être moins «mûre» si les lunettes n'étaient pas à la mode en ce moment. «Avec mes copines, le samedi, quand on fait du shopping, on essaie des lunettes comme on essaie un sac à main.» Ce que confirment les équipes de Jimmy Fairly : «Les ados savent pertinemment quelle paire convient à leur visage. Ils ont le sens de la personnalisation et s'approprient les styles de leurs idoles qui remettent les tendances des années 1980 et 1990 au goût du jour.»

Vient la question de la marque. «Je m'en fiche, reprend Louise. Ce qui importe, c'est le style!» Si vous suivez l'actualité, vous n'ignorez pas que «le» design de lunettes le plus prisé de ces derniers mois est le «style secrétaire», comme dit Louise. Soit une forme allongée, plus ou moins ovale ou rectangulaire, popularisée par Miu Miu, et portée par les «role models» de cette génération : Kylie Jenner, Sabrina Carpenter, Hailey Bieber, Charlotte Cardin...»

«Je voulais tellement les Miu Miu l'an dernier que j'ai supplié mes parents d'aller chez l'opticien, confirme Violette, en seconde à Paris. Malheureusement, j'ai eu 10/10 à chaque œil!» Ce qui n'a pas empêché la demoiselle de se procurer des «duper» («copies») chez H&M à 15,99 euros... sans correction. S'acheter des factices est devenu commun, même auprès des opticiens. «Porter des lunettes de vue - correctrices ou non - est devenu une normalité, au même titre que chausser des baskets», nous dit un vendeur de la boutique de lunettes coréenne Gentle Monster.

Un phénomène qui touche aussi bien les garçons, dont les personnalités préférées, tel l'acteur Jacob Elordi, arborent des lunettes jusque sur les tapis rouges. «Mes copains adorent notamment le modèle un peu écrivain que Hayden Christensen avait dans les années 2000 et dont on voit les photos partout sur les réseaux sociaux», témoigne Louise.

Pour Pablo, qui est myope depuis qu'il est petit, le retour de l'hydre des optiques le réjouit. «Je porte les lunettes de Timothée Chalamet dans Marty Supreme depuis mes 6 ans, rit ce lycéen en terminale à Bastia. Les filles aiment ce style "garçon gentil et peu geek". Avant, on m'appelait le bigleux, maintenant, on m'appelle le stylé!» ■

Hervé Lemoine, l'ambassadeur des métiers d'art

PAR
Alyette Debray-
Mauduy

Le président des Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier national multiplie les événements pour mettre en lumière la qualité et la créativité des savoir-faire français. Et vient de dévoiler 60 nouvelles acquisitions signées d'artistes contemporains.

A peine une exposition terminée qu'une autre scénographie lui succède. Ainsi va la vie aux Manufactures nationales, Sèvres & Mobilier National. Il s'y passe toujours quelque chose. La semaine dernière, cet établissement public rattaché au ministère de la Culture dévoilait ses 60 nouvelles acquisitions - assises, luminaires, céramiques - signées de 39 créateurs, plus ou moins jeunes, plus ou moins émergents. Depuis dimanche, et jusqu'au 8 février, il coproduit l'exposition « Les Trésors retrouvés du Roi Soleil », sous la nef du Grand Palais, où est présentée, pour la première fois, une trentaine de tapis commandés par Louis XIV à Charles Le Brun pour habiller la Grande Galerie reliant le Louvre aux Tuilleries. À l'automne dernier, sa scénographie « Les Nouveaux Ensembliers », hommage à l'esprit des Arts décoratifs, à la manière de faire dialoguer, en 2025, architecture et décoration, attirait 9 millions de visiteurs. Quelques semaines plus tard, le Mobilier national donnait carte blanche à Christian Louboutin pour retracer quatre siècles de liens créatifs autour du textile, entre la France et l'Inde. Et dès la mi-avril, la retrospective « Sèvres, une passion Rothschild » présentera les exceptionnelles collections de porcelaine de Sèvres de cette lignée familiale.

L'artisan de cette effervescence, de cette omniprésence médiatique, c'est Hervé Lemoine, son président, nommé en 2018 à la tête du Mobilier national par le président de la République, sur les conseils de la ministre de la Culture, Françoise Nyssen. Depuis son arrivée, ce haut fonctionnaire, amoureux de toutes les formes d'expression matérielle des choses, n'a de cesse de faire rayonner les savoir-faire, et notamment les 53 métiers d'art dont il porte haut et fort les valeurs. « L'ameublement des lieux officiels de la République, c'est une condition d'exécution de notre mission mais pas une finalité, estime-t-il. Celle-ci étant l'entretien, la valorisation, la transmission et le développement des métiers de nos manufactures. »



UN DERNIER MOT

Par Étienne de Montety

Gauchisation (gô-chi-za-sion) n. f. Virage qui peut virer à l'aigre.

Le directeur de campagne de Pierre-Yves Bournazel a démissionné en dénonçant la gauchisation de la ligne du candidat. Le mot a une origine étymologique incertaine. Évidemment, dans le climat municipal à Paris, en entendant cette déclaration, on imagine aussitôt une campagne lorgnant vers Emmanuel Grégoire. Mais le mot « gauchir » veut d'abord dire « s'écartier de la direction initiale ». Ce qui revient au même à Paris ; mais pas forcément. Était-il parlé de gauchissement, cela aurait pu signifier l'inverse. Tenons-nous-en au sens commun. Pour avancer, Bournazel serait donc tenté d'emprunter la file de gauche : et ainsi dépasser ses concurrents. Jusqu'ici, il est plutôt un droitier qu'aujourd'hui la situation contrarie. Peut-être ce flirt - naguère, on aurait parlé de mariage de la main gauche - a pour objet de pouvoir en mettre de ce côté ; et ainsi capitaliser des voix. Ce qui est sûr, c'est que le candidat a procédé avec une maladresse qu'on qualifia de gaucherie. Au point que le démissionnaire s'est senti floué par cette gauchisation ; et c'est là qu'on se pose la question : trahi jusqu'où ? ■



« Le mobilier des ministères a bien changé », constate Hervé Lemoine ici dans son bureau, à Paris

Design Miami ou Maison & Objet à Hongkong. « Hervé a un agenda trop rempli. C'est le revers de la médaille. Il est sur tous les fronts, a toujours en tête des projets d'expositions ou de partenariats », poursuit Edgar Jayet. Sur le principe des nouvelles acquisitions, il a aussi lancé une campagne de restauration des collections du Mobilier national et de rééditions de pièces emblématiques, en collaboration avec de grands fabricants de mobilier. Il œuvre également pour les filières qu'il juge « orphelines de formation » - au moins la moitié des 281 métiers d'art répertoriés en France n'ayant pas de formation. Les passementiers, les parqueteurs, les ourdiseurs... Autant de projets rendus possibles grâce à la nouvelle entité, Manufactures nationales, réunissant le Mobilier national, la Cité de la céramique de Sèvres et de Limoges, qu'il a portée à bout de bras et qui a été actée en janvier dernier.

Le costume d'Hervé Lemoine semble bel et bien taillé pour lui. Lui, le Parisien qui a grandi entouré de parents - son père était journaliste - fous d'arts décoratifs qui le « traînaient » au musée plusieurs fois par semaine et qui en a gardé ce goût profond pour les métiers de savoir-faire. Un DEA d'histoire à la Sorbonne, un passage à Science Po et un diplôme de conservateur le mènent à une carrière de haut fonctionnaire. On retient son passage à la direction de la Cité de l'architecture et du patrimoine et aux Archives de France, de 2010 à 2018. « Le jour où le poste au Mobilier national était à pourvoir, je savais que je ne pouvais pas laisser passer cette opportunité. »

Aujourd'hui, il est de plus en plus sollicité par les dépositaires de droits dont le regain d'intérêt pour le design, la création contemporaine, les métiers d'art est réel. « Ils ne viennent pas faire un choix sur étagères. Nous leur faisons des propositions en fonction du lieu et de son architecture, tout en ayant à cœur de placer les pièces des jeunes décorateurs ou celles récemment restaurées. Le mobilier des ministères a bien changé. » La boucle est bouclée. ■

« Hervé suit de près la jeune création. Toujours à l'avant-garde, il est un vrai dénicheur de talents qui a des antennes pour les détecter et les défendre »

Edgar Jayet Designer

la création de la nouvelle table du Conseil des ministres - Medulla, 13,4 mètres de long, 20 rallonges qui se montent et démontent en moins de trente minutes - à de jeunes diplômés de l'École nationale supérieure des arts appliqués et des métiers d'art. « Le Mobilier national est assimilé au grenier de la République, à une sorte de conservatoire, abritant 100 000 pièces de collections, certes prestigieuses, mais uniquement destinées à l'ameublement de lieux officiels. On vient, on regarde, on prend. Il ne peut être cantonné à cette idée. Il faut revenir à l'histoire, à Colbert et à Louis XIV, aux origines des manufactures royales dont l'objectif était de montrer que nos savoir-faire étaient supérieurs en qualité et en créativité. Je voulais reprendre le flambeau. Il y a aujourd'hui les groupes de luxe qui portent haut l'image de l'art de vivre à la française mais il ne faut pas oublier les dizaines de milliers de petits ateliers qui

ont une compétence extrêmement pointue et recherchée. » Hervé Lemoine veut être leur porte-voix.

Voilà pour la feuille de route. Dans les faits, on ne compte plus toutes les initiatives qu'il a lancées depuis son arrivée. Cette campagne d'acquisition, commencée en 2020, pour faire entrer les œuvres de designers contemporains au Mobilier national. Des pièces produites en autoédition, en série limitée de 8 exemplaires et faisant preuve d'une démarche écoresponsable. « Ce qui nous intéresse, explique-t-il, c'est la nouveauté en termes de matériaux, de formes, de couleurs. L'idée étant d'avoir une photographie de la création française à un instant T. » D'une grosse dizaine de dos-

siers reçus en 2020, l'établissement public est passé à plus de 600 cette année. « Hervé suit de près la jeune création. Toujours à l'avant-garde, il est un vrai dénicheur de talents qui a des antennes pour les détecter et les défendre, remarque le designer Edgar Jayet, qui a collaboré avec lui à plusieurs reprises. Il sait créer des ponts entre le milieu gouvernemental, les créateurs et les commandes. »

Hervé Lemoine met en effet un point d'honneur à accompagner tous les artistes avec qui il collabore. À les aider à se faire connaître, à vendre leur savoir-faire, n'hésitant pas à les embarquer avec lui sur la scène internationale, dans de grands événements comme le Salone del Mobile de Milan,

200 ans
LE FIGARO

DÉCOUVREZ NOTRE COLLECTION ANNIVERSAIRE EN ÉDITION LIMITÉE

MODE - ART DE LA TABLE - JEUX - PAPETERIE

Le Figaro présente une collection exclusive en édition limitée, réalisée avec des maisons prestigieuses. Des créations élégantes qui célèbrent l'esprit du Figaro et le savoir-faire français.

www.figarostore.fr/200ans

Pour ses 200 ans, Le Figaro présente une collection exclusive en édition limitée, réalisée avec des maisons prestigieuses. Des créations élégantes qui célèbrent l'esprit du Figaro et le savoir-faire français.



Dior